

Rapport annuel

2018

Table des matières

Rapport de gestion..... 2

Rapport de l'auditeur indépendant..... 47

États consolidés de la situation financière..... 49

États consolidés du résultat net..... 50

États consolidés du résultat global..... 51

États consolidés des variations des capitaux propres..... 52

Tableaux consolidés des flux de trésorerie..... 53

Notes complémentaires..... 54-104

Message aux actionnaires

Chères et chers actionnaires,

Votre équipe de la direction et tous nos collègues chez PJ ont travaillé fort tout au cours de l'année 2018 pour renforcer notre entreprise et pour nous mettre en bonne position pour le succès à venir. Parmi nos réalisations marquantes :

- **Nous avons grandement réduit nos dépenses.** Grâce à une gestion dynamique et soignée de nos ressources, nous avons tranché nos dépenses totales (exploitation plus capital) de 35 % par rapport au dernier exercice.
- **Le BAIIA moins dépenses en capital s'est fortement redressé.** Principalement grâce à la parallélisation de nos dépenses et de nos revenus, le BAIIA ajusté moins dépenses en capital¹ a connu une hausse lors de chaque trimestre (sur base annuelle), et, pour l'exercice complet, a réalisé un total 48 % supérieur à celui de l'exercice précédent.
- **Les affaires extrinsèques ont été retirées.** Nous avons cédé, liquidé ou fermé pratiquement l'ensemble de nos filiales, divisions et entreprises non rentables et non synergiques, produisant ainsi 75 \$ millions de dollars en liquidités et permettant à la direction de cibler ses ressources et son attention sur nos activités centrales.
- **La dette nette a été coupée de près de moitié.** Ayant fait des remboursements de capital de 144,7 \$ millions de dollars sur nos billets garantis de premier rang, nous avons réduit notre endettement (à l'exclusion des obligations locatives, déduction faite de la trésorerie) de près de moitié, à un niveau inférieur à une fois le BAIIA ajusté¹.
- **Les conventions collectives ont été restructurées.** Nous avons maintenant restructuré les conventions collectives couvrant l'ensemble de notre force de vente, ce qui constitue pour nous un avantage concurrentiel clé. Les nouvelles conventions nous apportent une importante nouvelle possibilité de gérer et de récompenser le rendement et une souplesse essentielle pour réagir aux besoins changeants de notre paysage concurrentiel.

En 2018, nous avons réalisé une grande partie de ce que nous cherchions à accomplir. Notre entreprise est considérablement plus légère, plus forte et plus ciblée qu'il y a un an. Nous avons maintenant la capacité de gérer nos efforts de vente. Alors que nous continuons sur notre lancée, la grande partie de notre attention sera posée sur la façon de faire fléchir la courbe des revenus en notre faveur. Nous ne sous-estimons pas la taille de ce défi, mais nous croyons que nous sommes bien équipés pour le relever.

Nous vous remercions pour votre appui constant pendant que nous continuons d'avancer pour améliorer votre société et vous offrir des rendements supérieurs et durables.

Le président et chef de la direction,



David A. Eckert

¹Le BAIIA ajusté et le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement sont des mesures financières non conformes aux normes IFRS et ils n'ont pas de signification normalisée selon les normes IFRS. Se reporter à la page 4 pour une définition détaillée de ces mesures financières non conformes aux normes IFRS.

Rapport de gestion

Le 13 février 2019

Le présent rapport de gestion vise à aider le lecteur à comprendre et à évaluer les tendances et les changements d'importance liés aux résultats d'exploitation et à la situation financière de Pages Jaunes Limitée et de ses filiales pour les exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017. Ce rapport doit être lu parallèlement à nos états financiers consolidés audités et aux notes complémentaires pour les exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017. Veuillez vous reporter au communiqué de presse de Pages Jaunes Limitée présentant ses résultats pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, publié le 13 février 2019. Les rapports trimestriels, le rapport annuel, les renseignements supplémentaires et la notice annuelle figurent sur le site de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com et à la section « Investisseurs – Rapports et dépôts » du site Web de la Société, à l'adresse <http://entreprise.pj.ca/fr>. Les communiqués de presse sont accessibles sur le site de SEDAR et à la section « Nouvelles – Communiqués de presse » du site Web de la Société.

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « normes IFRS »), et l'information présentée dans le présent rapport de gestion a été tirée de ces états financiers. Sauf indication contraire, tous les montants figurant dans le présent rapport de gestion sont en dollars canadiens. Veuillez vous reporter à la section « Définitions nécessaires à la compréhension de nos résultats » pour obtenir la liste des mesures financières non conformes aux normes IFRS et des indicateurs de performance clés.

Notre structure de présentation des résultats reflète la façon dont nous gérons notre entreprise et classons nos activités aux fins de planification et d'évaluation du rendement.

Dans le présent rapport de gestion, les termes « nous », « notre/nos », la « Société », « Pages Jaunes » et « PJ » désignent Pages Jaunes Limitée et ses filiales [notamment Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, 411 Local Search Corp. (411.ca), Pages Jaunes Habitations Limitée (Pages Jaunes Immobilier), vendue le 23 juillet 2018, YPG (USA) Holdings, Inc., Yellow Pages Digital & Media Solutions LLC, dissoute le 20 décembre 2018 [ces deux dernières étant collectivement appelées YP (États-Unis)], Bookenda Limitée (Bookenda), Solutions YP Dine Limitée (PJ Resto), 9059-2114 Québec Inc. et DuProprio Inc. (ces deux dernières étant collectivement appelées DuProprio/ComFree et ayant été vendues le 6 juillet 2018), Publicité Juice DMS Limitée, vendue le 31 décembre 2018, et Juice Mobile USA LLC, dissoute le 20 décembre 2018 (ces deux dernières étant collectivement appelées JUICE) et 9778748 Canada Inc. (Totem), vendue le 31 mai 2018.

Mise en garde concernant l'information prospective

Le présent rapport de gestion comprend des affirmations au sujet des objectifs, des stratégies, de la situation financière, des résultats d'exploitation et des activités de PJ. Ces déclarations sont considérées comme « prospectives » puisqu'elles sont basées sur nos attentes actuelles, en date du 13 février 2019, au sujet de nos activités et des marchés sur lesquels nous les exerçons, ainsi que sur diverses estimations et hypothèses.

L'information et les déclarations prospectives sont fondées sur plusieurs hypothèses qui pourraient faire en sorte que nos résultats réels diffèrent de façon significative des attentes exprimées ou sous-entendues dans cette information et ces déclarations prospectives et que nos stratégies, nos objectifs et nos plans d'affaires ne soient pas réalisés ou atteints. Par conséquent, nous ne pouvons garantir que l'une ou l'autre de nos déclarations prospectives se réalisera et nous mettons en garde le lecteur contre le risque que représente le fait de s'appuyer sur ces déclarations prospectives. L'information et les déclarations prospectives qui figurent dans le présent rapport de gestion sont présentées dans le but d'aider les investisseurs et les autres parties à comprendre nos stratégies, nos objectifs et nos plans d'affaires. Le lecteur est donc mis en garde contre le fait que cette information pourrait ne pas convenir à d'autres fins. Pour formuler certaines déclarations prospectives, nous avons eu recours aux hypothèses suivantes :

- La conjoncture économique au Canada ne se détériorera pas.
- Nous serons en mesure d'attirer et de conserver du personnel clé afin d'occuper des postes clés.
- Nous serons en mesure de lancer, de vendre et de fournir des produits et services qui nous aideront à soutenir notre clientèle et amélioreront les produits moyens par client.
- La baisse des produits tirés des médias imprimés demeurera à un niveau égal ou inférieur à 25 % par année.
- Les marges brutes du secteur PJ ne diminueront pas significativement des niveaux actuels.
- Les réductions continues des dépenses atténueront l'incidence sur les flux de trésorerie de toute baisse des produits.
- L'exposition au risque de change découlant des transactions libellées en devises demeurera négligeable.

L'information et les déclarations prospectives sont également fondées sur l'hypothèse qu'aucun des facteurs de risque indiqués pouvant faire en sorte que les résultats réels diffèrent de façon significative des résultats prévus décrits dans l'information et les déclarations prospectives ne se concrétiseront.

Dans ce rapport de gestion, les déclarations prospectives se reconnaissent à l'usage de termes comme « chercher à », « prévoir », « croire », « pouvoir », « estimer », « s'attendre à », « objectif », « avoir l'intention de », « devoir », « planifier », « prédire », « s'efforcer de », « viser », et autres verbes ou expressions semblables. Elles reflètent les attentes actuelles concernant des événements futurs et le rendement d'exploitation à venir et valent uniquement à la date du présent rapport de gestion. La Société ne s'engage aucunement à les mettre à jour ou à les réviser en fonction de nouveaux faits ou de nouvelles circonstances, sous réserve d'une obligation imposée par les lois sur les valeurs mobilières. Les déclarations prospectives traitent d'un grand nombre de risques et d'incertitudes; elles ne devraient pas être considérées comme des garanties de résultats ou de rendements futurs et n'indiquent pas nécessairement avec précision si ces résultats ou ce rendement seront atteints. Un certain nombre de facteurs pourraient faire différer significativement les résultats ou le rendement réels de ceux indiqués dans les déclarations prospectives et pourraient avoir une incidence défavorable importante sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière, y compris, sans s'y limiter, les facteurs de risque suivants mentionnés à la section « Risques et incertitudes » du présent rapport de gestion ainsi que ceux décrits à la section « Facteurs de risque » de notre notice annuelle :

- L'incapacité de la Société à stabiliser ou à accroître ses produits et sa clientèle.
- L'incapacité de la Société d'attirer et de fidéliser des clients, et de leur vendre de nouveaux produits.
- Une forte concurrence pourrait réduire la part de marché de la Société.
- Une diminution plus marquée que prévu du taux de déclin des produits tirés des médias imprimés en raison de changements dans les préférences et les habitudes des consommateurs.
- L'incapacité de la Société d'améliorer et d'élargir son offre de produits de marketing et de médias numériques.
- L'incapacité de la Société à établir les relations et à fournir les technologies requises pour répondre de façon adéquate aux besoins de ses clients.
- Un ralentissement économique prolongé dans les principaux marchés de la Société.
- Une proportion plus élevée que prévu des produits d'exploitation tirés des médias et solutions numériques de la Société à marge moins élevée, comme les services et la revente.
- L'incapacité de la Société d'attirer et de conserver du personnel clé.
- Les activités de la Société dépendent de l'utilisation de ses médias mobiles et en ligne, et l'incapacité de préserver l'utilisation des médias numériques de la Société pourrait nuire à sa capacité d'augmenter ses produits d'exploitation et d'étendre ses activités.
- L'incapacité de la Société ou des partenaires Telco de remplir leurs obligations découlant des conventions conclues entre ces parties.
- Des arrêts de travail et d'autres perturbations du travail.
- La contestation par les autorités fiscales de la position de la Société relativement à certaines questions d'ordre fiscal.
- La perte de relations clés ou des changements dans le niveau de service fourni par les applications cartographiques et les moteurs de recherche.
- La défaillance des ordinateurs et des systèmes de communication de la Société.
- L'incapacité de la Société à générer des fonds suffisants, qu'ils proviennent de l'exploitation, de financements par emprunt ou par actions ou de refinancements.
- L'augmentation des cotisations versées par la Société à ses régimes de retraite.

Définitions nécessaires à la compréhension de nos résultats

Bénéfice d'exploitation avant amortissements, perte de valeur des immobilisations incorporelles et du goodwill et frais de restructuration et autres charges (le « BAIIA ajusté » et la « marge sur BAIIA ajusté »)

Nous faisons état de notre bénéfice d'exploitation avant amortissements, perte de valeur des immobilisations incorporelles et du goodwill et frais de restructuration et autres charges (le « BAIIA ajusté »). Le BAIIA ajusté et la marge sur BAIIA ajusté ne sont pas des mesures du rendement conformes aux normes IFRS et ils ne sont pas considérés comme un substitut du bénéfice d'exploitation ou du bénéfice net pour mesurer le rendement de Pages Jaunes. Les définitions du BAIIA ajusté et de la marge sur BAIIA ajusté ne sont pas normalisées; il est donc peu probable qu'ils soient comparables à des mesures semblables employées par d'autres sociétés cotées en Bourse. Le BAIIA ajusté et la marge sur BAIIA ajusté ne devraient pas être utilisés comme mesures exclusives des flux de trésorerie, car ils ne tiennent pas compte de l'incidence des variations du fonds de roulement, de l'impôt sur le résultat, des paiements d'intérêts, de la capitalisation des régimes, des dépenses d'investissement, des acquisitions d'entreprises, des réductions du capital de la dette ainsi que des autres provenances et utilisations des flux de trésorerie, qui sont présentées à la page 34 de ce rapport de gestion.

Nous définissons le BAIIA ajusté comme les produits moins les coûts d'exploitation, tels qu'ils sont présentés dans les états consolidés du résultat net de Pages Jaunes Limitée. Nous définissons la marge sur BAIIA ajusté en tant que le BAIIA ajusté en pourcentage des produits. Nous utilisons le BAIIA ajusté et la marge sur BAIIA ajusté pour évaluer le rendement de nos activités, car ils reflètent la rentabilité continue. Nous sommes d'avis que certains investisseurs et analystes utilisent le BAIIA ajusté et la marge sur BAIIA ajusté pour évaluer la capacité d'une société à assurer le service de sa dette et à satisfaire à d'autres obligations de paiement ou comme mesure courante pour évaluer les sociétés exerçant leurs activités dans le secteur des médias et des solutions de marketing ainsi que pour évaluer le rendement d'une entreprise. Le BAIIA ajusté est également une composante dans la détermination de la rémunération incitative à court terme de tous les employés-cadres.

BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement

Le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement est une mesure financière non conformes aux normes IFRS et il n'a pas de signification normalisée selon les normes IFRS. Il est donc peu probable qu'il soit comparable à des mesures semblables employées par d'autres sociétés cotées en Bourse. Nous définissons le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement comme le BAIIA ajusté, soit les produits moins les coûts d'exploitation, tels qu'ils sont présentés dans les états consolidés du résultat net de Pages Jaunes Limitée, moins les acquisitions d'immobilisations incorporelles et d'immobilisations corporelles, déduction faite des avantages incitatifs relatifs à un bail reçus, telles qu'elles sont présentées dans la section Activités d'investissement des tableaux consolidés des flux de trésorerie de la Société. Nous utilisons le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement comme une mesure de rendement clé pour nos activités, car il reflète les flux de trésorerie provenant de nos activités commerciales. Nous sommes d'avis que certains investisseurs et analystes utilisent le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement pour évaluer le rendement des entreprises de notre secteur. Veuillez vous reporter à la section 1, Activités et services offerts aux clients, pour un rapprochement des acquisitions d'immobilisations incorporelles et d'immobilisations corporelles, déduction faite des avantages incitatifs relatifs à un bail reçus, avec les dépenses d'investissement.

Le rapport de gestion comprend les sections suivantes :

1. Activités et produits et services offerts aux clients
2. Résultats
3. Situation de trésorerie et sources de financement
4. Hypothèses critiques
5. Risques et incertitudes
6. Contrôles et procédures

1. Activités et produits et services offerts aux clients

Nos activités

Pages Jaunes, l'un des principaux fournisseurs de solutions de marketing et de médias numériques au Canada, offre des outils ciblés aux entreprises locales, aux marques nationales et aux clients qui leur permettent d'interagir et de faire des affaires dans l'économie numérique actuelle.

Produits et services offerts aux clients

Pages Jaunes, par l'entremise de son secteur PJ, offre aux petites et moyennes entreprises (« PME ») du Canada un accès intégral à l'une des gammes de solutions de marketing et de médias numériques et traditionnels les plus complètes au pays, notamment le positionnement prioritaire en ligne et mobile sur les médias numériques de Pages Jaunes, la syndication de contenu, des solutions de moteurs de recherche, la réalisation de sites Web, la gestion de campagnes sur les médias sociaux, un service d'affichage numérique, la production vidéo ainsi que la publicité imprimée. L'effectif de vente de la Société, qui compte plus de 300 professionnels dévoués, offre cette gamme complète de solutions de marketing aux entreprises locales partout au pays, tout en répondant aux besoins changeants de sa clientèle existante, qui compte 188 000 PME. Ce secteur comprenait les activités de RedFlagDeals.com^{MC}, le principal fournisseur canadien de forums sur le magasinage, les promotions, les bons de réduction et les rabais mobiles et en ligne, jusqu'à sa vente le 22 août 2018.

Le secteur Agence de la Société offrait des solutions de marketing dont la portée s'étendait au-delà des PME pour répondre aux besoins en matière de publicité nationale des marques et des éditeurs. Il n'y aura plus d'activités au sein du secteur Agence en raison de la vente de Totem au 31 mai 2018, de la vente des actifs de JUICE pour un montant de 1,0 M\$, exception faite du fonds de roulement, au 31 décembre 2018 et de la liquidation de la division Mediative d'ici le 31 janvier 2019. Mediative exploitait un vaste réseau d'éditeurs et l'une des plus importantes bases de données sur les consommateurs au pays et fournissait à des entreprises et à des marques nationales des solutions de marketing qui leur permettaient de rejoindre des clients éventuels. JUICE, une entreprise de technologies publicitaires mobiles, facilitait l'achat et la vente automatique de publicité mobile entre les marques et les éditeurs par l'entremise d'une plateforme programmatique directe et d'une plateforme d'enchères en temps réel. Totem offrait la conception et la livraison de contenu personnalisé pour les marques mondiales.

Le secteur Immobilier offrait aux propriétaires de maison canadiens des médias pour vendre leur maison d'une façon peu coûteuse et qui a fait ses preuves ainsi que la publication d'inscriptions immobilières à l'échelle locale. Avec la vente de DuProprio/ComFree (« DPCF ») le 6 juillet 2018 et de Pages Jaunes Immobilier le 23 juillet 2018, la Société a cédé toutes les activités de son secteur Immobilier. Ce secteur comprenait les activités de ces entreprises jusqu'à ce qu'elles soient vendues.

Le secteur Autre de Pages Jaunes comprend le service d'annuaire numérique 411.ca et comprenait Western Media Group jusqu'à la cession de cette entreprise pour un montant nominal le 31 mai 2018.

Médias de PJ

Les médias de PJ, principalement les médias fixes, mobiles et imprimés, demeurent des marchés efficaces pour les marchands locaux canadiens, les marques et les consommateurs. Le réseau de médias de la Société permet aux Canadiens de découvrir des entreprises dans leurs quartiers, dans les marchés verticaux des services, de l'immobilier, de la restauration et du commerce de détail. Voici une description des médias numériques actuels de la Société :

Secteur PJ

- PJ^{MC} – disponible en ligne et comme application mobile à l'adresse PJ.ca, PJ permet aux utilisateurs de découvrir leur quartier et d'y faire des affaires au moyen de profils de marchands complets, de contenu éditorial pertinent, de critiques et de fonctionnalités de réservation.
- Canada411 (« C411 ») – l'une des destinations en ligne et sur mobile les plus fiables et fréquentées au Canada pour obtenir les coordonnées de personnes et d'entreprises locales.
- PJ Resto^{MC} – média numérique qui permet aux utilisateurs de rechercher et de découvrir des restaurants locaux et d'effectuer des réservations en fonction du moment de la journée, de l'ambiance recherchée, de l'objectif visé et de suggestions d'experts, en plus d'offrir des capacités de commande en ligne.
- Bookenda.com – plateforme transactionnelle en ligne de premier plan qui permet aux utilisateurs et aux marchands d'interagir et de gérer les réservations et les commandes.

- PJ Shopwise^{MC} – application mobile offrant des rabais et des circulaires géolocalisés ainsi qu'un accès à des catalogues de produits de détaillants locaux et nationaux.
- La Société est l'éditeur officiel des annuaires de Bell, de TELUS, de Bell Aliant, de MTS Allstream et d'un certain nombre d'autres entreprises de téléphonie titulaires.
- La Société a également exploité RedFlagDeals.com^{MC}, principal fournisseur canadien de forums sur le magasinage, les promotions, les bons de réduction et les rabais mobiles et en ligne, jusqu'à sa vente le 22 août 2018.

Secteur Immobilier

- La Société a cédé les activités liées à ses deux médias du secteur Immobilier dans le cadre de transactions distinctes en juillet 2018.
- DuProprio/ComFree (vendue le 6 juillet 2018) – le site immobilier numérique dominant au Québec à l'heure actuelle et l'un des cinq réseaux numériques immobiliers les plus visités au Canada, DPCF offre aux propriétaires un service professionnel et économique pour mettre en marché et vendre leurs propriétés.
- Pages Jaunes Immobilier (cédée le 23 juillet 2018) – offre aux Canadiens des renseignements utiles leur permettant de prendre des décisions éclairées en matière d'achat, de vente ou de location de propriétés. Les médias numériques exploités sous la bannière Pages Jaunes Immobilier comprenaient PJ Immobilier À Louer et PJ Immobilier Construction Neuve.

Secteur Autre

- 411.ca – service d'annuaire numérique pour aider les utilisateurs à trouver des personnes et des entreprises locales et à entrer en contact avec elles et, jusqu'à sa vente le 31 mai 2018, Western Media Group, des revues qui généraient un contenu local en matière de style de vie spécifique à la région de l'Ouest canadien, particulièrement dans les domaines de la restauration, de l'immobilier et de l'art de vivre.

Principales données analytiques

Le succès durable à long terme de notre entreprise axée sur le numérique dépend du maintien et de la croissance de nos produits tirés des médias et solutions numériques, de notre clientèle et de la rentabilité globale. Les principales données analytiques pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 comprennent les éléments suivants :

- BAIIA ajusté : le BAIIA ajusté a totalisé 192,6 M\$, ou 33,4 %, des produits pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, comparativement à 183,1 M\$, ou 25,2 %, des produits pour la période correspondante de l'exercice précédent.
- BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement : le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement s'est chiffré à 180,5 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, comparativement à 122,2 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2017.
- Produits tirés des médias et solutions numériques – les produits consolidés tirés des médias et solutions numériques ont subi l'incidence importante de nos cessions et ont diminué de 18,4 % d'un exercice à l'autre pour se chiffrer à 441,3 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, ce qui représente 76,5 % des produits consolidés.
- Nombre de clients et produits moyens par client du secteur PJ : le nombre de clients du secteur PJ a diminué pour s'établir à 188 000 clients pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, comparativement à 229 000 clients pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le recul du nombre de clients s'est chiffré à 41 000 pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, comparativement à 12 500 pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les produits moyens par client du secteur PJ pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 se sont chiffrés à 2 488 \$ comparativement à 2 464 \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, ce qui représente une augmentation de 1 %.

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les trimestres et les exercices clos les 31 décembre	2018	2017	2018	2017
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	3 201 \$	8 670 \$	14 287 \$	37 297 \$
Acquisitions d'immobilisations corporelles	839	13 018	1 899	30 412
Moins : avantages incitatifs relatifs à un bail reçus	–	(5 797)	(4 150)	(6 824)
Dépenses d'investissement	4 040 \$	15 891 \$	12 036 \$	60 885 \$

Effectif¹

	Au 31 décembre 2018	Au 31 décembre 2017	Variation
PJ	912	1 882	(970)
Agence	27	181	(154)
Immobilier	–	463	(463)
Autre	71	178	(107)
Effectif total	1 010	2 704	(1 694)

¹ La Société définit l'effectif comme le nombre total d'employés excluant les employés en congé d'invalidité de courte durée et de longue durée ou en congé de maternité.

2. Résultats

Cette section présente un aperçu de notre performance financière pour 2018 par rapport à 2017. Nous présentons plusieurs mesures afin d'aider les investisseurs à mieux comprendre notre performance, y compris certaines mesures qui ne sont pas conformes aux normes IFRS. Ces mesures financières sont définies à la page 4 du présent rapport de gestion et elles constituent des éléments importants à considérer lors de l'analyse de notre performance.

Faits saillants

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)

	2018	2017 (données retraitées) ¹
Pour les exercices clos les 31 décembre		
Produits	577 195 \$	727 967 \$
Bénéfice d'exploitation avant amortissements, perte de valeur des immobilisations incorporelles et du goodwill et frais de restructuration et autres charges (« BAIIA ajusté »)	192 565 \$	183 109 \$
Marge sur BAIIA ajusté	33,4 %	25,2% %
Bénéfice net (perte nette)	82 809 \$	(594 482) \$
Bénéfice (perte) de base par action	3,13 \$	(22,52) \$
Dépenses d'investissement	12 036 \$	60 885 \$
BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement	180 529 \$	122 224 \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	134 659 \$	116 577 \$

¹ Données retraitées pour refléter l'application des modifications aux normes publiées ayant une incidence sur les états financiers consolidés. Veuillez vous reporter à la note 2 des états financiers consolidés audités.

Produits

(en milliers de dollars canadiens)



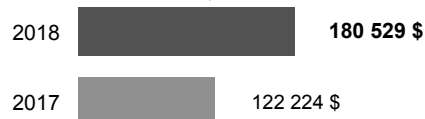
BAIIA ajusté

(en milliers de dollars canadiens)



BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement

(en milliers de dollars canadiens)



Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation

(en milliers de dollars canadiens)



Résultats d'exploitation et financiers consolidés

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2018	% des produits	2017 (données retraitées) ¹	% des produits
Produits	577 195 \$		727 967 \$	
Coût des produits vendus	237 319	41,1 %	344 148	47,3 %
Marge brute	339 876	58,9 %	383 819	52,7 %
Autres coûts d'exploitation	147 311	25,5 %	200 710	27,6 %
Bénéfice d'exploitation avant amortissements, perte de valeur des immobilisations incorporelles et du goodwill et frais de restructuration et autres charges (« BAIIA ajusté »)	192 565	33,4 %	183 109	25,2 %
Amortissements	76 094	13,2 %	112 965	15,5 %
Perte de valeur des immobilisations incorporelles et du goodwill	–	–	507 032	69,7 %
Frais de restructuration et autres charges	15 862	2,7 %	34 400	4,7 %
Bénéfice (perte) d'exploitation	100 609	17,4 %	(471 288)	(64,7) %
Charges financières, montant net	54 729	9,5 %	53 946	7,4 %
Profit à la vente d'entreprises	(6 129)	(1,1) %	–	–
Perte de valeur de placements disponibles à la vente	–	–	3 720	0,5 %
Bénéfice (perte) avant impôt sur le résultat et perte liée à une participation dans une entité contrôlée conjointement	52 009	9,0 %	(528 954)	(72,7) %
(Économie) charge d'impôt sur le résultat	(30 800)	(5,3) %	63 424	8,7 %
Perte liée à une participation dans une entité contrôlée conjointement	–	–	2 104	0,3 %
Bénéfice net (perte nette)	82 809 \$	14,3 %	(594 482) \$	(81,7) %
Bénéfice (perte) de base par action	3,13 \$		(22,52) \$	
Bénéfice (perte) dilué(e) par action	2,78 \$		(22,52) \$	

Aux 31 décembre	2018	2017 (données retraitées) ¹
Total de l'actif	442 369 \$	601 527 \$
Billets garantis de premier rang (y compris la tranche courante)	167 489 \$	308 898 \$
Débetures échangeables	96 179 \$	94 067 \$
Ratio total des billets garantis de premier rang et des débetures échangeables/total de l'actif	59,6 %	67,0 %

¹ Données retraitées pour refléter l'application des modifications aux normes publiées ayant une incidence sur les états financiers consolidés. Veuillez vous reporter à la note 2 des états financiers consolidés audités.

Information sectorielle

La Société gère ses activités, évalue le rendement et affecte les ressources selon quatre secteurs à présenter : PJ, Agence, Immobilier et Autre.

Le secteur PJ offre aux petites et moyennes entreprises du Canada des solutions de marketing et de médias numériques et traditionnels, y compris le positionnement prioritaire en ligne et mobile sur les médias détenus et exploités par Pages Jaunes, la syndication de contenu, des solutions de moteurs de recherche, la réalisation de sites Web, la gestion de campagnes sur les médias sociaux, un service d'affichage numérique ainsi que la production vidéo et la publicité imprimée. Ce secteur comprenait les activités de RedFlagDeals.com^{MC}, le principal fournisseur canadien de forums sur le magasinage, les promotions, les bons de réduction et les rabais mobiles et en ligne, jusqu'à sa vente le 22 août 2018.

Le secteur Agence de la Société offrait des solutions de marketing dont la portée s'étendait au-delà des PME pour répondre aux besoins en matière de publicité nationale des marques et des éditeurs. Il n'y aura plus d'activités au sein du secteur Agence en raison de la vente de Totem au 31 mai 2018, de la vente des actifs de JUICE, pour un montant de 1,0 M\$, exception faite du fonds de roulement, au 31 décembre 2018 et de la liquidation de la division Mediative d'ici le 31 janvier 2019. Mediative exploitait un vaste réseau d'éditeurs et l'une des plus importantes bases de données sur les consommateurs au pays et fournissait à des entreprises et à des marques nationales des solutions de marketing qui leur permettaient de rejoindre des clients éventuels. JUICE, une entreprise de technologies publicitaires mobiles, facilitait l'achat et la vente automatique de publicité mobile entre les marques et les éditeurs par l'entremise d'une plateforme programmatique directe et d'une plateforme d'enchères en temps réel. Totem offrait la conception et la livraison de contenu personnalisé pour les marques mondiales.

Le secteur Immobilier offrait aux propriétaires de maison canadiens des médias pour vendre leur maison d'une façon peu coûteuse et qui a fait ses preuves ainsi que la publication d'inscriptions immobilières à l'échelle locale. En raison de la vente de DuProprio/ComFree (« DPCF ») le 6 juillet 2018 et de Pages Jaunes Immobilier le 23 juillet 2018, la Société a cédé toutes les activités de son secteur Immobilier. Ce secteur comprenait les activités de ces entreprises jusqu'à ce qu'elles soient vendues.

Le secteur Autre comprend le service d'annuaire numérique 411.ca et, jusqu'à sa vente le 31 mai 2018, Western Media Group, des revues qui généraient un contenu local en matière de style de vie spécifique à la région de l'Ouest canadien, dans les domaines de la restauration, de l'immobilier et de l'art de vivre.

Les résultats sectoriels comprennent les éléments directement attribuables à un secteur ainsi que ceux qui peuvent être attribués sur une base raisonnable. La Société tient compte des transactions entre les secteurs à présenter de la même façon qu'elle tient compte des transactions avec les clients externes et les élimine à la consolidation.

Analyse des résultats d'exploitation et financiers consolidés et sectoriels

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

	2018	2017 (données retraitées) ¹	Variation en %
Pour les exercices clos les 31 décembre			
PJ	476 792 \$	570 870 \$	(16,5) %
Médias imprimés	127 897	165 674	(22,8) %
Médias numériques	348 895	405 196	(13,9) %
Agence	52 827	78 104	(32,4) %
Médias imprimés	2 017	5 416	(62,8) %
Médias numériques	50 810	72 688	(30,1) %
Immobilier	35 679	61 162	(41,7) %
Médias imprimés	4 863	11 913	(59,2) %
Médias numériques	30 816	49 249	(37,4) %
Autre	14 368	22 555	(36,3) %
Médias imprimés	1 163	3 924	(70,4) %
Médias numériques	13 205	18 631	(29,1) %
Éliminations intersectorielles	(2 471)	(4 724)	(47,7) %
Médias imprimés	(26)	(67)	(61,1) %
Médias numériques	(2 445)	(4 657)	(47,5) %
Total des produits	577 195 \$	727 967 \$	(20,7) %
Médias imprimés	135 914 \$	186 860 \$	(27,3) %
Médias numériques	441 281 \$	541 107 \$	(18,4) %

¹ Données retraitées pour refléter l'application des modifications aux normes publiées ayant une incidence sur les états financiers consolidés. Veuillez vous reporter à la note 2 des états financiers consolidés audités.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, le total des produits s'est chiffré à 577,2 M\$, comparativement à 728,0 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui représente une diminution de 20,7 % d'un exercice à l'autre, soit 150,8 M\$, dont une tranche de 33,3 M\$ est attribuable aux entreprises cédées. Compte non tenu de la diminution découlant des cessions, la diminution du total des produits pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 est imputable à la baisse des produits tirés des médias et solutions numériques dans tous les secteurs ainsi qu'à la baisse des produits tirés des médias imprimés dans le secteur PJ.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, le total des produits tirés des médias et solutions numériques s'est établi à 441,3 M\$, ou 76,5 % des produits, ce qui représente une baisse de 18,4 % d'un exercice à l'autre, soit 99,8 M\$, dont une tranche de 20,0 M\$ est attribuable aux entreprises cédées, contre 541,1 M\$, ou 74,3 % des produits, pour l'exercice clos le 31 décembre 2017. En plus de la diminution attribuable aux cessions, la baisse des produits tirés des médias et solutions numériques au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018 est essentiellement attribuable au secteur PJ, dont les résultats ont subi l'incidence négative de la diminution du nombre de clients des médias numériques, partiellement contrebalancée par une hausse des dépenses par client. La diminution du nombre de clients des médias numériques découle à la fois de la baisse de l'acquisition de clients en 2018, qui s'explique en partie par le fait que nous axons nos efforts sur la rentabilité, et du taux plus élevé de roulement, qui est essentiellement attribuable à l'intensification de l'acquisition de clients achetant des solutions d'entrée de gamme en 2016 et 2017, lesquels présentent habituellement un taux plus élevé de roulement. Les produits ont aussi subi l'incidence de l'arrêt de certaines activités de notre secteur Agence aux États-Unis afin d'améliorer la rentabilité, de même que de la réduction progressive des activités de Mediative au quatrième trimestre de 2018.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, le total des produits tirés des médias imprimés s'est établi à 135,9 M\$, ce qui représente une diminution de 27,3 % d'un exercice à l'autre, soit 50,9 M\$, dont une tranche de 13,2 M\$ est attribuable aux entreprises cédées. En plus de la diminution attribuable aux cessions, la baisse des produits tirés des médias imprimés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018 est attribuable au secteur PJ, dont les résultats ont subi l'incidence négative de la diminution du nombre de clients des médias imprimés et des dépenses moyennes par client.

Produits tirés des secteurs à présenter

PJ

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, les produits tirés du secteur PJ ont diminué de 94,1 M\$, ou 16,5 %, pour s'établir à 476,8 M\$, comparativement à 570,9 M\$ pour la période correspondante de 2017. La diminution pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 est principalement due au recul de nos médias numériques et médias imprimés de PJ à marge plus élevée et, dans une moindre mesure, à nos services numériques à marge moins élevée. Ce changement dans la composition des produits a exercé une pression sur nos marges brutes. Les résultats de 2018 ont aussi subi l'incidence de la vente de RedFlagDeals.com^{MC} le 22 août 2018.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, les produits tirés des médias et solutions numériques ont diminué de 13,9 % d'un exercice à l'autre, ou 13,6 % compte non tenu de la vente de RedFlagDeals.com^{MC}, pour se chiffrer à 348,9 M\$, comparativement à 405,2 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les produits tirés des médias et solutions numériques ont subi l'incidence négative de la baisse du nombre de clients des médias numériques, partiellement contrebalancée par une hausse des dépenses par client. La diminution du nombre de clients des médias numériques découle de la baisse de l'acquisition de clients en 2018, qui s'explique en partie par le fait que nous axons nos efforts sur la rentabilité, et du taux plus élevé de roulement, qui est essentiellement attribuable à l'intensification de l'acquisition de clients achetant des solutions d'entrée de gamme en 2016 et 2017, lesquels présentent habituellement un taux de roulement plus élevé.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, les produits tirés des médias imprimés ont diminué de 22,8 % d'un exercice à l'autre, pour s'établir à 127,9 M\$. Les résultats ont subi l'incidence négative de la baisse du nombre de clients des médias imprimés et des dépenses par client.

Agence

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, les produits tirés du secteur Agence ont diminué de 32,4 % d'un exercice à l'autre pour se chiffrer à 52,8 M\$, comparativement à 78,1 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution des produits tirés du secteur Agence au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018 s'explique notamment par l'arrêt de certaines activités aux États-Unis afin d'améliorer la rentabilité, par la vente de Totem le 31 mai 2018, ainsi que par la réduction progressive des activités de Mediative. Compte non tenu de l'incidence de l'arrêt de certaines activités aux États-Unis et de la vente de Totem, les produits tirés du secteur Agence ont diminué de 25,6 % pour l'exercice clos le 31 décembre 2018.

Immobilier

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, les produits se sont établis à 35,7 M\$, comparativement à 61,2 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 s'explique par la cession des activités liées aux deux médias du secteur Immobilier de la Société dans le cadre de transactions distinctes en juillet 2018.

Autre

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, les produits tirés du secteur Autre ont diminué de 8,2 M\$ pour se chiffrer à 14,4 M\$, comparativement à 22,6 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution des produits tirés du secteur Autre est essentiellement attribuable à la diminution du nombre d'annonceurs découlant d'une baisse de l'acquisition de nouveaux clients à 411.ca et à la cession de Western Media Group le 31 mai 2018.

Marge brute

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2018		2017 (données retraitées) ¹		Variation en %
		%		%	
PJ	302 954 \$	63,5 %	333 890 \$	58,5 %	(9,3) %
Agence	12 437	23,5 %	11 791	15,1 %	5,5 %
Immobilier	17 256	48,4 %	28 815	47,1 %	(40,1) %
Autre	7 392	51,4 %	9 818	43,5 %	(24,7) %
Éliminations intersectorielles	(163)	n.s.	(495)	n.s.	(67,1) %
Total de la marge brute	339 876 \$	58,9 %	383 819 \$	52,7 %	(11,4) %

¹ Données retraitées pour refléter l'application des modifications aux normes publiées ayant une incidence sur les états financiers consolidés. Veuillez vous reporter à la note 2 des états financiers consolidés audités.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, la marge brute s'est chiffrée à 339,9 M\$, ou 58,9 % du total des produits, ce qui représente une diminution de 43,9 M\$ d'un exercice à l'autre, dont une tranche de 14,2 M\$ est attribuable aux entreprises cédées, comparativement à 383,8 M\$, ou 52,7 % du total des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation de la marge brute en pourcentage des produits s'explique par les mesures de réduction des coûts, ainsi que par les efforts axés sur la rentabilité des produits et services, qui ont contrebalancé les pressions découlant de la diminution des produits et du changement dans la composition des produits.

Marge brute des secteurs à présenter**PJ**

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, la marge brute s'est établie à 303,0 M\$, ou 63,5 % des produits, comparativement à 333,9 M\$, ou 58,5 % des produits, pour la période correspondante de 2017. La baisse de la marge brute découle de la baisse des produits et d'un changement de la composition des produits. La marge brute en pourcentage des produits a augmenté, puisque l'incidence de la diminution des produits a été plus que contrebalancée par les mesures de réduction des coûts, ainsi que par les efforts axés sur la rentabilité des produits et services. Ces mesures comprenaient des réductions de la main-d'œuvre, principalement dans les secteurs non liés au service à la clientèle au premier trimestre de 2018, des consolidations des centres d'appel et l'optimisation de notre modèle de prestation de services au deuxième trimestre de 2018, de même que les efforts supplémentaires mis sur les ventes rentables tout au long de 2018.

Agence

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, la marge brute du secteur Agence a totalisé 12,4 M\$, ou 23,5 % des produits, comparativement à 11,8 M\$, ou 15,1 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. La marge brute du secteur Agence pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 a bénéficié de l'arrêt de certaines activités aux États-Unis afin d'améliorer la rentabilité et d'autres initiatives de réduction de coûts. Les résultats de l'exercice clos le 31 décembre 2018 se sont aussi améliorés par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent en raison des coûts de résiliation de contrats non récurrents engagés au cours du premier trimestre de 2017.

Immobilier

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, la marge brute du secteur Immobilier s'est chiffrée à 17,3 M\$, ou 48,4 % des produits, comparativement à 28,8 M\$, ou 47,1 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse de la marge brute pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 est attribuable à la cession des activités liées aux deux médias du secteur Immobilier de la Société dans le cadre de transactions distinctes en juillet 2018.

Autre

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, la marge brute du secteur Autre s'est établie à 7,4 M\$, ou 51,4 % des produits, comparativement à 9,8 M\$, ou 43,5 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution de la marge brute pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 s'explique par la baisse des produits, contrebalancée en partie par une amélioration de la marge brute en pourcentage des produits découlant de la réduction des coûts. Les résultats ont aussi subi l'incidence de la vente de Western Media Group le 31 mai 2018.

Autres coûts d'exploitation

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2018	2017 (données retraitées) ¹	Variation en %
PJ	118 225 \$	154 120 \$	(23,3) %
Agence	9 313	15 346	(39,3) %
Immobilier	14 333	24 066	(40,4) %
Autre	5 603	7 673	(27,0) %
Éliminations intersectorielles	(163)	(495)	(67,1) %
Total des autres coûts d'exploitation	147 311 \$	200 710 \$	(26,6) %

¹ Données retraitées pour refléter l'application des modifications aux normes publiées ayant une incidence sur les états financiers consolidés. Veuillez vous reporter à la note 2 des états financiers consolidés audités.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, le total des autres coûts d'exploitation a diminué de 53,4 M\$, ou 26,6 %, pour s'établir à 147,3 M\$, comparativement à 200,7 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution du total des autres coûts d'exploitation au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018 est essentiellement attribuable aux réductions dans notre structure de coûts, incluant des réductions de la main-d'œuvre et des charges connexes liées aux employés, des réductions des espaces de bureaux de la Société et d'autres réductions au titre des dépenses au sein de la Société, ainsi qu'à l'incidence des cessions.

Autres coûts d'exploitation des secteurs à présenter**PJ**

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, les autres coûts d'exploitation du secteur PJ ont totalisé 118,2 M\$, comparativement à 154,1 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018 est essentiellement attribuable aux réductions dans notre structure de coûts, incluant des réductions de la main-d'œuvre et des charges connexes liées aux employés, des réductions des espaces de bureaux de la Société et d'autres réductions au titre des dépenses au sein du secteur.

Agence

Les autres coûts d'exploitation du secteur Agence se sont élevés à 9,3 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, comparativement à 15,3 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution des autres coûts d'exploitation pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 dans le secteur Agence est essentiellement attribuable à des réductions de la main-d'œuvre et des charges connexes liées aux employés, à l'arrêt de certaines activités aux États-Unis afin d'améliorer la rentabilité et à la vente de Totem le 31 mai 2018.

Immobilier

Les autres coûts d'exploitation se sont chiffrés à 14,3 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, comparativement à 24,1 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, en raison de la cession des activités liées aux deux médias du secteur Immobilier de la Société dans le cadre de transactions distinctes en juillet 2018.

Autre

Les autres coûts d'exploitation du secteur Autre se sont établis à 5,6 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, comparativement à 7,7 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution des autres coûts d'exploitation pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 s'explique par une baisse des charges connexes liées aux employés, par des réductions de coûts globales et par la vente de WMG le 31 mai 2018.

BAIIA ajusté

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2018		2017 (données retraitées) ¹		Variation en %
		%		%	
PJ	184 729 \$	38,7 %	179 770 \$	31,5 %	2,8 %
Agence	3 124	5,9 %	(3 555)	(4,6) %	(187,9) %
Immobilier	2 923	8,2 %	4 749	7,8 %	(38,5) %
Autre	1 789	12,5 %	2 145	9,5 %	(16,6) %
Total du BAIIA ajusté	192 565 \$	33,4 %	183 109 \$	25,2 %	5,2 %

¹ Données retraitées pour refléter l'application des modifications aux normes publiées ayant une incidence sur les états financiers consolidés. Veuillez vous reporter à la note 2 des états financiers consolidés audités.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, le BAIIA ajusté a augmenté de 9,5 M\$, ou 5,2 %, pour s'établir à 192,6 M\$, comparativement à 183,1 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Notre marge sur BAIIA ajusté s'est établie à 33,4 % pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, comparativement à 25,2 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation du BAIIA ajusté et de la marge sur BAIIA ajusté au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018 est essentiellement attribuable aux réductions dans notre structure de coûts, incluant des réductions de la main-d'œuvre et des charges connexes liées aux employés, des réductions des espaces de bureaux de la Société et d'autres réductions au titre des dépenses au sein de la Société.

BAIIA ajusté des secteurs à présenter**PJ**

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, le BAIIA ajusté du secteur PJ a augmenté pour atteindre 184,7 M\$, comparativement à 179,8 M\$ pour la période correspondante de 2017. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, la marge sur BAIIA ajusté du secteur PJ s'est établie à 38,7 %, comparativement à 31,5 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. Malgré la baisse globale des produits et les pressions exercées sur les marges, notre BAIIA ajusté et marge sur BAIIA ajusté ont augmenté en raison d'une concentration accrue sur la rentabilité de nos produits et services et des réductions dans notre structure de coûts, incluant des réductions de la main-d'œuvre et des charges connexes liées aux employés, des réductions des espaces de bureaux de la Société et d'autres réductions au titre des dépenses au sein du secteur.

Agence

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, le BAIIA ajusté du secteur Agence s'est élevé à 3,1 M\$, ou 5,9 % des produits, comparativement à une perte de 3,6 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation du BAIIA ajusté et de la marge sur BAIIA ajusté du secteur Agence au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018 découle de l'arrêt de certaines activités aux États-Unis afin d'améliorer la rentabilité, et des réductions de la main-d'œuvre et des charges connexes liées aux employés. Le BAIIA ajusté de l'exercice clos le 31 décembre 2018 s'est aussi amélioré par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent en raison des coûts de résiliation de contrats non récurrents engagés au cours du premier trimestre de 2017.

Immobilier

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, le BAIIA ajusté du secteur Immobilier s'est chiffré à 2,9 M\$, ou 8,2 % des produits, comparativement à 4,7 M\$, ou 7,8 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 est attribuable à la cession des activités liées aux deux médias du secteur Immobilier de la Société dans le cadre de transactions distinctes en juillet 2018.

Autre

Le BAIIA ajusté du secteur Autre pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 s'est élevé à 1,8 M\$, ou 12,5 % des produits, comparativement à 2,1 M\$, ou 9,5 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent.

BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

	2018	2017 (données retraitées) ¹	Variation en %
Pour les exercices clos les 31 décembre			
<i>PJ</i>	173 965 \$	124 694 \$	39,5 %
BAIIA ajusté	184 729	179 770	2,8 %
Dépenses d'investissement	10 764	55 076	(80,5) %
<i>Agence</i>	2 864	(5 515)	(151,9) %
BAIIA ajusté	3 124	(3 555)	(187,9) %
Dépenses d'investissement	260	1 960	(86,7) %
<i>Immobilier</i>	2 460	3 441	(28,5) %
BAIIA ajusté	2 923	4 749	(38,5) %
Dépenses d'investissement	463	1 308	(64,6) %
<i>Autre</i>	1 240	(396)	(412,6) %
BAIIA ajusté	1 789	2 145	(16,6) %
Dépenses d'investissement	549	2 541	(78,3) %
Total du BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement	180 529 \$	122 224 \$	47,7 %
BAIIA ajusté	192 565 \$	183 109 \$	5,2 %
Dépenses d'investissement	12 036 \$	60 885 \$	(80,2) %

¹ Données retraitées pour refléter l'application des modifications aux normes publiées ayant une incidence sur les états financiers consolidés. Veuillez vous reporter à la note 2 des états financiers consolidés audités.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement a augmenté de 58,3 M\$, ou 47,7 %, pour s'établir à 180,5 M\$, comparativement à 122,2 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation du BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 s'explique surtout par la hausse du BAIIA ajusté et la baisse des dépenses relatives au développement de logiciels et des dépenses au titre du matériel de bureau et informatique et des améliorations locatives liées à la relocalisation de bureaux.

BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement des secteurs à présenter***PJ***

Le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement a totalisé 174,0 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, comparativement à 124,7 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 s'explique surtout par la hausse du BAIIA ajusté et la baisse des dépenses d'investissement relatives au développement de logiciels et des dépenses au titre du matériel de bureau et informatique et des améliorations locatives liées à la relocalisation de bureaux.

Agence

Le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement du secteur Agence s'est chiffré à 2,9 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, comparativement à une perte de 5,5 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'amélioration du BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement découle de l'augmentation du BAIIA ajusté et de la baisse des dépenses d'investissement liées au développement de logiciels.

Immobilier

Le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement du secteur Immobilier s'est élevé à 2,5 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, comparativement à 3,4 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution s'explique essentiellement par une baisse du BAIIA ajusté découlant de la cession des activités liées aux deux médias du secteur Immobilier de la Société dans le cadre de transactions distinctes en juillet 2018.

Autre

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement du secteur Autre a augmenté pour se chiffrer à 1,2 M\$, comparativement à une perte de 0,4 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, en raison de la baisse des dépenses relatives aux améliorations locatives découlant de la relocalisation du bureau de 411 en 2017.

Amortissements

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, les amortissements ont diminué pour se chiffrer à 76,1 M\$, comparativement à 113,0 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, surtout en raison de la diminution du solde d'ouverture des immobilisations incorporelles à la suite de la perte de valeur comptabilisée au quatrième trimestre de 2017 et de la diminution des dépenses liées au développement de logiciels.

Frais de restructuration et autres charges

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2018	2017 (données retraitées) ¹
Indemnités, avantages et remplacement externe	31 231 \$	15 098 \$
Règlement d'un litige	(14 095)	-
Perte de valeur (recouvrement) des actifs au titre du droit d'utilisation et coûts d'exploitation futurs liés aux contrats de location des bureaux fermés	(2 029)	17 188
Coûts liés à la liquidation au titre des régimes de retraite et coûts des services passés, montant net	755	1 332
Coûts de transaction	-	601
Autres frais	-	181
Total des frais de restructuration et autres charges	15 862 \$	34 400 \$

¹ Données retraitées pour refléter l'application des modifications aux normes publiées ayant une incidence sur les états financiers consolidés. Veuillez vous reporter à la note 2 des états financiers consolidés audités.

Pages Jaunes Limitée a comptabilisé des frais de restructuration et autres charges de 15,9 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 (2017 – 34,4 M\$), qui comprennent des frais de restructuration et autres charges de 31,2 M\$ attribuables aux réductions de la main-d'œuvre, contrebalancés par l'incidence de 14,1 M\$ du règlement favorable d'un litige relatif à une obligation contractuelle avec un fournisseur. En outre, les frais de restructuration et autres charges ont été contrebalancés par un recouvrement net de 2,0 M\$ lié à la perte de valeur des actifs au titre du droit d'utilisation et aux coûts d'exploitation futurs provisionnés pour les contrats de location liés à des fermetures de bureaux. Ce montant comprend un recouvrement net de 7,3 M\$ découlant d'un recouvrement plus favorable que prévu sur les contrats de location, facteur contrebalancé en partie par la perte de valeur des actifs au titre du droit d'utilisation et les coûts d'exploitation futurs pour les contrats de location liés à des fermetures de bureaux. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, nous avons comptabilisé des frais de restructuration et autres charges de 34,4 M\$, se rapportant surtout à des réorganisations internes et à des réductions de la main-d'œuvre de 15,1 M\$ ainsi qu'à des fermetures de bureaux de 17,2 M\$. Les coûts de transaction de 0,6 M\$ se rapportent principalement aux frais connexes à l'acquisition.

Charges financières

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, les charges financières ont augmenté pour s'établir à 54,7 M\$, comparativement à 53,9 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique principalement par l'émission de billets garantis de premier rang à 10,00 % d'un montant en capital de 315,0 M\$ le 19 octobre 2017, qui portent intérêt à un taux plus élevé que les billets garantis de premier rang précédents. Le taux d'intérêt effectif moyen de la Société sur notre portefeuille de titres d'emprunt, compte non tenu des contrats de location-acquisition, s'établissait à 9,2 % au 31 décembre 2018 (2017 – 8,5 %).

(Économie) charge d'impôt sur le résultat

Le taux d'imposition combiné fédéral-provincial prévu par la loi pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 était de 26,9 %, comparativement à 26,8 % pour la période correspondante de 2017. La Société a comptabilisé une économie d'impôt sur le résultat de 30,8 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, laquelle tient à la comptabilisation d'attributs fiscaux non comptabilisés auparavant de 8,5 M\$ et au règlement de positions fiscales incertaines de 38,6 M\$. Ces économies sont des éléments sans effet sur la trésorerie.

En comparaison, pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, la Société a comptabilisé une charge d'impôt sur le résultat de 63,4 M\$, qui comprenait une économie d'impôt sur le résultat de 134,5 M\$ et une réduction de valeur du même montant liée à une perte de valeur de 500,0 M\$ de certaines immobilisations incorporelles et du goodwill comptabilisée au quatrième trimestre de 2017. De plus, au quatrième trimestre de 2017, la Société a comptabilisé une résorption d'attributs fiscaux et de différences temporaires déductibles, qui a représenté une charge d'impôt sur le résultat d'environ 70,0 M\$. Ces charges sont des éléments sans effet sur la trésorerie.

La Société a comptabilisé une économie de 59,2 % sur le bénéfice pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, comparativement à une charge d'impôt sur le résultat de (12) % sur la perte pour l'exercice clos le 31 décembre 2017. La différence entre le taux effectif et le taux prévu par la loi pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 tient principalement à la comptabilisation d'attributs fiscaux non comptabilisés auparavant, au règlement de positions fiscales incertaines et au fait que certaines charges n'étaient pas déductibles aux fins de l'impôt. La différence entre le taux effectif et le taux prévu par la loi pour 2017 est essentiellement attribuable à la résorption et à la non-comptabilisation d'attributs fiscaux et de différences temporaires déductibles de l'exercice considéré et des exercices précédents.

Bénéfice net (perte nette)

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, le bénéfice net a augmenté pour s'établir à 82,8 M\$, comparativement à une perte nette de 594,5 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Nonobstant la charge pour perte de valeur de 507,0 M\$ comptabilisée en 2017, l'amélioration du bénéfice net s'explique essentiellement par l'augmentation du BAIIA ajusté, par la baisse de la dotation aux amortissements et des frais de restructuration et autres charges, par un profit à la vente d'entreprises et par une économie d'impôt.

Sommaire des résultats consolidés trimestriels

Résultats trimestriels

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)

	2018				2017 (données retraitées) ¹			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Produits	124 519 \$	130 150 \$	163 212 \$	159 314 \$	178 549 \$	175 695 \$	193 515 \$	180 208 \$
Coûts d'exploitation	83 370	83 889	105 990	111 381	132 860	129 751	143 573	138 674
Bénéfice d'exploitation avant amortissements, perte de valeur des immobilisations incorporelles et du goodwill et frais de restructuration et autres charges (« BAIIA ajusté »)	41 149	46 261	57 222	47 933	45 689	45 944	49 942	41 534
Marge sur BAIIA ajusté	33,0 %	35,5 %	35,1 %	30,1 %	25,6 %	26,1 %	25,8 %	23,0 %
Amortissements	17 063	18 945	19 202	20 884	26 205	29 915	29 262	27 583
Perte de valeur des immobilisations incorporelles et du goodwill	-	-	-	-	507 032	-	-	-
Frais de restructuration et autres charges (recouvrement)	1 198	5 220	(1 754)	11 198	17 552	6 784	2 778	7 286
Bénéfice (perte) d'exploitation	22 888	22 096	39 774	15 851	(505 100)	9 245	17 902	6 665
Charges financières, montant net	13 516	13 074	13 977	14 162	16 221	12 492	12 808	12 425
(Profit) perte à la vente d'entreprises	(205)	(6 827)	903	-	-	-	-	-
Perte de valeur de placements disponibles à la vente	-	-	-	-	-	3 720	-	-
(Économie) charge d'impôt sur le résultat	(30 380)	(11 276)	8 248	2 608	63 014	(902)	2 344	(1 032)
Perte liée à une participation dans une entité contrôlée conjointement	-	-	-	-	267	1 116	362	359
Bénéfice net (perte nette)	39 957 \$	27 125 \$	16 646 \$	(919) \$	(584 602) \$	(7 181) \$	2 388 \$	(5 087) \$
Bénéfice (perte) de base par action	1,51 \$	1,03 \$	0,63 \$	(0,03) \$	(22,26) \$	(0,27) \$	0,09 \$	(0,19) \$
Bénéfice (perte) dilué(e) par action	1,28 \$	0,89 \$	0,56 \$	(0,03) \$	(22,26) \$	(0,27) \$	0,09 \$	(0,19) \$

¹ Données retraitées pour refléter l'application des modifications aux normes publiées ayant une incidence sur les états financiers consolidés. Veuillez vous reporter à la note 2 des états financiers consolidés audités.

Les tendances séquentielles au chapitre des produits trimestriels sont influencées par les calendriers de distribution des publications imprimées du secteur PJ, pour lequel le deuxième trimestre est le trimestre le plus solide, et par le caractère saisonnier du secteur Agence, pour lequel le quatrième trimestre est habituellement le trimestre le plus solide, sauf en 2018, en raison de la réduction progressive des activités de Mediative dans le secteur. Les produits trimestriels ont diminué d'un exercice à l'autre essentiellement en raison de la baisse des produits au sein du secteur PJ liée à la perte globale de clients et au recul des produits moyens par client, sauf au quatrième trimestre de 2018, au cours duquel les produits moyens par client ont augmenté de 1 %. Les résultats des troisième et quatrième trimestres de 2018 ont aussi subi l'incidence de la cession d'entreprises.

Les coûts d'exploitation ont diminué en 2018 à la suite de réductions dans notre structure de coûts liées à des réductions de la main-d'œuvre et des charges connexes, des réductions des espaces de bureaux de la Société, l'optimisation des coûts liés à l'infrastructure technologique et d'autres réductions au titre des dépenses au sein de la Société, de même qu'à l'accent mis sur la rentabilité de nos produits et services. Les résultats du second semestre de 2018 ont aussi subi l'incidence de la cession d'entreprises. D'un trimestre à l'autre en 2017, les coûts d'exploitation ont suivi la variation des produits, puisque les pressions découlant de la modification de la composition des ventes pour aller vers des produits dont les coûts de livraison sont proportionnellement plus élevés ont été atténuées par les réductions de la main-d'œuvre et les autres initiatives d'économie de coûts. Les résultats du premier semestre de 2017 ont en outre subi l'incidence négative de la hausse des frais de consultation et des coûts de résiliation de contrats non récurrents engagés au premier trimestre.

La marge sur BAIIA ajusté s'est améliorée en 2018, les réductions dans notre structure de coûts et l'accent mis sur la rentabilité de nos produits et services ayant plus que contrebalancé l'incidence de la baisse des produits. La marge sur BAIIA ajusté est demeurée relativement stable en 2017, puisque les pressions découlant de la modification de la composition des ventes pour aller vers des produits dont les coûts de livraison sont proportionnellement plus élevés ont été atténuées par les réductions de la main-d'œuvre et les autres initiatives d'économie de coûts. Les résultats du premier semestre de 2017 ont en outre subi l'incidence négative de la hausse des frais de consultation et des coûts de résiliation de contrats non récurrents engagés au premier trimestre.

Les amortissements ont diminué en raison de la diminution des immobilisations incorporelles découlant des dépenses moins élevées liées au développement de logiciels, et les résultats de 2018 ont aussi subi l'incidence de la diminution des immobilisations incorporelles découlant de la perte de valeur comptabilisée au quatrième trimestre de 2017.

Les frais de restructuration et autres charges de la Société se rapportent essentiellement aux réductions de la main-d'œuvre et à la perte de valeur des actifs au titre du droit d'utilisation et aux coûts d'exploitation futurs liés aux contrats de location des bureaux fermés. Les résultats du premier trimestre de 2018 ont bénéficié de l'incidence du règlement favorable d'un litige relatif à une obligation contractuelle avec un fournisseur. Les résultats du deuxième trimestre de 2018 ont bénéficié d'un recouvrement net de 7,3 M\$ se rapportant à la perte de valeur des actifs au titre du droit d'utilisation et aux coûts d'exploitation futurs provisionnés pour les contrats de location liés à des fermetures de bureaux, en raison d'un recouvrement plus favorable que prévu sur les contrats de location.

Les charges financières ont augmenté à compter du quatrième trimestre de 2017, en raison de l'émission de billets garantis de premier rang à 10,00 % le 19 octobre 2017 et du remboursement des billets garantis de premier rang à 9,25 % le 18 novembre 2017. Les résultats du quatrième trimestre de 2017 ont aussi subi l'incidence d'une augmentation des intérêts découlant du chevauchement des deux séries de billets garantis de premier rang pendant un certain temps.

Au quatrième trimestre de 2018, le bénéfice net a tiré parti de la reprise de charge d'impôt sur le résultat de 21,4 M\$ relativement aux années d'imposition précédentes et de la comptabilisation d'attributs fiscaux non comptabilisés auparavant de 8,5 M\$. Le bénéfice net au troisième trimestre de 2018 a bénéficié de l'incidence du profit net à la vente d'entreprises de 6,8 M\$, de même que de la reprise de charges d'impôt de 18,3 M\$ relativement aux années d'imposition précédentes. Notre perte nette au quatrième trimestre de 2017 s'explique par une charge pour perte de valeur de 507,0 M\$ liée à certaines de nos immobilisations incorporelles et au goodwill, et par l'incidence de la résorption d'attributs fiscaux et de différences temporaires déductibles, qui a représenté une charge d'impôt de 75,0 M\$. Notre perte nette au troisième trimestre de 2017 découle de la charge pour perte de valeur comptabilisée relativement à certains placements disponibles à la vente et de la radiation de notre participation dans une entité contrôlée conjointement à la suite de l'arrêt de ses activités.

ANALYSE DES RÉSULTATS DU QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2018

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)

Pour les trimestres clos les 31 décembre	2018	% des produits	2017 (données retraitées)¹	% des produits
Produits	124 519 \$		178 549 \$	
Coût des produits vendus	50 007	40,2 %	85 992	48,2 %
Marge brute	74 512	59,8 %	92 557	51,8 %
Autres coûts d'exploitation	33 363	26,8 %	46 868	26,2 %
Bénéfice d'exploitation avant amortissements, perte de valeur des immobilisations incorporelles et du goodwill et frais de restructuration et autres charges (BAIIA ajusté)	41 149	33,0 %	45 689	25,6 %
Amortissements	17 063	13,7 %	26 205	14,7 %
Perte de valeur des immobilisations incorporelles et du goodwill	–	–	507 032	284,0 %
Frais de restructuration et autres charges	1 198	1,0 %	17 552	9,8 %
Bénéfice (perte) d'exploitation	22 888	18,4 %	(505 100)	(282,9) %
Charges financières, montant net	13 516	10,9 %	16 221	9,1 %
Profit à la vente d'entreprises	(205)	(0,2) %	–	–
Bénéfice (perte) avant impôt sur le résultat et perte liée à une participation dans une entité contrôlée conjointement	9 577	7,7 %	(521 321)	(292,0) %
(Économie) charge d'impôt sur le résultat	(30 380)	(24,4) %	63 014	35,3 %
Perte liée à une participation dans une entité contrôlée conjointement	–	–	267	0,1 %
Bénéfice net (perte nette)	39 957 \$	32,1 %	(584 602) \$	(327,4) %
Bénéfice (perte) de base par action	1,51 \$		(22,26) \$	
Bénéfice (perte) dilué(e) par action	1,28 \$		(22,26) \$	

¹ Données retraitées pour refléter l'application des modifications aux normes publiées ayant une incidence sur les états financiers consolidés. Veuillez vous reporter à la note 2 des états financiers consolidés audités.

Produits

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

	2018	2017 (données retraitées) ¹	Variation en %
Pour les trimestres clos les 31 décembre			
PJ	108 628 \$	134 893 \$	(19,5) %
Médias imprimés	28 060	37 351	(24,9) %
Médias numériques	80 568	97 542	(17,4) %
Agence	13 315	27 164	(51,0) %
Médias imprimés	–	1 105	(100,0) %
Médias numériques	13 315	26 059	(48,9) %
Immobilier	–	12 671	(100,0) %
Médias imprimés	–	2 435	(100,0) %
Médias numériques	–	10 236	(100,0) %
Autre	2 809	5 597	(49,8) %
Médias imprimés	–	1 136	(100,0) %
Médias numériques	2 809	4 461	(37,0) %
Éliminations intersectorielles	(233)	(1 776)	(86,9) %
Médias imprimés	–	(15)	(99,4) %
Médias numériques	(233)	(1 761)	(86,8) %
Total des produits	124 519 \$	178 549 \$	(30,3) %
Médias imprimés	28 060 \$	42 012 \$	(33,2) %
Médias numériques	96 459 \$	136 537 \$	(29,4) %

¹ Données retraitées pour refléter l'application des modifications aux normes publiées ayant une incidence sur les états financiers consolidés. Veuillez vous reporter à la note 2 des états financiers consolidés audités.

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2018, le total des produits s'est chiffré à 124,5 M\$, comparativement à 178,5 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui représente une baisse de 30,3 % d'un exercice à l'autre, soit 54,0 M\$, dont une tranche de 16,2 M\$ est attribuable aux entreprises cédées. Compte non tenu de la diminution découlant des cessions, la baisse du total des produits pour le trimestre clos le 31 décembre 2018 est attribuable à la baisse des produits tirés des médias et solutions numériques dans tous les secteurs et à la baisse des produits tirés des médias imprimés dans le secteur PJ.

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2018 le total des produits tirés des médias et solutions numériques s'est chiffré à 96,5 M\$, soit 77,5 % du total des produits, ce qui représente une diminution de 29,4 % d'un exercice à l'autre, soit 40,1 M\$, dont une tranche de 11,6 M\$ est attribuable aux cessions, comparativement à 136,5 M\$, soit 76,5 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. Compte non tenu de la baisse attribuable aux entreprises cédées, la diminution des produits tirés des médias et solutions numériques pour le trimestre clos le 31 décembre 2018 est essentiellement attribuable au secteur PJ, dont les résultats ont subi l'incidence négative de la baisse du nombre de clients des médias numériques, partiellement contrebalancée par une hausse des dépenses par client. La diminution du nombre de clients des médias numériques découle de la baisse de l'acquisition de clients en 2018, qui s'explique en partie par le fait que nous axons nos efforts sur la rentabilité, et du taux plus élevé de roulement de la clientèle, qui est essentiellement attribuable à l'intensification de l'acquisition de clients achetant des solutions d'entrée de gamme en 2016 et 2017, lesquels présentent habituellement un taux de roulement plus élevé. Les produits ont aussi subi l'incidence de la réduction progressive des activités de Mediative et de l'arrêt de certaines activités de notre secteur Agence aux États-Unis afin d'améliorer la rentabilité.

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2018, le total des produits tirés des médias imprimés s'est établi à 28,1 M\$, ce qui représente une baisse de 33,2 % d'un exercice à l'autre, soit 14,0 M\$, dont une tranche de 4,7 M\$ est attribuable aux entreprises cédées. Compte non tenu de la diminution attribuable aux cessions, la baisse des produits tirés des médias imprimés pour le trimestre clos le 31 décembre 2018 sont attribuables au secteur PJ, dont les résultats ont subi l'incidence négative d'un recul du nombre de clients des médias imprimés et de la diminution des dépenses moyennes par client.

Produits tirés des secteurs à présenter

PJ

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2018, les produits tirés du secteur PJ ont diminué de 26,3 M\$, soit 19,5 %, pour se chiffrer à 108,6 M\$, comparativement à 134,9 M\$ pour la période correspondante de 2017. La diminution pour le trimestre clos le 31 décembre 2018 est principalement imputable à la baisse des médias numériques et imprimés de PJ à marge plus élevée et, dans une moindre mesure, à nos services numériques à marge moins élevée. Ce changement dans la composition des produits a exercé une pression sur nos marges brutes. Les résultats de 2018 ont aussi subi l'incidence de la vente de RedFlagDeals.com^{MC} le 22 août 2018.

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2018, les produits tirés des médias et solutions numériques ont diminué de 17,4 % d'un exercice à l'autre, ou de 16,4 % compte non tenu de la vente de RedFlagDeals.com^{MC}, pour se chiffrer à 80,6 M\$, comparativement à 97,5 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les produits tirés des médias et solutions numériques ont subi l'incidence négative de la baisse du nombre de clients des médias numériques, partiellement contrebalancée par une hausse des dépenses par client. La diminution du nombre de clients des médias numériques découle de la baisse de l'acquisition de clients en 2018, qui s'explique en partie par le fait que nous axons nos efforts sur la rentabilité, et du taux plus élevé de roulement, qui est essentiellement attribuable à l'intensification de l'acquisition de clients achetant des solutions d'entrée de gamme en 2016 et 2017, lesquels présentent habituellement un taux de roulement plus élevé.

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2018, les produits tirés des médias imprimés ont diminué de 24,9 % d'un exercice à l'autre pour s'établir à 28,1 M\$. Les résultats ont subi l'incidence négative de la baisse du nombre de clients des médias imprimés et des dépenses par client.

Agence

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2018, les produits tirés du secteur Agence ont diminué de 51,0 % d'un exercice à l'autre pour s'établir à 13,3 M\$, comparativement à 27,2 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution des produits tirés du secteur Agence au cours du trimestre clos le 31 décembre 2018 s'explique notamment par l'arrêt de certaines activités aux États-Unis afin d'améliorer la rentabilité et par la vente de Totem le 31 mai 2018. Compte non tenu de ces facteurs, les produits tirés du secteur Agence ont diminué de 49,1 % au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018. La diminution des produits pour le trimestre clos le 31 décembre 2018 a été accélérée par la réduction progressive des activités de Mediative.

Immobilier

Les produits tirés du secteur Immobilier se sont chiffrés à néant pour le trimestre clos le 31 décembre 2018, comparativement à 12,7 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, en raison de la cession des activités liées aux deux médias du secteur Immobilier de la Société dans le cadre de transactions distinctes en juillet 2018.

Autre

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2018, les produits tirés du secteur Autre ont totalisé 2,8 M\$, comparativement à 5,6 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse des produits tirés du secteur Autre est essentiellement attribuable à la diminution du nombre d'annonceurs découlant d'une baisse de l'acquisition de clients à 411.ca et à la cession de Western Media Group le 31 mai 2018.

Marge brute

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pour les trimestres clos les 31 décembre	2018		2017 (données retraitées) ¹		Variation en %
		%		%	
PJ	68 886 \$	63,4 %	80 825 \$	59,9 %	(14,8) %
Agence	4 008	30,1 %	4 131	15,2 %	(3,0) %
Immobilier	–	–	5 127	40,5 %	(100,0) %
Autre	1 688	60,1 %	2 648	47,3 %	(36,3) %
Éliminations intersectorielles	(70)	n.s.	(174)	n.s.	(59,8) %
Total de la marge brute	74 512 \$	59,8 %	92 557 \$	51,8 %	(19,5) %

¹ Données retraitées pour refléter l'application des modifications aux normes publiées ayant une incidence sur les états financiers consolidés. Veuillez vous reporter à la note 2 des états financiers consolidés audités.

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2018, la marge brute s'est chiffrée à 74,5 M\$, ou 59,8 % du total des produits, ce qui représente une diminution de 18,0 M\$ d'un exercice à l'autre, dont une tranche de 6,8 M\$ est attribuable aux entreprises cédées, comparativement à 92,6 M\$, ou 51,8 % du total des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse de la marge brute en pourcentage des produits découle principalement des mesures de réduction des coûts mises en œuvre par la Société, ainsi que des efforts axés sur la rentabilité des produits et services, qui ont contrebalancé les pressions découlant de la diminution des produits et du changement dans la composition des produits.

Marge brute des secteurs à présenter**PJ**

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2018, la marge brute de PJ a totalisé 68,9 M\$, ou 63,4 % des produits, comparativement à 80,8 M\$, ou 59,9 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse de la marge brute découle de la baisse des produits et d'un changement de la composition des produits. La marge brute en pourcentage des produits a augmenté puisque l'incidence de la diminution des produits a été plus que contrebalancée par les mesures de réduction des coûts, ainsi que par les efforts axés sur la rentabilité des produits et services. Ces mesures comprenaient des réductions de la main-d'œuvre, principalement dans les secteurs non liés au service à la clientèle au premier trimestre de 2018, des consolidations des centres d'appel et l'optimisation des modèles de prestation de services au deuxième trimestre de 2018, de même que les efforts supplémentaires mis sur la rentabilité tout au long de 2018.

Agence

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2018, la marge brute du secteur Agence s'est élevée à 4,0 M\$, ou 30,1 % des produits, comparativement à 4,1 M\$, ou 15,2 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'amélioration de la rentabilité découlant de l'arrêt de certaines activités aux États-Unis et d'autres initiatives de réduction de coûts a été contrebalancée par la réduction progressive des activités de Mediative et par l'incidence de la vente de Totem le 31 mai 2018.

Immobilier

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2018, la marge brute du secteur Immobilier s'est élevée à néant, comparativement à 5,1 M\$, ou 40,5 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent, en raison de la cession des activités liées aux deux médias du secteur Immobilier de la Société dans le cadre de transactions distinctes en juillet 2018.

Autre

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2018, la marge brute du secteur Autre s'est élevée à 1,7 M\$, ou 60,1 % des produits, comparativement à 2,6 M\$, ou 47,3 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution de la marge brute pour le trimestre clos le 31 décembre 2018 est due à la baisse des produits, contrebalancée en partie par une augmentation de la marge brute en pourcentage des produits découlant des réductions de coûts. Les résultats ont aussi subi l'incidence de la vente de Western Media Group le 31 mai 2018.

Autres coûts d'exploitation

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

	2018	2017	Variation
Pour les trimestres clos les 31 décembre		(données retraitées) ¹	en %
PJ	30 517 \$	36 359 \$	(16,1) %
Agence	1 826	2 953	(38,2) %
Immobilier	–	5 858	(100,0) %
Autre	1 090	1 872	(41,8) %
Éliminations intersectorielles	(70)	(174)	(59,8) %
Total des autres coûts d'exploitation	33 363 \$	46 868 \$	(28,8) %

¹ Données retraitées pour refléter l'application des modifications aux normes publiées ayant une incidence sur les états financiers consolidés. Veuillez vous reporter à la note 2 des états financiers consolidés audités.

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2018, le total des autres coûts d'exploitation, soit les coûts indirects, s'est établi à 33,4 M\$, comparativement à 46,9 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution du total des autres coûts d'exploitation pour le trimestre clos le 31 décembre 2018 est essentiellement attribuable aux réductions dans notre structure de coûts, incluant des réductions de la main-d'œuvre et des charges connexes liées aux employés, des réductions des espaces de bureaux de la Société et d'autres réductions au titre des dépenses au sein de la Société, de même qu'à l'incidence des cessions.

Autres coûts d'exploitation des secteurs à présenter**PJ**

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2018, les autres coûts d'exploitation du secteur PJ ont totalisé 30,5 M\$, comparativement à 36,4 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution pour le trimestre clos le 31 décembre 2018 est essentiellement attribuable aux réductions dans notre structure de coûts, incluant des réductions de la main-d'œuvre et des charges connexes liées aux employés, des réductions des espaces de bureaux de la Société et d'autres réductions au titre des dépenses au sein du secteur.

Agence

Les autres coûts d'exploitation du secteur Agence se sont établis à 1,8 M\$, pour le trimestre clos le 31 décembre 2018, comparativement à 3,0 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution des autres coûts d'exploitation pour le trimestre clos le 31 décembre 2018 au sein du secteur Agence est essentiellement attribuable à des réductions de la main-d'œuvre et des charges connexes liées aux employés, à l'arrêt de certaines activités aux États-Unis afin d'améliorer la rentabilité, à la réduction progressive des activités de Mediative et à la vente de Totem le 31 mai 2018.

Immobilier

Les autres coûts d'exploitation du secteur Immobilier se sont chiffrés à néant pour le trimestre clos le 31 décembre 2018, comparativement à 5,9 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, en raison de la cession des activités liées aux deux médias du secteur Immobilier de la Société dans le cadre de transactions distinctes en juillet 2018.

Autre

Au trimestre clos le 31 décembre 2018, les autres coûts d'exploitation du secteur Autre se sont élevés à 1,1 M\$, comparativement à 1,9 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette diminution s'explique par une baisse des charges connexes liées aux employés, par des réductions de coûts globales et par la vente de WMG le 31 mai 2018.

BAlIA ajusté

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pour les trimestres clos les 31 décembre	2018		2017 (données retraitées) ¹		Variation en %
		%		%	
PJ	38 369 \$	35,3 %	44 466 \$	33,0 %	(13,7) %
Agence	2 182	16,4 %	1 178	4,3 %	85,2 %
Immobilier	–	0,0 %	(731)	(5,8) %	(100,0) %
Autre	598	21,3 %	776	13,9 %	(22,9) %
Total du BAlIA ajusté	41 149 \$	33,0 %	45 689 \$	25,6 %	(9,9) %

¹ Données retraitées pour refléter l'application des modifications aux normes publiées ayant une incidence sur les états financiers consolidés. Veuillez vous reporter à la note 2 des états financiers consolidés audités.

Le BAlIA ajusté a diminué de 4,5 M\$ pour s'établir à 41,1 M\$ au cours du trimestre clos le 31 décembre 2018, comparativement à 45,7 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Notre marge sur BAlIA ajusté pour le trimestre clos le 31 décembre 2018 s'est établie à 33,0 %, comparativement à 25,6 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution du BAlIA ajusté pour le trimestre clos le 31 décembre 2018 est imputable à la baisse globale des produits et à une modification défavorable de la composition des produits. Toutefois, les pressions exercées sur les produits ont été contrebalancées en grande partie par une augmentation de la marge sur BAlIA ajusté en pourcentage des produits découlant des réductions dans notre structure de coûts, incluant des réductions de la main-d'œuvre et des charges connexes liées aux employés, des réductions des espaces de bureaux de la Société et d'autres réductions au titre des dépenses au sein de la Société.

BAlIA ajusté des secteurs à présenter**PJ**

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2018, le BAlIA ajusté du secteur PJ a totalisé 38,4 M\$, ou 35,3 % des produits, comparativement à 44,5 M\$, ou 33,0 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution du BAlIA ajusté pour le trimestre clos le 31 décembre 2018 est imputable à la baisse globale des produits et à une modification défavorable de la composition des produits. Toutefois, les pressions exercées sur les produits ont été contrebalancées en grande partie par une augmentation de la marge sur BAlIA ajusté en pourcentage des produits découlant des réductions dans notre structure de coûts, incluant des réductions de la main-d'œuvre et des charges connexes liées aux employés, des réductions des espaces de bureaux de la Société et d'autres réductions au titre des dépenses au sein de la Société.

Agence

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2018, le BAlIA ajusté du secteur Agence s'est élevé à 2,2 M\$, ou 16,4 % des produits, comparativement à 1,2 M\$, ou 4,3 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse du BAlIA ajusté et de la marge sur BAlIA ajusté du secteur Agence pour le trimestre clos le 31 décembre 2018 s'explique par l'arrêt de certaines activités aux États-Unis, ce qui a amélioré la rentabilité, et par des réductions de la main-d'œuvre et des charges connexes liées aux employés, facteurs contrebalancés en partie par la réduction progressive des activités de Mediative.

Immobilier

Le BAlIA ajusté du secteur Immobilier s'est chiffré à néant pour le trimestre clos le 31 décembre 2018, comparativement à une perte de 0,7 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, en raison de la cession des activités liées aux deux médias du secteur Immobilier de la Société dans le cadre de transactions distinctes en juillet 2018.

Autre

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2018, le BAlIA ajusté du secteur Autre s'est élevé à 0,6 M\$, ou 21,3 % des produits, comparativement à 0,8 M\$, ou 13,9 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution du BAlIA ajusté pour le trimestre clos le 31 décembre 2018 découle essentiellement d'une baisse des produits, contrebalancée en grande partie par une hausse de la marge sur BAlIA ajusté découlant des réductions de coûts.

BAlIA ajusté moins les dépenses d'investissement

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

	2018	2017 (données retraitées) ¹	Variation en %
Pour les trimestres clos les 31 décembre			
<i>PJ</i>	34 443 \$	29 129 \$	18,2 %
BAlIA ajusté	38 369	44 466	(13,7) %
Dépenses d'investissement	3 926	15 337	(74,4) %
<i>Agence</i>	2 162	1 219	77,4 %
BAlIA ajusté	2 182	1 178	85,2 %
Dépenses d'investissement	20	(41)	(148,8) %
<i>Immobilier</i>	–	(1 408)	(100,0) %
BAlIA ajusté	–	(731)	(100,0) %
Dépenses d'investissement	–	677	(100,0) %
<i>Autre</i>	504	858	(41,5) %
BAlIA ajusté	598	776	(22,9) %
Dépenses d'investissement	94	(82)	(217,1) %
Total du BAlIA ajusté moins les dépenses d'investissement	37 109 \$	29 798 \$	24,5 %
BAlIA ajusté	41 149 \$	45 689 \$	(9,9) %
Dépenses d'investissement	4 040 \$	15 891 \$	(74,6) %

¹ Données retraitées pour refléter l'application des modifications aux normes publiées ayant une incidence sur les états financiers consolidés. Veuillez vous reporter à la note 2 des états financiers consolidés audités.

Le BAlIA ajusté moins les dépenses d'investissement a augmenté de 7,3 M\$ pour s'établir à 37,1 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2018, comparativement à 29,8 M\$ pour la période correspondante de 2017. La hausse du BAlIA ajusté moins les dépenses d'investissement pour le trimestre clos le 31 décembre 2018 s'explique par la baisse des dépenses relatives au développement de logiciels et au matériel de bureau et informatique, ainsi qu'aux améliorations locatives liées à la relocalisation de bureaux, facteurs contrebalancés en partie par une baisse du BAlIA ajusté.

BAlIA ajusté moins les dépenses d'investissement des secteurs à présenter***PJ***

Le BAlIA ajusté moins les dépenses d'investissement du secteur PJ a totalisé 34,4 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2018, comparativement à 29,1 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation du BAlIA moins les dépenses d'investissement au cours du trimestre clos le 31 décembre 2018 est essentiellement attribuable à la baisse des dépenses d'investissement relatives au développement de logiciels, au matériel de bureau et informatique, de même qu'aux améliorations locatives liées à la relocalisation de bureaux, facteurs contrebalancés en partie par une baisse du BAlIA ajusté.

Agence

Le BAlIA ajusté moins les dépenses d'investissement du secteur Agence s'est élevé à 2,2 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2018, comparativement à 1,2 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse du BAlIA ajusté moins les dépenses d'investissement s'explique par la hausse du BAlIA ajusté.

Immobilier

Le BAlIA ajusté moins les dépenses d'investissement du secteur Immobilier s'est chiffré à néant pour le trimestre clos le 31 décembre 2018, comparativement à une perte de 1,4 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, en raison de la cession des activités liées aux deux médias du secteur Immobilier de la Société dans le cadre de transactions distinctes en juillet 2018.

Autre

Le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement du secteur Autre s'est chiffré à 0,5 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2018, comparativement à 0,9 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Amortissements

Les amortissements ont diminué pour s'établir à 17,1 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2018, comparativement à 26,2 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette diminution s'explique surtout par la diminution du solde d'ouverture des immobilisations incorporelles à la suite de la perte de valeur comptabilisée au quatrième trimestre de 2017 et par la baisse des dépenses liées au développement de logiciels.

Frais de restructuration et autres charges

	2018	2017
Pour les trimestres clos les 31 décembre	(données retraitées)¹	
Indemnités, avantages et remplacement externe	5 387 \$	3 574 \$
Règlement d'un litige	(3 537)	-
Perte de valeur des actifs au titre du droit d'utilisation et coûts d'exploitation futurs liés aux contrats de location des bureaux fermés	468	13 555
Coûts liés à la liquidation au titre des régimes de retraite et coûts des services passés (économies sur coûts des services passés), montant net	(1 120)	557
Autres frais	-	(134)
Total des frais de restructuration et autres charges	1 198 \$	17 552 \$

¹ Données retraitées pour refléter l'application des modifications aux normes publiées ayant une incidence sur les états financiers consolidés. Veuillez vous reporter à la note 2 des états financiers consolidés audités.

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2018, nous avons comptabilisé des frais de restructuration et autres charges de 1,2 M\$, se rapportant surtout à des réorganisations internes et à des réductions de la main-d'œuvre, contrebalancés par l'incidence de 3,5 M\$ du règlement favorable d'un litige relatif à une obligation contractuelle avec un fournisseur. Pour le trimestre clos le 31 décembre 2017, nous avons comptabilisé des frais de restructuration et autres charges de 17,6 M\$, qui découlaient essentiellement des contrats de location liés à des fermetures de bureaux ainsi que des réorganisations internes et des réductions de la main-d'œuvre.

Charges financières

Les charges financières ont diminué de 2,7 M\$ pour s'établir à 13,5 M\$ pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2018, comparativement à 16,2 M\$ à la période correspondante de 2017. Cette diminution s'explique par la hausse du taux d'intérêt sur les billets garantis de premier rang émis au quatrième trimestre de 2017 et par le chevauchement des intérêts des deux séries de billets garantis de premier rang détenues pendant un certain temps au cours du quatrième trimestre de 2017. La Société a utilisé le produit net de la vente des billets garantis de premier rang à 10,00 % pour racheter, le 18 novembre 2017, la totalité de ses billets garantis de premier rang à 9,25 % échéant le 30 novembre 2018.

Charge (économie) d'impôt sur le résultat

Les taux d'imposition combinés fédéral-provincial prévus par la loi se sont établis à 26,9 % et à 26,8 % pour les trimestres clos les 31 décembre 2018 et 2017, respectivement. Au cours du quatrième trimestre clos le 31 décembre 2018, la Société a comptabilisé une économie d'impôt sur le résultat de 30,4 M\$, laquelle tient à la comptabilisation d'attributs fiscaux non comptabilisés auparavant de 11,9 M\$ et au règlement de positions fiscales incertaines de 21,4 M\$. Ces économies sont des éléments sans effet sur la trésorerie.

En comparaison, au cours du quatrième trimestre clos le 31 décembre 2017, la Société a comptabilisé une charge d'impôt sur le résultat de 63,0 M\$, qui comprend une économie d'impôt sur le résultat de 134,5 M\$ et une réduction de valeur du même montant liée à une perte de valeur de 500,0 M\$ des immobilisations incorporelles et du goodwill de la Société comptabilisée au quatrième trimestre de 2017. De plus, au quatrième trimestre de 2017, la Société a comptabilisé une résorption d'attributs fiscaux et de différences temporaires déductibles, qui a représenté une charge d'impôt sur le résultat d'environ 70,0 M\$. Ces charges sont des éléments sans effet sur la trésorerie.

La différence entre le taux effectif et le taux prévu par la loi pour le quatrième trimestre de 2018 tient principalement à la comptabilisation d'attributs fiscaux non comptabilisés auparavant et au règlement de positions fiscales incertaines. La différence entre le taux effectif et le taux prévu par la loi pour le quatrième trimestre de 2017 s'explique principalement par la résorption et la non-comptabilisation d'attributs fiscaux et de différences temporaires déductibles de l'exercice considéré et des exercices précédents.

Bénéfice net (perte nette)

Nous avons comptabilisé un bénéfice net de 40,0 M\$ et une perte nette de 584,6 M\$ au cours des trimestres clos les 31 décembre 2018 et 2017, respectivement. L'amélioration du bénéfice net, nonobstant la charge pour perte de valeur de 507,0 M\$ comptabilisée au cours du trimestre clos le 31 décembre 2017, s'explique essentiellement par la baisse de la dotation aux amortissements ainsi que par les frais de restructuration et autres charges et par une économie d'impôt.

3. Situation de trésorerie et sources de financement

Cette section évalue la structure du capital de la Société, sa situation de trésorerie et ses divers instruments financiers, y compris ses instruments d'emprunt.

Structure du capital

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Aux 31 décembre	2018	2017 (données retraitées) ¹
Trésorerie et trésorerie soumise à restrictions	81 452 \$	46 405 \$
Billets garantis de premier rang	167 489 \$	308 898 \$
Débiteures échangeables	96 179	94 067
Obligations liées à des contrats de location	75 320	86 179
Total de la dette	338 988 \$	489 144 \$
Insuffisance	(119 164)	(199 879)
Capitalisation totale	219 824 \$	289 265 \$
Ratio du total de la dette déduction faite de la trésorerie et de la trésorerie soumise à restrictions sur la capitalisation totale	117,2 %	153,1 %

¹ Données retraitées pour refléter l'application des modifications aux normes publiées ayant une incidence sur les états financiers consolidés. Veuillez vous reporter à la note 2 des états financiers consolidés audités.

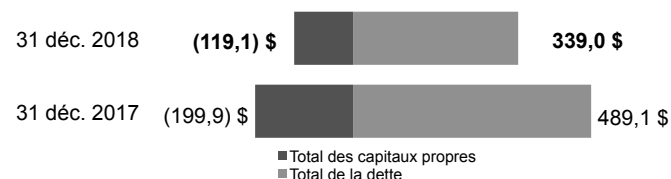
Au 31 décembre 2018, la dette de Pages Jaunes, déduction faite de la trésorerie et de la trésorerie soumise à restrictions, totalisait 257,5 M\$, comparativement à 442,7 M\$ au 31 décembre 2017.

Le ratio du total de la dette déduction faite de la trésorerie et de la trésorerie soumise à restrictions sur le BAIIA ajusté des douze derniers mois¹ s'établissait à 1,3 fois au 31 décembre 2018, comparativement à 2,4 fois au 31 décembre 2017. La diminution est essentiellement attribuable à la hausse du BAIIA ajusté et au paiement en capital obligatoire de 144,8 M\$ versé en 2018 pour le remboursement de la dette.

Ratio du total de la dette déduction faite de la trésorerie sur le BAIIA ajusté des douze derniers mois¹



Structure du capital (en millions de dollars canadiens)



¹ Bénéfice d'exploitation des douze derniers mois avant amortissements, perte de valeur des immobilisations incorporelles et du goodwill et frais de restructuration et autres charges (« BAIIA ajusté des douze derniers mois »). Le BAIIA ajusté des douze derniers mois est une mesure non conforme aux normes IFRS et, par conséquent, il pourrait ne pas être comparable à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés cotées en Bourse. Se reporter à la page 4 pour obtenir une définition du BAIIA ajusté.

Emprunt garanti par des actifs

Le 19 octobre 2017, la Société, par l'entremise de sa filiale Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, a renouvelé son emprunt garanti par des actifs de 50,0 M\$ d'une durée de cinq ans et en a prorogé la durée jusqu'en août 2022, en plus de réduire certains taux et frais. Cet emprunt est affecté aux besoins généraux de l'entreprise. L'emprunt garanti par des actifs permet à la Société d'avoir accès à des fonds sous la forme de prêts au taux préférentiel, de prêts au taux des acceptations bancaires ou de lettres de crédit. L'emprunt garanti par des actifs est garanti par une charge de premier rang sur les créances de la Société. L'intérêt est calculé soit en fonction du taux des acceptations bancaires, soit en fonction du taux préférentiel majoré d'une marge applicable. L'emprunt est soumis à une réserve disponible de 5,0 M\$ si le ratio de couverture des charges fixes de la Société est inférieur à 1,1 fois pour les douze derniers mois. Au 31 décembre 2018, le ratio de couverture des charges fixes de la Société était inférieur à 1,1 fois et la Société avait des lettres de crédit de 4,4 M\$ émises et en circulation en vertu de l'emprunt garanti par des actifs et une insuffisance de 9,9 M\$ au titre des biens affectés en garantie admissibles. Par conséquent, une tranche de 30,7 M\$ de l'emprunt garanti par des actifs était disponible au 31 décembre 2018. Au 31 décembre 2018, la Société respectait toutes les clauses restrictives de la convention d'emprunt régissant l'emprunt garanti par des actifs.

Billets garantis de premier rang à 10,00 %

Le 19 octobre 2017, Pages Jaunes Limitée, par l'entremise de sa filiale Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, a émis des billets garantis de premier rang à 10,00 % d'un montant total en capital de 315,0 M\$ (les « billets ») échéant le 1^{er} novembre 2022, à un prix d'émission de 980 \$ par tranche de 1 000 \$ de capital des billets, soit un escompte de 6,3 M\$. Les billets portent intérêt depuis le 19 octobre 2017 à un taux de 10,00 % par année, payable à terme échu en versements semestriels le 1^{er} mai et le 1^{er} novembre de chaque année à compter du 1^{er} mai 2018.

Rachat obligatoire

Aux termes de l'acte de fiducie régissant les billets, la Société doit utiliser un montant équivalant à 100 % de ses flux de trésorerie excédentaires consolidés et de tout produit net de la vente d'actifs désigné pour la dernière période de rachat obligatoire pour racheter semestriellement, le dernier jour de mai et de novembre de chaque année à compter du 31 mai 2018, les billets à un prix de rachat équivalant à 100 % du capital, à la condition que la Société maintienne un solde de trésorerie minimal de 20,0 M\$ le dernier jour de la période de rachat obligatoire. La Société doit utiliser 75,0 % de ses flux de trésorerie excédentaires consolidés pour racheter les billets si le ratio de levier financier consolidé le dernier jour de la période de rachat obligatoire n'est pas plus élevé que 1,5:1. Les flux de trésorerie excédentaires, selon la définition qui en est donnée dans l'acte de fiducie régissant les billets, désignent les flux de trésorerie ajustés provenant des activités d'exploitation, ajustés pour tenir compte des éléments suivants, tels qu'ils sont présentés dans le tableau consolidé des flux de trésorerie de la Société : les dépenses d'investissement, sous réserve de certains montants maximaux, tel qu'il est prescrit dans l'acte de fiducie régissant les billets, le remboursement des billets autrement que dans le cadre d'un rachat obligatoire et tous les paiements en capital effectués au titre de l'obligation locative de la Société. En 2018, la Société a effectué des paiements totaux de 144,8 M\$ pour le rachat obligatoire du capital des billets.

Rachat optionnel

Du 1^{er} novembre 2018 au 31 octobre 2019, la Société pourra, à son gré, racheter une partie ou la totalité des billets, à un prix équivalant à 102 % du montant en capital total plus les intérêts courus et impayés. Du 1^{er} novembre 2019 au 31 octobre 2020, la Société pourra, à son gré, racheter une partie ou la totalité des billets, à un prix équivalant à 101 % du montant en capital total plus les intérêts courus et impayés. À compter du 1^{er} novembre 2020, la Société pourra, à son gré, racheter une partie ou la totalité des billets, à un prix équivalant à 100 % du montant en capital total plus les intérêts courus et impayés.

Les billets sont garantis par Pages Jaunes Limitée et par ses filiales, à l'exception de Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, qui est l'émetteur des billets (collectivement, les « cautions »), ainsi que par des charges et des sûretés réelles de premier rang, sous réserve de certaines charges autorisées, grevant la quasi-totalité des actifs (autres que les actifs qui servent à garantir l'emprunt garanti par des actifs de la Société) détenus actuellement ou acquis ultérieurement par Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée et les cautions ainsi que par des charges et des sûretés réelles de deuxième rang, sous réserve de certaines charges autorisées, grevant les actifs qui servent à garantir l'emprunt garanti par des actifs. Les billets constituent des obligations garanties de premier rang de Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée. Les billets ont égalité de rang de paiement avec toute dette de Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée qui n'est pas expressément subordonnée au rang de paiement des billets et ils sont de rang supérieur au rang de paiement de toute dette subordonnée existante et future de Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée.

Certaines clauses restrictives

L'acte de fiducie régissant les billets limite la capacité de la Société ou a une incidence sur la capacité de celle-ci à, entre autres, contracter une dette additionnelle, verser des dividendes ou autres distributions ou racheter ou rembourser certains titres d'emprunt ou capital social, contracter des emprunts ou faire des investissements, vendre des actifs, créer certains privilèges, effectuer des transactions avec des sociétés liées et consolidées, fusionner ou vendre la totalité ou la quasi-totalité de ses actifs. De telles clauses restrictives sont assujetties à certaines restrictions et exceptions, tel qu'il est prescrit par l'acte de fiducie régissant les billets.

Au 31 décembre 2018, la Société respectait toutes les clauses restrictives en vertu de l'acte de fiducie régissant les billets.

Débetures échangeables

Le 20 décembre 2012, la Société a émis, par l'entremise de sa filiale Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, 107,5 M\$ de débetures échangeables subordonnées de premier rang (les « débetures échangeables ») échéant le 30 novembre 2022. Au 31 décembre 2018 et au 31 décembre 2017, la valeur nominale des débetures échangeables s'élevait à 107,1 M\$. Au 31 décembre 2018, la valeur des débetures échangeables, moins les intérêts non comptabilisés, était de 96,2 M\$, comparativement à 94,1 M\$ au 31 décembre 2017.

Les intérêts sur les débetures échangeables portent intérêt au taux de 8,0 % par année si, pour la période d'intérêt applicable, le paiement est en trésorerie, ou au taux de 12,0 % par année, pour la période d'intérêt applicable, si la Société choisit d'effectuer un paiement en nature des intérêts sur la totalité ou une partie des débetures échangeables en circulation, c'est-à-dire de payer les intérêts en débetures échangeables additionnelles. Les intérêts sur les débetures échangeables sont payables semestriellement, à terme échu, en versements égaux le dernier jour de mai et de novembre de chaque année.

Au 31 décembre 2018, la Société respectait toutes les clauses restrictives en vertu de l'acte de fiducie régissant les débetures échangeables.

Option d'échange

Les débetures échangeables sont échangeables au gré du détenteur contre de nouvelles actions ordinaires, en tout temps, à un prix d'échange par action ordinaire de 19,04 \$, sous réserve d'un ajustement pour transactions précisées.

Rachat optionnel

La Société peut, en tout temps à partir de la date à laquelle la totalité des billets ont été intégralement remboursés, racheter la totalité ou une partie des débetures échangeables à son gré, sur préavis de 30 à 60 jours, à un prix de rachat égal à :

- 110 % du capital, plus les intérêts courus et impayés à la date de rachat, le cas échéant, si le rachat est effectué avant le 31 mai 2021;
- 100 % du capital, plus les intérêts courus et impayés à la date de rachat, le cas échéant, si le rachat est effectué le 31 mai 2021 ou après cette date.

L'option de rachat en trésorerie correspond à la définition d'un dérivé incorporé et est comptabilisée à la juste valeur dans les états consolidés de la situation financière, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les charges financières. La juste valeur était de néant au 31 décembre 2018 (2017 – néant).

Notations

DBRS Limited	Standard & Poor's Rating Services
B (élevée)/notation de l'émetteur – tendance stable	B-/notation de la Société – perspective stable
BB (faible)/notation des billets garantis de premier rang	B+/notation des billets garantis de premier rang
B (faible)/notation des débetures échangeables	CCC/notation des débetures échangeables

Liquidité

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation et les fonds en caisse sont les principales sources de trésorerie de la Société. La Société prévoit générer suffisamment de liquidités à court et à long termes pour financer ses dépenses d'investissement et ses besoins en fonds de roulement et ses obligations actuelles, ainsi que pour assurer le service de sa dette en cours. Au 31 décembre 2018, la trésorerie et la trésorerie soumise à restrictions de la Société se chiffraient à approximativement 81,5 M\$ et un montant de 30,7 M\$ était disponible en vertu de l'emprunt garanti par des actifs.

Options

Le 20 décembre 2012, dans le cadre de la mise en œuvre de l'opération de restructuration du capital de Pages Jaunes, un nouveau régime d'options sur actions (le « régime d'options sur actions ») a été adopté. Le régime d'options sur actions vise à attirer et à conserver certains employés (les « participants ») de Pages Jaunes qui ont la capacité de contribuer de façon importante au succès de l'exploitation de l'entreprise, à offrir un incitatif significatif à la direction pour guider Pages Jaunes pendant la transition et la transformation de ses activités ainsi qu'à mieux harmoniser les intérêts de la direction avec ceux des actionnaires de Pages Jaunes Limitée. Le 7 novembre 2017, une modification au régime d'options sur actions a été mise en application afin d'accroître le nombre maximal d'actions ordinaires pouvant être émises à l'exercice des options, qui est passé de 1 290 612 à 2 806 932, soit une augmentation de 1 516 320 actions ordinaires. Les options sur actions arrivent à échéance sept ans environ après la date d'attribution et les participants doivent détenir 25 % des actions ordinaires reçues dans le cadre de l'exercice des options sur actions jusqu'à ce qu'ils respectent les lignes directrices relatives à la propriété qui s'appliquent à leurs postes respectifs.

Données sur les actions

Données sur les actions en circulation

	Au 12 février 2019	Au 31 décembre 2018	Au 31 décembre 2017
Actions ordinaires en circulation	28 075 308	28 075 308	28 075 306
Débetures échangeables en circulation ¹	5 624 422	5 624 422	5 624 422
Bons de souscription d'actions ordinaires en circulation	2 995 484	2 995 484	2 995 486
Options sur actions en circulation ²	1 331 305	1 347 052	1 024 550

¹ Au 12 février 2019, le montant en capital des débetures échangeables de Pages Jaunes en circulation s'élevait à 107,1 M\$. Ce montant peut être échangé contre 5 624 422 actions ordinaires de Pages Jaunes Limitée à un prix d'échange de 19,04 \$, sous réserve d'un ajustement pour transactions précisées, conformément à l'acte de fiducie régissant les débetures échangeables.

² Le solde des options sur actions en circulation de 1 331 305 et de 1 347 052 au 12 février 2019 et au 31 décembre 2018, respectivement, comprend 52 950 et 60 425 options sur actions pouvant être exercées à ces dates. Le solde des options sur actions en circulation de 1 024 550 au 31 décembre 2017 comprend 281 325 options sur actions pouvant être exercées à cette date.

Obligations contractuelles et autres engagements

(en milliers de dollars canadiens)

	Total	Paiements exigibles pour les exercices postérieurs au 31 décembre 2018			
		1 an	De 2 ans à 3 ans	De 4 ans à 5 ans	Plus de 5 ans
Billets garantis de premier rang ^{1,2}	170 231 \$	90 000 \$	– \$	80 231 \$	– \$
Obligations liées à des contrats de location ¹	75 320	4 352	6 628	6 817	57 523
Débiteures échangeables ¹	107 089	–	–	107 089	–
Obligations liées à des contrats de location – contrats de location simple	76 180	4 250	10 061	10 343	51 526
Autre	22 279	12 986	6 773	405	2 115
Total des obligations contractuelles	451 099 \$	111 588 \$	23 462 \$	204 885 \$	111 164 \$

¹ Montant en capital.

² Le remboursement des billets pourrait varier en vertu de la clause des flux de trésorerie excédentaires et de l'exigence du maintien d'un solde de trésorerie minimal le dernier jour de la période de rachat obligatoire, en vertu de l'acte de fiducie régissant les billets.

Obligations liées à des contrats de location

Nous avons conclu des contrats de location-financement relatifs à des locaux. Au 31 décembre 2018, la valeur actualisée nette des paiements minimaux en vertu de ces contrats de location-financement jusqu'en 2034 s'élevait à 75,3 M\$.

Obligations liées à des contrats de location – contrats de location simple

Nous louons nos locaux et notre matériel de bureau en vertu de divers contrats de location dont une partie est comptabilisée à titre de contrats de location simple. Au 31 décembre 2018, les paiements minimaux liés à la partie comptabilisée à titre de contrat de location simple en vertu de ces contrats de location jusqu'en 2034 totalisent 76,2 M\$.

Obligations d'achat

Pour la distribution et l'impression de nos annuaires, nous faisons appel à des fournisseurs externes; nous avons conclu des ententes à long terme avec un certain nombre d'entre eux. Ces ententes viennent à expiration entre 2019 et 2038. Nous avons également des obligations d'achat en vertu de contrats de service pour les dépenses d'exploitation et les dépenses d'investissement. Au 31 décembre 2018, notre obligation visant l'achat de services au cours des cinq prochains exercices et des suivants se chiffrait à 22,3 M\$. Nous utiliserons les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation pour financer ces obligations d'achat.

Obligations au titre des prestations de retraite

PJ a un régime de retraite enregistré auprès de l'Agence du revenu du Canada et de la Commission des services financiers de l'Ontario comportant des volets à prestations définies pour les employés embauchés avant le 1^{er} janvier 2006 et à cotisations définies pour les employés établis ailleurs qu'au Québec qui ont été embauchés à compter du 1^{er} janvier 2006 (le « régime de retraite de PJ »), ainsi qu'un régime à cotisations définies enregistré auprès de la Régie des rentes du Québec (le « régime de PJ pour les employés du Québec ») pour les employés établis au Québec qui ont été embauchés à compter du 1^{er} janvier 2006. Les deux régimes couvrent ensemble la quasi-totalité des employés de la Société.

Au 31 décembre 2018, la valeur de marché des actifs du volet à prestations définies du régime de retraite de PJ totalisait 441,7 M\$ et était investie dans un portefeuille diversifié de titres canadiens à revenu fixe et de titres de participation canadiens et internationaux. Le taux de rendement sur les actifs pour 2018 s'est établi à -1,5 %, soit un rendement inférieur de 0,9 % à celui de notre portefeuille de référence.

La plus récente évaluation actuarielle du volet à prestations définies du régime de retraite de PJ aux fins de capitalisation a été effectuée au 31 décembre 2017. Il s'agit de la première évaluation effectuée conformément au nouveau cadre de capitalisation de l'Ontario, lequel élimine la cotisation requise en cas de déficit de solvabilité si le régime est solvable à plus de 85 %. Il prévoit aussi l'exigence de financer, sur une base de continuité d'exploitation une provision pour écarts

défavorables (PED) déterminée selon les caractéristiques du régime. Aucune cotisation de solvabilité n'est requise (solvable à plus de 85 %), mais une cotisation annuelle pour couvrir les écarts défavorables est requise et se chiffre à 1,8 M\$ pour une période de dix ans commençant en 2019. La prochaine évaluation actuarielle aux fins de capitalisation devra être effectuée au plus tard le 31 décembre 2020.

En 2018, la Société a versé des cotisations annuelles équivalentes au coût des services rendus au cours de la période (le « coût annuel pour l'employeur ») de 14,5 M\$, ce qui comprend un montant de 4,6 M\$ pour financer le déficit. En 2019, le total des paiements en trésorerie devrait s'élever à 10,4 M\$.

Provenance et utilisation des flux de trésorerie

(en milliers de dollars canadiens)

	2018	2017 (données retraitées) ¹
Pour les exercices clos les 31 décembre		
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation		
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, compte non tenu de la variation des actifs et des passifs d'exploitation	103 231 \$	110 216 \$
Variation des actifs et des passifs d'exploitation	31 428	6 361
	134 659 \$	116 577 \$
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(14 287) \$	(37 297) \$
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(1 899)	(30 412)
Avantages incitatifs relatifs à un bail reçus	4 150	6 824
Paiements reçus au titre de l'investissement net dans des contrats de sous-location	211	-
Produit de la vente d'entreprises	63 665	-
Achat de placements disponibles à la vente	-	(5 452)
Participation dans une entité contrôlée conjointement	-	(680)
Acquisition d'entreprise	(400)	(400)
	51 440 \$	(67 417) \$
Flux de trésorerie affectés aux activités de financement		
Émission de titres d'emprunt à long terme, déduction faite de l'escompte	-	308 700 \$
Remboursement des billets garantis de premier rang	(144 769)	(309 669)
Frais d'émission de titres d'emprunt	-	(7 716)
Achat d'actions restreintes	-	(3 129)
Paiement au titre d'une obligation liée à un contrat de location	(6 283)	(8 201)
	(151 052) \$	(20 015) \$
AUGMENTATION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DE LA TRÉSORERIE SOUMISE À RESTRICTIONS	35 047 \$	29 145 \$
TRÉSORERIE ET TRÉSORERIE SOUMISE À RESTRICTIONS, AU DÉBUT DE L'EXERCICE	46 405	17 260
TRÉSORERIE ET TRÉSORERIE SOUMISE À RESTRICTIONS, À LA FIN DE L'EXERCICE	81 452 \$	46 405 \$

¹ Données retraitées pour refléter l'application des modifications aux normes publiées ayant une incidence sur les états financiers consolidés. Veuillez vous reporter à la note 2 des états financiers consolidés audités.

Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation

Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont augmenté de 18,1 M\$, pour s'établir à 134,7 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2018. Les flux de trésorerie ont bénéficié du montant additionnel de 25,1 M\$ généré par une variation des actifs et des passifs d'exploitation, de la hausse de 9,5 M\$ du BAIIA ajusté et de la baisse de 7,0 M\$ de l'excédent de capitalisation des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi sur les coûts, facteurs contrebalancés en partie par une hausse de 16,3 M\$ des paiements au titre des frais de restructuration et autres charges et par une hausse de 5,3 M\$ des intérêts versés. Les frais de restructuration et autres charges ont trait aux réductions de la main-d'œuvre, aux fermetures de bureaux et aux pertes de valeur d'actifs comptabilisés en 2018 et la hausse des intérêts versés tient principalement à la hausse du taux d'intérêt sur les billets de premier rang.

Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'investissement

Les flux de trésorerie provenant des activités d'investissement se sont chiffrés à 51,4 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, comparativement à des flux de trésorerie nets affectés aux activités d'investissement de 67,4 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation de 118,9 M\$ s'explique surtout par le produit reçu à la vente d'entreprises de 63,7 M\$, par la baisse des dépenses au titre du matériel de bureau et informatique et des améliorations locatives, déduction faite des avantages incitatifs relatifs à un bail, liées à la relocalisation de bureaux de 25,8 M\$, ainsi que par une baisse de 23,0 M\$ des coûts liés au développement de logiciels.

Flux de trésorerie affectés aux activités de financement

Les flux de trésorerie affectés aux activités de financement se sont chiffrés à 151,1 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, principalement en raison du rachat obligatoire des billets garantis de premier rang d'un montant de 144,8 M\$. Les flux de trésorerie affectés aux activités de financement se sont chiffrés à 20,0 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 en raison du refinancement des billets garantis de premier rang et des coûts de transaction connexes de 7,7 M\$, de même qu'en raison du rachat des actions ordinaires de Pages Jaunes Limitée sur le marché libre afin de financer le régime d'unités d'actions restreintes et d'unités d'actions liées à la performance à un coût de 3,1 M\$.

Instruments financiers et autres instruments

(Se reporter à la note 24 des états financiers consolidés audités de la Société pour les exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017.)

Les instruments financiers de la Société comprennent essentiellement la trésorerie et la trésorerie soumise à restrictions, les créances clients et autres débiteurs, les fournisseurs et autres créditeurs, les billets garantis de premier rang, les débetures échangeables et les obligations liées à des contrats de location.

L'option de rachat des débetures échangeables correspond à la définition d'un dérivé incorporé et est comptabilisée à la juste valeur dans les états consolidés de la situation financière, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les charges financières. La juste valeur aux 31 décembre 2018 et 2017 était de néant.

4. Hypothèses et estimations critiques

La préparation des états financiers consolidés conformément aux normes IFRS exige que nous procédions à des estimations et établissons des hypothèses au sujet de notre entreprise. Ces estimations et hypothèses ont des répercussions sur les montants des actifs et des passifs, de même que sur les montants des produits et des charges et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels dans les états financiers.

Dans cette section, nous présentons des informations détaillées sur ces estimations et hypothèses importantes, qui font l'objet d'une évaluation constante par la Société.

Estimation de la durée du contrat de location

Lorsque la Société comptabilise un contrat de location, elle évalue la durée du contrat de location en fonction des conditions du contrat et détermine si le contrat fera l'objet d'une prolongation ou si une option de résiliation anticipée sera exercée. La Société a établi que la durée de ses contrats de location correspond à la période de location initiale, puisqu'elle n'a pas la certitude raisonnable qu'une option de prolongation ou de résiliation sera exercée. Ces estimations importantes pourraient avoir une incidence sur les résultats futurs de Pages Jaunes Limitée si la Société prolonge les contrats de location ou exerce une option de résiliation anticipée.

Déterminer si un actif au titre du droit d'utilisation s'est déprécié

La Société détermine si un actif au titre du droit d'utilisation s'est déprécié conformément à IAS 36, *Dépréciation d'actifs*, en particulier lorsqu'elle libère des espaces de bureaux et qu'elle doit déterminer la recouvrabilité de l'actif, en fonction de sa capacité de sous-louer l'actif ou de résilier le contrat de location et de recouvrer ses coûts. La Société examinera les modalités de ses contrats de location ainsi que les conditions du marché local pour estimer le potentiel de recouvrabilité de chacun des locaux libérés visés par un contrat de location. La détermination du taux de recouvrement du coût du contrat de location exige de la direction qu'elle formule d'importantes estimations fondées sur la disponibilité d'espaces de bureaux semblables sur le marché et des conditions du marché local. Ces estimations importantes pourraient avoir une incidence sur les résultats futurs de Pages Jaunes Limitée si la Société réussit à sous-louer ses locaux libérés à un loyer supérieur ou inférieur ou à des dates différentes à ce qui était prévu initialement.

Évaluation de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues pour les créances clients, les actifs sur contrat et l'investissement net dans les contrats de sous-location

Relativement à la dépréciation des actifs financiers, la Société utilise le modèle des pertes de crédit attendues, qui exige que la Société comptabilise les pertes de crédit attendues et les variations de ces pertes de crédit attendues à chaque date de clôture pour refléter les changements du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale des actifs financiers.

La Société évalue si les actifs financiers sont dépréciés à chaque date de clôture. La Société considèrera qu'un actif financier fait l'objet d'une défaillance lorsqu'il est improbable que la partie redevable s'acquitte de ses obligations envers la Société dans son ensemble et que la Société ne peut exercer aucun recours pour réaliser la garantie (le cas échéant). La Société a choisi de considérer qu'une défaillance ne survient pas lorsque l'actif financier est en souffrance plus de 90 jours, car la Société dispose d'informations raisonnables et justifiables pour démontrer qu'un critère de défaillance tardif convient davantage et que le risque de défaillance n'est pas nécessairement accru. Lorsqu'elle évalue si une partie redevable manque à ses obligations, la Société tiendra compte d'indicateurs qualitatifs (p. ex. non-respect des conditions) et quantitatifs (p. ex. état « en retard ») et de données obtenues à l'interne et de sources externes. Les données utilisées pour évaluer si un actif financier fait l'objet d'une défaillance, de même que leur importance, peuvent varier au fil du temps en fonction des circonstances.

Déterminer le taux d'actualisation pour les contrats de location

IFRS 16 exige que la Société actualise les paiements de loyers selon le taux d'intérêt implicite dans le contrat de location si ce taux est facilement disponible. Si ce taux ne peut être déterminé facilement, le preneur doit utiliser son taux d'emprunt marginal. En règle générale, la Société a utilisé son taux d'emprunt marginal lors de la comptabilisation initiale des contrats de location, étant donné que les taux d'intérêt implicites n'étaient pas facilement accessibles puisque l'information sur la juste valeur des actifs sous-jacents et les coûts directs engagés par le bailleur à l'égard des actifs loués n'était pas disponible auprès du bailleur. Le taux d'emprunt marginal de chaque contrat de location était fondé sur la date de début du contrat de location et a été recalculé à la date d'évaluation, le cas échéant.

Immobilisations incorporelles et goodwill

Les évaluations liées à la mesure de la recouvrabilité des immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée et du goodwill aux fins des tests de dépréciation sont fondées sur des estimations et des hypothèses importantes qui portent notamment sur les entrées et les sorties de trésorerie futures, les taux d'actualisation, les taux de croissance à l'infini et la durée d'utilité des immobilisations incorporelles. Ces estimations importantes pourraient avoir une incidence sur les résultats futurs de Pages Jaunes Limitée si les estimations actuelles du rendement futur et des justes valeurs changent.

Pages Jaunes Limitée évalue la dépréciation en comparant la valeur recouvrable d'une UGT ou d'un groupe d'UGT auquel une immobilisation incorporelle à durée de vie indéterminée ou un goodwill appartient à sa valeur comptable. L'établissement de la valeur recouvrable exige de la direction qu'elle effectue des estimations importantes. En raison des pertes de valeur comptabilisées à l'égard du goodwill au cours des exercices précédents et de la cession du goodwill restant en 2018 parallèlement à la vente de DPCF, la Société n'a plus de goodwill assujéti à la dépréciation et ne détient plus d'immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée. Ainsi, en 2018, seules les immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée ont été soumises à une évaluation des indices de dépréciation.

Durées d'utilité des immobilisations incorporelles et corporelles

À chaque clôture, Pages Jaunes Limitée passe en revue les durées d'utilité estimées de ses immobilisations incorporelles et de ses immobilisations corporelles. À la clôture de l'exercice considéré, la direction a déterminé que les durées d'utilité de ses immobilisations incorporelles et corporelles étaient adéquates.

Avantages futurs du personnel

La valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies est établie au moyen de la méthode de répartition des prestations au prorata des services selon les taux d'intérêt sur des obligations de sociétés de grande qualité libellées dans la monnaie dans laquelle les prestations seront versées et dont les dates d'échéance se rapprochent de celles du passif au titre des prestations définies qui s'y rattache. L'établissement des coûts (économies) nets des régimes d'avantages nécessite l'utilisation d'hypothèses portant notamment sur le taux d'actualisation servant à évaluer les obligations au titre des prestations définies et le rendement attendu des actifs du régime, l'âge prévu du départ à la retraite des salariés, le taux prévu de la rémunération future et le taux d'évolution attendu des frais médicaux. Les résultats réels peuvent différer de ceux qui sont estimés en fonction de ces hypothèses.

Impôt sur le résultat

L'estimation de l'impôt sur le résultat suppose une évaluation de la recouvrabilité de l'actif d'impôt différé basée sur une appréciation de la capacité de Pages Jaunes Limitée à appliquer les déductions fiscales futures sous-jacentes pour réduire le bénéfice imposable futur avant qu'elles n'expirent. L'appréciation de Pages Jaunes Limitée est fondée sur la législation fiscale existante et des estimations du bénéfice imposable futur. Si l'appréciation de la capacité de Pages Jaunes Limitée à utiliser les déductions fiscales futures sous-jacentes change, Pages Jaunes Limitée devra comptabiliser un montant plus ou moins élevé de déductions fiscales à l'actif, ce qui diminuerait ou augmenterait la charge d'impôt de la période au cours de laquelle l'appréciation a lieu. La valeur comptable des actifs d'impôt différé est revue à chaque date de clôture et elle est réduite s'il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre le recouvrement de la totalité ou d'une partie de l'actif dans un avenir prévisible.

Jugements importants

Provisions au titre des positions fiscales incertaines

Pages Jaunes Limitée est assujettie à l'impôt dans de nombreux territoires. Il faut faire appel à un jugement important dans l'établissement de la charge d'impôt consolidée. Dans le cours normal des activités, il survient des transactions et des calculs nombreux pour lesquels l'impôt définitif est incertain. Pages Jaunes Limitée constitue des provisions au titre des positions fiscales incertaines qui, selon la Société, reflètent de manière adéquate son risque lié à des questions fiscales visées par des discussions, un audit, un litige ou un appel auprès des autorités fiscales, ou qui sont autrement considérées comme comportant une incertitude. Ces provisions au titre des positions fiscales incertaines sont établies à l'aide de la meilleure estimation du montant que la Société s'attend à payer en fonction d'une appréciation qualitative de tous les facteurs pertinents.

Pages Jaunes Limitée examine le caractère adéquat de ces provisions à chaque date de clôture et réévalue ses provisions si elle reçoit des informations indiquant que celles-ci pourraient augmenter ou diminuer. Il est toutefois possible que, à une date future donnée, un passif additionnel découle des audits menés par les autorités fiscales. Lorsque le montant définitif de la charge d'impôt liée à ces questions est différent du montant initialement comptabilisé, l'écart se répercute sur la charge au cours de la période pendant laquelle l'écart est établi.

Normes comptables

Normes, interprétations et modifications apportées aux normes publiées adoptées sans incidence sur les états financiers consolidés

Les normes révisées suivantes sont entrées en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018, et leur adoption n'a pas eu d'incidence sur les montants présentés dans ces états financiers consolidés, mais pourrait avoir une incidence sur la comptabilisation de transactions ou d'arrangements futurs.

Modifications à IFRS 2, *Paiement fondé sur des actions*

En juin 2016, l'International Accounting Standards Board (« IASB ») a publié des modifications à IFRS 2, *Paiement fondé sur des actions*. Les modifications précisent que la comptabilisation des effets des conditions d'acquisition des droits et des conditions accessoires à l'acquisition des droits sur les paiements fondés sur des actions réglés en trésorerie doit se faire selon la méthode utilisée pour les paiements fondés sur des actions réglés en instruments de capitaux propres. Elles apportent également des précisions sur le classement des transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui comportent des modalités de règlement net, en plus d'exiger la présentation d'informations supplémentaires sur ces transactions. Elles entreront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018 et seront appliquées de manière prospective. L'adoption anticipée est permise. Les modifications apportées à IFRS 2 n'ont pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés de Pages Jaunes Limitée.

IFRIC 22, Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée

En décembre 2016, l'IASB a publié une interprétation, IFRIC 22, *Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée*. Cette interprétation précise que le taux de change applicable aux transactions comportant une contrepartie anticipée payée ou reçue est le taux à la date à laquelle la contrepartie anticipée est payée ou reçue et un actif ou un passif non monétaire est comptabilisé, et non la date ultérieure à laquelle l'actif ou le passif connexe est comptabilisé dans les états financiers. Cette interprétation s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018 et elle peut être appliquée de manière prospective ou rétrospective, au gré de l'entité. IFRIC 22 n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés de Pages Jaunes Limitée.

Normes, interprétations et modifications apportées aux normes publiées adoptées avec incidence sur les états financiers consolidés

IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

Pages Jaunes Limitée a appliqué IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, avec prise d'effet pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. En vertu d'IFRS 15, les produits tirés des médias imprimés sont comptabilisés au moment de la livraison des annuaires imprimés plutôt que sur la durée de la période de publication de 12 mois. De la même manière, les frais de publication et les commissions seront différés et comptabilisés au moment de la livraison des annuaires imprimés. Auparavant, les frais de publication et les commissions différés étaient différés et amortis sur la durée de vie économique de l'annuaire et des produits et services numériques. L'adoption de cette norme n'a pas eu d'incidence significative sur la comptabilisation des produits pour nos produits numériques, qui continueront d'être comptabilisés en résultat sur une base mensuelle à partir du moment auquel le service est offert sur la durée du contrat. Certains produits, comme les honoraires pour la conception de sites Web et de vidéos, continuent d'être comptabilisés lorsque la conception des sites Web et des vidéos est terminée. Aux fins de l'application de la mesure de simplification en vertu d'IFRS 15, la Société comptabilise à titre de charges les commissions versées pour le renouvellement de contrats dont les produits sont comptabilisés sur une période maximale de un an. Toutefois, les coûts engagés pour obtenir des contrats liés aux commissions versées pour la conclusion de nouveaux contrats de ventes sont amortis de façon linéaire sur une période de deux ans, soit la période prévue de réalisation des avantages. Pages Jaunes Limitée a appliqué IFRS 15 selon l'approche rétrospective intégrale.

La méthode de comptabilisation des produits et le montant de l'ajustement pour chacun des postes des états financiers des périodes précédentes sur lesquels l'application d'IFRS 15 a eu une incidence sont présentés dans les états financiers consolidés.

IFRS 16, Contrats de location

Le 1^{er} janvier 2018, Pages Jaunes Limitée a adopté de façon anticipée IFRS 16, *Contrats de location*, qui entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. Auparavant, la Société classait les contrats de location en tant que contrats de location simple ou contrats de location-financement après avoir déterminé si le contrat de location se traduisait par le transfert de la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété de l'actif sous-jacent à la Société et classait les paiements au titre des contrats de location simple à titre de coûts d'exploitation. En vertu d'IFRS 16, le preneur est tenu de comptabiliser un actif au titre du droit d'utilisation en ce qui concerne son droit d'utilisation de l'actif loué sous-jacent et une obligation liée à un contrat de location en ce qui concerne son obligation d'effectuer les paiements de loyers. L'actif au titre du droit d'utilisation est initialement évalué au coût, et évalué au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur par la suite. L'actif au titre du droit d'utilisation est initialement évalué au coût, lequel comprend le montant initial de l'obligation locative, ajusté des paiements de loyers versés à la date de début ou avant cette date, plus tous les coûts directs initiaux engagés et une estimation des coûts relatifs au démantèlement et à l'enlèvement de l'actif sous-jacent ou à la remise en état de l'actif sous-jacent ou la restauration du lieu, déduction faite des avantages incitatifs à la location reçus. L'obligation liée à un contrat de location est initialement évaluée à la valeur actualisée des paiements de loyers qui ne sont pas payés à la date de début, calculée selon le taux d'intérêt implicite du contrat de location ou, s'il est impossible de déterminer facilement ce taux, selon le taux d'emprunt marginal de la Société. La Société utilise habituellement son taux d'emprunt marginal comme taux d'actualisation. L'obligation liée à un contrat de location est par la suite évaluée au coût amorti au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif et est par la suite ajustée pour tenir compte des intérêts et des paiements de loyers. Les contrats de location déficitaires relatifs aux loyers de base auparavant comptabilisés dans les provisions sont maintenant soumis à des tests de dépréciation conformément à IAS 36, *Dépréciation d'actifs*. Les pertes de valeur des actifs au titre du droit d'utilisation continuent d'être comptabilisées dans les frais de restructuration et autres charges dans les états consolidés du résultat net. Pages Jaunes Limitée a appliqué IFRS 16 selon l'approche rétrospective intégrale.

À la date de transition, nous avons identifié et examiné chaque contrat comportant un contrat de location. Les contrats de location identifiés visaient surtout des espaces de bureaux. Puisque la Société a décidé d'appliquer IFRS 16 de façon rétrospective, nous avons aussi obtenu toutes les modifications aux contrats de location afin d'en présenter l'information de façon rétrospective.

En vertu d'IFRS 16, la Société doit évaluer le classement d'un contrat de sous-location en tant que contrat de location-financement ou contrat de location simple, en fonction de l'actif au titre du droit d'utilisation et non en fonction de l'actif sous-jacent. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, la Société a évalué et classé ses contrats de sous-location en tant que contrats de location-financement en vertu d'IFRS 16 et a par conséquent décomptabilisé les actifs au titre du droit d'utilisation liés aux contrats de location principaux faisant l'objet d'une sous-location, puis a comptabilisé des créances locatives équivalentes à l'investissement net dans les contrats de sous-location, comptabilisé un profit au titre des frais de restructuration et autres charges équivalant à la différence entre les actifs au titre du droit d'utilisation et l'investissement net dans les contrats de location, conservé les obligations liées à un contrat de location comptabilisées précédemment en sa qualité de preneur, comptabilisé les charges d'intérêts connexes par la suite et comptabilisé les produits d'intérêts sur les créances au titre des contrats de sous-location en sa qualité de bailleur du contrat de location-financement. La Société ne détenait pas d'investissement net dans des contrats de sous-location avant l'adoption d'IFRS 16.

Le montant de l'ajustement pour chacun des postes des états financiers des périodes précédentes sur lesquels l'application d'IFRS 16 a eu une incidence est présenté dans les états financiers consolidés.

IFRS 9, Instruments financiers

En juillet 2014, l'IASB a publié la version finale d'IFRS 9, *Instruments financiers*. IFRS 9 remplace les exigences d'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. IFRS 9 présente de nouvelles exigences relatives au classement et à l'évaluation des actifs et passifs financiers, à la dépréciation des actifs financiers et à la comptabilité de couverture générale. L'adoption d'IFRS 9 n'a pas eu d'incidence importante sur les méthodes comptables de la Société liées aux passifs financiers. L'incidence d'IFRS 9 sur le classement et l'évaluation des actifs financiers est présentée ci-dessous. La Société a appliqué l'exemption permettant de ne pas retraiter l'information comparative pour les périodes précédentes en ce qui a trait aux exigences relatives au classement et à l'évaluation (y compris la dépréciation). Les écarts au titre des valeurs comptables des actifs financiers et des passifs financiers découlant de l'adoption d'IFRS 9 sont comptabilisés dans le déficit au 1^{er} janvier 2018. Par conséquent, l'information présentée pour 2017 ne tient pas compte des exigences d'IFRS 9, mais plutôt de celles d'IAS 39.

Le classement et l'évaluation des actifs financiers sont déterminés en fonction du modèle d'affaires de la Société pour la gestion des actifs financiers et des caractéristiques de leurs flux de trésorerie contractuels. Les actifs financiers sous forme de capitaux propres sont par la suite évalués à la juste valeur par le biais du résultat net à moins que la Société n'ait fait le choix irrévocable de les évaluer à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. La variation de la juste valeur des actifs financiers sous forme de capitaux propres désignés comme tel ne doivent pas être virés ultérieurement au résultat net au moment de leur cession. Au moment de la transition à IFRS 9, la Société a fait le choix irrévocable de présenter les profits et les pertes liés à la juste valeur des placements en titres de capitaux propres dans les autres éléments du résultat global.

Une comparaison entre les catégories d'évaluation initiales en vertu d'IAS 39 et les nouvelles catégories d'évaluation en vertu d'IFRS 9 pour chaque catégorie d'actifs financiers de la Société est présentée dans les états financiers consolidés. Il n'y a eu aucun changement aux catégories d'évaluation en vertu d'IFRS 9 en ce qui a trait aux passifs financiers de la Société au 1^{er} janvier 2018.

En ce qui concerne la dépréciation des actifs financiers, IFRS 9 exige de suivre le modèle des pertes de crédit attendues. Le modèle des pertes de crédit attendues exige que la Société comptabilise les pertes de crédit attendues et les variations de ces pertes de crédit attendues à chaque date de clôture pour refléter les changements du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale des actifs financiers. Dans le cas des créances clients, des actifs sur contrat et de l'investissement net dans des contrats de sous-location, la Société a appliqué la méthode simplifiée permise en vertu d'IFRS 9, qui exige que les pertes de crédit attendues pour la durée de vie soient comptabilisées au moment de la comptabilisation initiale.

La Société évalue si les actifs financiers sont dépréciés à chaque date de clôture. La Société considèrera qu'un actif financier fait l'objet d'une défaillance lorsqu'il est improbable que la partie redevable s'acquitte de ses obligations envers la Société dans son ensemble et que la Société ne peut exercer aucun recours pour réaliser la garantie (le cas échéant). La Société a choisi de considérer qu'une défaillance ne survient pas lorsque l'actif financier est en souffrance plus de 90 jours, car la Société dispose d'informations raisonnables et justifiables pour démontrer qu'un critère de défaillance tardif convient davantage et que le risque de défaillance n'est pas nécessairement accru. Lorsqu'elle évalue si une partie redevable manque à ses obligations, la Société tiendra compte d'indicateurs qualitatifs (p. ex. non-respect des conditions) et quantitatifs (p. ex. état « en retard ») et de données obtenues à l'interne et de sources externes. Les données utilisées pour évaluer si un actif financier fait l'objet d'une défaillance, de même que leur importance, peuvent varier au fil du temps en fonction des circonstances.

Dans le cas des actifs entrant dans le champ d'application du modèle de dépréciation d'IFRS 9, il est normalement attendu que les pertes de crédit attendues augmenteront. Le montant de la correction de valeur pour dépréciation et les catégories d'évaluation sur lesquelles l'application d'IFRS 9 a eu une incidence sont présentés dans les états financiers consolidés.

Normes, interprétations et modifications apportées aux normes publiées qui ne sont pas encore entrées en vigueur avec incidence sur les états financiers consolidés

Certaines nouvelles normes, interprétations et nouvelles modifications à des normes existantes ont été publiées et sont obligatoires pour les périodes comptables de Pages Jaunes Limitée ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2019. Les nouvelles normes que Pages Jaunes Limitée juge pertinentes pour ses activités sont les suivantes :

IFRIC 23, *Incertitude relative aux traitements fiscaux*

En juin 2017, l'IASB a publié une interprétation, IFRIC 23, *Incertitude relative aux traitements fiscaux*. Cette interprétation précise que lorsqu'il y a un doute quant aux traitements fiscaux à utiliser dans la détermination du bénéfice imposable ou de la perte fiscale, une entité doit faire preuve de jugement et appliquer le traitement fiscal qui est le plus susceptible d'être accepté par les autorités fiscales. Pour évaluer le degré de probabilité que le traitement fiscal soit accepté, l'entité suppose que le traitement fiscal sera examiné par les autorités fiscales compétentes ayant pleine connaissance de toute l'information pertinente. Cette interprétation s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019, et l'adoption anticipée est permise. IFRIC 23 ne devrait pas avoir d'incidence importante sur les états financiers consolidés de Pages Jaunes Limitée.

Modifications à IAS 19, *Avantages du personnel*

Les modifications à IAS 19 traitent de la comptabilisation lorsqu'une modification, une réduction ou une liquidation du régime se produit pendant la période considérée. Les modifications à IAS 19 indiquent ce qu'une entité doit faire lorsqu'une modification, une réduction ou une liquidation du régime se produit pendant l'exercice :

- Déterminer le coût des services rendus au cours de la portion restante de la période suivant la date de modification du régime (date d'évaluation), la réduction ou la liquidation du régime au moyen des hypothèses actuarielles utilisées pour la réévaluation du passif (de l'actif) net au titre des prestations définies reflétant les prestations accordées selon le régime et les actifs du régime après la survenue de l'événement plutôt qu'au moyen des hypothèses formulées au début de la période, comme c'est actuellement le cas.
- Déterminer les intérêts nets pour la portion restante de la période suivant la date de modification du régime, la réduction ou la liquidation du régime au moyen du passif (de l'actif) net au titre des prestations définies reflétant les prestations accordées selon le régime et les actifs du régime après la survenue de l'événement et du taux d'actualisation utilisé pour la réévaluation de ce passif (cet actif) net au titre des prestations définies plutôt qu'au moyen des hypothèses formulées au début de la période, comme c'est actuellement le cas.

Ces modifications s'appliquent aux modifications, aux réductions ou aux liquidations de régime qui ont lieu à l'ouverture ou après l'ouverture du premier exercice ouvert à compter du 1^{er} janvier 2019, l'adoption anticipée étant autorisée. Ces modifications s'appliqueront uniquement aux modifications, aux réductions ou aux liquidations de régime futures de la Société.

5. Risques et incertitudes

Cette section présente les principaux risques et incertitudes pouvant avoir une incidence significative sur les résultats futurs de PJ.

Comprendre et gérer les risques sont deux éléments essentiels du processus de planification stratégique de PJ. Le Conseil exige que nos cadres supérieurs déterminent et gèrent de façon appropriée les principaux risques liés à nos activités d'exploitation. Afin de comprendre et de gérer les risques de PJ, notre conseil d'administration et notre équipe de la haute direction analysent les risques selon trois grandes catégories :

1. Les risques stratégiques – pour la plupart, de nature externe;
2. Les risques financiers – généralement liés à des questions abordées dans la politique de gestion des risques financiers et dans l'énoncé de la politique et des procédures en matière de placements pour la retraite;
3. Les risques d'exploitation – principalement liés aux risques dans tous les principaux secteurs fonctionnels de l'organisation.

PJ a adopté certains principes directeurs afin de tenter de gérer les risques auxquels elle pourrait être exposée. Se reporter à la section « Facteurs de risque » de notre notice annuelle pour obtenir une description complète des facteurs de risque. Malgré ces principes, la Société ne peut garantir que ses efforts seront fructueux.

L'incapacité de la Société de stabiliser ou de faire croître ses produits et son bassin de clients pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière

Les produits d'exploitation de la Société demeurent défavorablement touchés par le nombre réduit de clients. L'incapacité d'offrir à ses clients actuels des solutions de marketing qui répondent à leurs principaux objectifs de marketing et qui produisent un rendement sur le capital investi pourrait limiter la capacité de la Société à fidéliser ses clients actuels. De plus, l'incapacité de repérer et d'attirer de nouveaux clients au moyen des stratégies et des canaux d'acquisition de clients pourrait limiter la capacité de la Société à accroître sa clientèle. Ces événements pourraient avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

L'incapacité de la Société d'attirer et de fidéliser des clients, et de leur vendre de nouveaux produits pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière

Les produits d'exploitation de la Société demeurent défavorablement touchés par le nombre réduit de clients. L'incapacité d'offrir à ses clients actuels des solutions de marketing qui répondent à leurs principaux objectifs de marketing et qui produisent un rendement sur le capital investi pourrait limiter la capacité de la Société à fidéliser ses clients actuels. De plus, l'incapacité de repérer et d'attirer de nouveaux clients au moyen des stratégies et des canaux d'acquisition de clients pourrait limiter la capacité de la Société à accroître sa clientèle. Ces événements pourraient avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

Une forte concurrence pourrait réduire la part de marché de la Société et avoir une incidence défavorable importante sur cette dernière, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière

La Société fait concurrence à d'autres entreprises d'annuaires, de médias publicitaires et de petites annonces dans divers médias et plateformes, y compris Internet, les journaux, la télévision, la radio, les appareils de télécommunication sans fil, les revues, les panneaux publicitaires et le publipostage direct. En particulier, les activités annuaires font face à une vive concurrence en raison de la pénétration accrue d'Internet au moyen des moteurs de recherche en ligne et par l'entremise d'organismes de réseautage social. Il est possible que la Société ne puisse livrer concurrence de manière efficace à ces concurrents en ligne, dont certains pourraient disposer de plus grandes ressources qu'elle. La stratégie Internet de la Société et ses activités annuaires pourraient être défavorablement touchées si les grands moteurs de recherche établissent des équipes de vente locales ou si elles font affaire de manière plus efficace avec les entreprises locales concernant les services de recherche. Ces concurrents pourraient réduire leurs prix pour accroître leur part du marché ou offrir leurs services à un prix inférieur à celui que la Société peut accorder.

La Société pourrait être forcée de réduire ses prix ou d'offrir et d'assurer la prestation d'autres services pour demeurer concurrentielle. Dans l'éventualité où la Société ne pourrait soutenir efficacement la concurrence actuelle ou future, cette situation pourrait entraîner un certain nombre d'incidences, notamment la diminution de sa clientèle d'annonceurs et de ses tarifs, ainsi que l'augmentation de ses coûts, ce qui pourrait avoir un effet défavorable significatif sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

Une diminution plus marquée que prévu des produits tirés des médias imprimés en raison de changements dans les préférences et les habitudes des consommateurs pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière

La Société pourrait subir des répercussions significatives si le recul de l'utilisation des annuaires téléphoniques imprimés devait se poursuivre à un rythme plus rapide que prévu. L'arrivée de nouvelles technologies et l'utilisation généralisée d'Internet entraînent des changements dans les préférences et les habitudes des consommateurs. L'utilisation de produits sur Internet pour trouver de l'information, autrefois uniquement accessible dans des annuaires imprimés, s'est également accrue rapidement. L'Internet est de plus en plus accessible comme média publicitaire pour les entreprises de toutes tailles. De plus, l'utilisation d'Internet, notamment pour réaliser des transactions commerciales au moyen d'appareils mobiles, a entraîné l'apparition de nouvelles technologies et de nouveaux services qui font concurrence aux médias publicitaires traditionnels. Plus particulièrement, de tels changements ont une incidence marquée sur les produits imprimés, et la diminution de l'utilisation de ces médias se traduit graduellement par la baisse des produits tirés de la publicité. La consultation des annuaires commerciaux imprimés pourrait baisser plus vite que prévu, les utilisateurs se tournant vers des appareils de médias numériques et interactifs pour s'informer sur les commerces locaux.

L'incapacité de la Société d'améliorer et d'élargir son offre de produits numériques et nouveaux médias pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière

La transition des médias imprimés aux médias numériques entraîne des incertitudes quant à savoir si le lancement de nouveaux produits arrivera à compenser la tendance à la baisse des produits provenant des médias imprimés. Si les produits numériques de la Société n'augmentent pas de façon importante, les flux de trésorerie, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société en subiront des incidences défavorables significatives.

La Société s'attend à tirer une plus grande part de ses produits d'exploitation totaux de ses produits numériques et de ses autres nouveaux médias, étant donné que le profil d'utilisation poursuit sa migration des annuaires imprimés vers les produits numériques et les autres nouveaux médias.

L'expansion de la Société donnant lieu à une transition vers les produits numériques et nouveaux médias fait face à divers défis et risques, notamment les suivants :

- La Société pourrait ne pas être en mesure de continuer d'accroître l'utilisation de ses médias numériques au même rythme que celui d'autres fournisseurs ou pourrait le faire à un rythme plus lent que prévu actuellement.
- L'utilisation d'Internet comme source d'information et média publicitaire pourrait ne pas poursuivre sa croissance ou le faire à un rythme plus lent que prévu actuellement, en raison de facteurs que la Société ne peut prédire ou contrôler.
- La Société pourrait engager des frais supplémentaires considérables relativement à des investissements dans sa technologie de l'information, à des modifications de ses produits existants et à la conception de nouveaux produits, ce qui risque de réduire sa marge de profits dans l'avenir.
- La Société pourrait ne pas être en mesure d'élaborer et de commercialiser de nouveaux produits de manière opportune et efficace, étant donné que ses marchés sont caractérisés par l'évolution rapide de la technologie, le lancement de nouveaux produits, l'amélioration des produits existants et la migration de la demande des annonceurs et des utilisateurs finaux de publicité, y compris les préférences en matière de technologies.
- La Société pourrait être incapable d'améliorer ses systèmes de technologie de l'information de façon à gérer efficacement l'accroissement de l'utilisation de ses médias numériques et à offrir de nouveaux produits et services.
- La Société pourrait être incapable de se tenir au fait des changements dans les conditions de service ou les algorithmes des moteurs de recherche, ce qui pourrait faire en sorte que les médias numériques de la Société ou de ses annonceurs soient exclus des résultats de recherche ou qu'ils n'apparaissent pas dans les premiers résultats ou encore rendre plus difficile ou onéreux pour la Société de fournir des solutions de marketing par moteur de recherche ou d'optimisation pour moteurs de recherche à ses annonceurs.
- Les annonceurs de la Société pourraient être réticents à accroître leurs investissements dans la publicité numérique.
- La Société pourrait ne pas être en mesure d'augmenter ou de maintenir les prix de ses produits et services à l'avenir.

Si l'un des risques susmentionnés devait se produire, cela pourrait nuire significativement aux produits de la Société tirés des médias numériques ainsi qu'à ses activités, à ses résultats d'exploitation et à sa situation financière.

L'incapacité de la Société à établir les relations et à fournir les technologies requises pour répondre de façon adéquate aux besoins de ses clients pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière

La Société prévoit qu'elle continuera de dépendre des diverses relations avec des tiers pour étendre ses activités, comme les fournisseurs de technologies et de contenu, les partenaires dans le cadre d'échanges de services publicitaires en temps réel et d'autres partenaires stratégiques. La Société pourrait ne pas réussir à maintenir ces relations, et ces tiers pourraient connaître des perturbations ou des problèmes de rendement, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur l'efficacité et la réputation de la Société.

De plus, la Société dépend largement des systèmes de technologie de l'information pour gérer les fonctions cruciales de ses solutions de marketing numérique et mobile. Le succès futur de la Société dépendra en partie de sa capacité à rehausser et à améliorer de façon continue ses solutions déjà en place en temps opportun au moyen de caractéristiques et de prix qui répondent aux besoins changeants des annonceurs. Étant donné que le marketing par l'entremise de nouveaux canaux publicitaires numériques, comme la publicité mobile, est en plein essor, il pourrait évoluer de manière inattendue, et l'incapacité de la Société à s'adapter avec succès à l'évolution du marché pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

Un ralentissement économique prolongé dans les principaux marchés de la Société pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière

La Société tire principalement ses produits de la vente de publicité dans des annuaires Pages Jaunes imprimés et numériques dans tout le Canada. Les produits tirés de la publicité de la Société, comme ceux des éditeurs d'annuaires en général ne varient habituellement pas de façon importante selon les cycles économiques. Toutefois, un ralentissement économique ou une récession de longue durée qui toucherait les marchés de la Société ou toute détérioration de la conjoncture économique générale pourrait avoir une incidence défavorable significative sur les activités de la Société. Les incidences défavorables d'un ralentissement économique ou d'une récession sur la Société pourraient être aggravées par le fait que la majorité des clients de la Société sont des PME. Ces entreprises ont de plus modestes ressources financières et de plus haut taux de faillites que les grandes entreprises et pourraient être plus vulnérables aux récessions prolongées. Par conséquent, ces PME pourraient être davantage enclines à réduire ou à éliminer leur publicité auprès de la Société, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

Une proportion plus élevée que prévu des produits d'exploitation tirés des médias et solutions numériques à faible marge, comme les services et la revente, pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la rentabilité de la Société

Les publicités numériques vendues sur les médias appartenant à la Société et exploités par celle-ci sont actuellement beaucoup plus rentables que les services numériques (sites Web, optimisation pour moteur de recherche, syndication de contenu et Facebook) et les solutions de revente (OMR). Si la part des produits tirés des services numériques et des solutions de revente devait se révéler considérablement plus élevée que prévu, la rentabilité pourrait s'en ressentir.

L'incapacité de la Société à attirer et à conserver du personnel clé pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière

La réussite de la Société dépend des compétences, de l'expérience et des efforts personnels des cadres supérieurs de la Société, y compris leur capacité à attirer et à conserver des employés compétents. La Société dépend également du nombre de conseillers médias et d'employés du secteur des systèmes d'information et des technologies de l'information, ainsi que de l'expérience de ceux-ci. La perte des services de ces membres du personnel clé pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

Les activités de la Société dépendent de l'utilisation de ses médias mobiles et en ligne et l'incapacité de préserver l'utilisation des médias numériques de la Société pourrait nuire à sa capacité d'augmenter ses produits d'exploitation et d'étendre ses activités

Le succès de nombreuses campagnes de marketing de nos clients dépend de leur capacité à attirer un bassin d'utilisateurs de grande valeur. La Société investira afin de préserver le bassin d'utilisateurs de produits numériques au sein de son réseau de médias en ligne et mobiles en améliorant la qualité, l'exhaustivité et la pertinence du contenu distribué à ses médias, tout en fournissant des applications et des sites verticaux attrayants pour la recherche locale. La Société pourrait ne pas être en mesure de préserver ou d'accroître l'utilisation de ses médias numériques, et ces investissements pourraient ne pas être rentables. Rien ne garantit que l'utilisation actuelle des médias numériques de la Société, ou la croissance éventuelle de cette utilisation, se traduira par le maintien ou l'augmentation des taux de renouvellement des annonceurs et/ou de leurs dépenses annuelles, ni par une augmentation mesurable du nombre d'annonceurs.

L'incapacité de la Société ou des partenaires Telco de remplir leurs obligations découlant des conventions conclues entre ces parties pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière

Nous avons conclu quatre contrats de services de facturation et de recouvrement avec Bell Canada (en son nom et à titre de successeur de Bell Aliant Communications régionales, société en commandite et de MTS Inc.) (« Bell ») qui viennent à expiration le 31 décembre 2020. La convention avec TELUS Communications Inc. (« TELUS ») vient à expiration en 2031. Grâce à ces conventions, notre facturation figure de manière distincte sur les factures téléphoniques des clients de Bell et de TELUS qui ont recours à nos services. Bell et TELUS (les « partenaires Telco ») confient par contrat à des tiers la facturation mensuelle à l'égard des clients pour lesquels ils sont les fournisseurs de services téléphoniques locaux. De plus, les partenaires Telco perçoivent auprès de leurs clients, pour le compte de la Société, les sommes qu'ils doivent à celui-ci à titre de clients. En outre, la Société a conclu des conventions de publication avec chacun des partenaires Telco. Si la Société ne peut respecter ses obligations conformément à ces conventions et que ces conventions sont de ce fait résiliées par l'un ou l'autre des partenaires Telco, d'autres conventions conclues avec les partenaires Telco pourraient aussi être résiliées, y compris la convention de licence d'utilisation de la marque de commerce de Bell Canada, la convention de licence d'utilisation de la marque de commerce de TELUS, la convention relative à la stratégie de marque et aux licences d'utilisation des marques de commerce de MTS Inc. et la convention relative à la stratégie de marque et aux licences d'utilisation des marques de commerce de Bell Canada Inc., ainsi que toutes les clauses de non-concurrence convenues avec les partenaires Telco.

Nous avons conclu des conventions avec des fournisseurs de services externes pour l'impression et la distribution de nos annuaires et de nos publications. Ces conventions se rapportent à des services qui font partie intégrante de nos activités.

L'incapacité des partenaires Telco ou de tout autre de nos fournisseurs de remplir leurs obligations contractuelles pourrait avoir une incidence défavorable significative sur nos activités.

La Société prend elle-même en charge la facturation à l'égard des clients dont le fournisseur de services téléphoniques locaux n'est pas l'un des partenaires Telco, ainsi que de tous les nouveaux clients.

Des arrêts de travail et d'autres perturbations du travail pourraient avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière

Certains employés non cadres de la Société sont syndiqués. À l'heure actuelle, six conventions collectives ont été conclues avec la Société, dont une a expiré et une devrait expirer le 31 mars 2019. Les parties de quatre des six conventions ont renégocié de nouvelles conventions, dont la durée est de trois ans. Si la Société n'était pas en mesure de renouveler ces conventions avec son personnel syndiqué au moment de leur renégociation, il pourrait en résulter des arrêts de travail additionnels et d'autres perturbations du travail qui pourraient avoir des répercussions défavorables significatives sur nos activités.

La contestation par les autorités fiscales de la position de la Société relativement à certaines questions d'ordre fiscal pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière

Dans le cours normal des activités de la Société, les autorités fiscales effectuent des vérifications continues. À cet égard, la Société est d'avis que tous les frais qui ont fait l'objet d'une demande de déduction par les différentes entités du groupe sont raisonnables et déductibles et que le coût indiqué ainsi que la déduction pour amortissement demandée à l'égard des biens amortissables de ces entités ont été correctement déterminés. Toutefois, rien ne garantit que les autorités fiscales ne contesteront pas ces positions. Une telle contestation, si elle a lieu, pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

La perte de relations clés ou des changements dans le niveau de service fourni par des applications cartographiques et des moteurs de recherche pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière

La Société a conclu des ententes avec plusieurs applications cartographiques et moteurs de recherche pour faire la promotion de ses annuaires en ligne. Ces ententes facilitent l'accès au contenu de la Société et aux annonces de ses clients et permettent à la Société de produire un volume de trafic supérieur à celui qu'elle obtiendrait seule et d'augmenter le nombre de clients potentiels de ses annonceurs tout en maintenant sa relation avec ses clients. La perte de relations clés ou des changements dans le niveau de service fourni par les applications cartographiques et les moteurs de recherche pourraient avoir une incidence sur le succès des solutions de marketing Internet de la Société. De plus, de nombreux autres concurrents dans les marchés de la Société fournissent des services de marketing Internet, ce qui fait que les clients de la Société pourraient choisir d'avoir recours à d'autres fournisseurs, parfois plus importants, pour ces services ou à des moteurs de recherche directement. Les éléments qui précèdent pourraient avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

La défaillance des ordinateurs et des systèmes de communications de la Société pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière

Les activités commerciales de la Société reposent dans une large mesure sur l'exploitation efficiente et ininterrompue de ses ordinateurs et de ses systèmes de communications de même que de ceux de tierces parties. Les médias numériques, le traitement des ventes et de la publicité, le stockage des données, la production, la facturation, le recouvrement et les transactions courantes de la Société pourraient souffrir grandement de la défaillance de cette technologie, ce qui, à son tour, pourrait nuire significativement à la Société, à ses activités, à ses résultats d'exploitation et à sa situation financière.

En outre, les systèmes d'information et les technologies de l'information de la Société pourraient être sensibles aux dommages et aux interruptions de diverses provenances et ses plans de rétablissement du service après sinistre pourraient être inefficaces. Les éléments qui précèdent pourraient avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

L'incapacité de la Société de générer des fonds suffisants, qu'ils proviennent de l'exploitation, de financements par emprunt ou par actions ou de refinancements pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière

La capacité de la Société d'effectuer des paiements prévus en vertu de sa dette dépendra, entre autres, de son rendement d'exploitation futur. Il est impossible de garantir que la Société sera en mesure de générer suffisamment de trésorerie de ses activités pour payer les obligations au titre de sa dette. La capacité de la Société à générer des fonds suffisants, qu'ils proviennent de l'exploitation, de financements par emprunt ou par actions ou de refinancements, est, dans une large mesure, assujéti à d'autres facteurs économiques, financiers, concurrentiels, opérationnels et autres, dont un grand nombre est indépendant de la volonté de la Société.

Il est impossible de garantir que la Société continuera d'être en mesure d'obtenir en temps opportun suffisamment de fonds sous des conditions acceptables pour la Société afin de fournir un niveau de liquidités adéquat et de financer les activités et les dépenses d'investissement nécessaires pour relever les défis liés à l'évolution de ses activités et pour soutenir la stratégie d'affaires si les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation et la trésorerie disponible sont insuffisants.

L'impossibilité de générer des fonds suffisants, qu'ils proviennent des activités, de la dette, de financements par actions ou de refinancements, pourrait contraindre la Société à reporter ou à abandonner certaines de ses dépenses prévues ou à modifier sa stratégie d'affaires et pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière. En outre, les concurrents qui disposent d'un niveau de liquidités plus important ou qui ont une meilleure capacité à mobiliser des fonds et selon des modalités moins coûteuses pourraient créer un désavantage concurrentiel pour la Société.

L'augmentation des cotisations versées par la Société à ses régimes de retraite pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière

La Société pourrait être obligée d'augmenter les cotisations à ses régimes de retraite dans l'avenir en raison de divers facteurs comme les rendements futurs liés aux actifs du régime, les taux d'intérêt à long terme et les modifications apportées à la réglementation relative aux régimes de retraite, ce qui pourrait avoir une incidence négative significative sur la situation de trésorerie et les résultats d'exploitation de la Société.

Les besoins de financement des régimes de retraite de la Société, qui découlent des évaluations des actifs et des passifs de ses régimes de retraite, reposent sur un certain nombre de facteurs, notamment le rendement réel des actifs des régimes de retraite, les taux d'intérêt à long terme, les caractéristiques démographiques des participants au régime ainsi que les règlements en matière de pension. Les modifications apportées à ces facteurs pourraient faire en sorte que les cotisations réelles futures diffèrent considérablement des estimations actuelles de la Société, et cette dernière pourrait devoir verser des cotisations additionnelles à ses régimes de retraite à l'avenir, ce qui pourrait avoir une incidence négative significative sur sa situation de trésorerie, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

Rien ne garantit que les régimes de retraite de la Société parviendront à atteindre le taux de rendement présumé. Une part significative des actifs des régimes de retraite de la Société est investie dans des titres de participation cotés en Bourse. Par conséquent, la capacité des régimes de retraite de la Société d'atteindre le taux de rendement prévu par la direction dépend largement de la performance des marchés financiers. La conjoncture influe également sur le taux d'actualisation utilisé pour le calcul des obligations de la Société en matière de solvabilité et, par conséquent, elle pourrait aussi avoir une incidence considérable sur les besoins de financement en trésorerie de la Société.

6. Contrôles et procédures

À titre de société ouverte, nous devons prendre les mesures nécessaires pour nous assurer que l'information significative concernant nos rapports présentés ou déposés en vertu des lois sur les valeurs mobilières donne une image fidèle de l'information financière de PJ. Cette responsabilité incombe à la direction, notamment au président et chef de la direction et au chef de la direction financière. La direction est responsable de l'établissement des contrôles et procédures de communication de l'information, de leur maintien et de leur évaluation ainsi que du contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Contrôles et procédures de communication de l'information

L'évaluation de la conception et de l'efficacité des contrôles et des procédures de communication de l'information (selon les modalités du Règlement 52-109) a été effectuée sous la supervision du président et chef de la direction et du chef de la direction financière. Ces derniers ont conclu que ces contrôles et procédures de communication de l'information de la Société étaient efficaces au 31 décembre 2018.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

La conception et l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière (selon les modalités du Règlement 52-109) ont été évaluées sous la supervision du président et chef de la direction et du chef de la direction financière. À la suite de ces évaluations, ces derniers ont conclu que le contrôle interne à l'égard de l'information financière était efficace au 31 décembre 2018.

Au cours du trimestre ouvert le 1^{er} octobre 2018 et clos le 31 décembre 2018, le contrôle interne à l'égard de l'information financière n'a subi aucun changement qui a eu ou qui pourrait raisonnablement avoir une incidence significative sur ce contrôle.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux actionnaires de Pages Jaunes Limitée

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de Pages Jaunes Limitée et de ses filiales (la « Société »), qui comprennent les états consolidés de la situation financière aux 31 décembre 2018 et 2017 et au 1^{er} janvier 2017, les états consolidés du résultat net, les états du résultat global, les états des variations des capitaux propres et les tableaux des flux de trésorerie pour les exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017, ainsi que les notes complémentaires, y compris un résumé des principales méthodes comptables (collectivement appelés les « états financiers »).

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société aux 31 décembre 2018 et 2017 et au 1^{er} janvier 2017, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017, conformément aux Normes internationales d'information financière (les normes IFRS).

Observations – Informations comparatives

Nous attirons l'attention sur la note 2 des états financiers, qui indique que certaines informations comparatives ont été retraitées en raison de l'application de normes nouvelles ou révisées. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues (« NAGR ») du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent :

- du rapport de gestion;
- des informations contenues dans le rapport annuel, autres que les états financiers et notre rapport de l'auditeur sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons ni n'exprimerons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations. En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Nous avons obtenu le rapport de gestion avant la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués sur les autres informations contenues dans ce rapport de gestion, nous avons conclu à la présence d'une anomalie significative dans ces autres informations, nous aurions été tenus de signaler ce fait dans le présent rapport. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Nous nous attendons à obtenir le rapport annuel après la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous effectuerons sur les autres informations contenues dans ce rapport annuel, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans ces autres informations, nous serons tenus de signaler ce fait aux responsables de la gouvernance.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Société.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société.
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Société à cesser son exploitation.
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités de la Société pour exprimer une opinion sur les états financiers. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.

L'associé responsable de la mission d'audit au terme de laquelle le présent rapport de l'auditeur indépendant est délivré est Gianmarco Lombardi.

(signé) Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.¹

Montréal (Québec)
Le 12 février 2019

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A125494

États consolidés de la situation financière

(en milliers de dollars canadiens)

	Au 31 décembre 2018	Au 31 décembre 2017	Au 1 ^{er} janvier 2017
ACTIF		(données retraitées – note 2)	(données retraitées – note 2)
ACTIFS COURANTS			
Trésorerie et trésorerie soumise à restrictions (note 5)	81 452 \$	46 405 \$	17 260 \$
Créances clients et autres débiteurs (notes 6 et 24)	132 534	184 676	188 219
Charges payées d'avance	6 330	8 760	8 934
Frais de publication différés	2 191	3 977	4 524
Impôt sur le résultat à recevoir (note 16)	668	3 214	3 057
TOTAL DES ACTIFS COURANTS	223 175	247 032	221 994
ACTIFS NON COURANTS			
Commissions différées (note 7)	8 518	16 879	19 955
Actifs financiers et autres (notes 14 et 24)	6 685	13 338	4 008
Participation dans une entité contrôlée conjointement	–	–	1 157
Actifs au titre du droit d'utilisation (note 8)	32 583	50 644	40 937
Investissement net dans des contrats de sous-location (note 8)	7 392	–	–
Immobilisations corporelles (note 9)	29 518	50 966	35 864
Immobilisations incorporelles (note 10)	117 096	193 352	740 932
Goodwill (notes 4 et 10)	–	26 829	45 342
Impôt sur le résultat différé (note 16)	17 402	2 487	50 214
TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS	219 194	354 495	938 409
TOTAL DE L'ACTIF	442 369 \$	601 527 \$	1 160 403 \$
PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES			
PASSIFS COURANTS			
Fournisseurs et autres créditeurs (note 11)	47 520 \$	83 627 \$	79 494 \$
Provisions (note 12)	37 673	45 251	51 684
Produits différés (note 6)	3 190	7 530	8 131
Tranche courante des obligations liées à des contrats de location (note 8)	4 352	1 888	9 045
Tranche courante des billets garantis de premier rang (note 14)	90 000	54 939	75 161
TOTAL DES PASSIFS COURANTS	182 735	193 235	223 515
PASSIFS NON COURANTS			
Provisions (note 12)	1 810	8 380	3 343
Impôt sur le résultat différé (note 16)	–	24 102	7 108
Avantages postérieurs à l'emploi (note 13)	132 352	143 372	154 172
Obligations liées à des contrats de location (note 8)	70 968	84 291	52 607
Billets garantis de premier rang (note 14)	77 489	253 959	234 508
Débtures échangeables (note 15)	96 179	94 067	92 174
TOTAL DES PASSIFS NON COURANTS	378 798	608 171	543 912
TOTAL DU PASSIF	561 533	801 406	767 427
CAPITAL ET RÉSERVES	6 595 147	6 595 521	6 597 891
DÉFICIT	(6 714 311)	(6 795 400)	(6 204 915)
TOTAL (DE L'INSUFFISANCE) DES CAPITAUX PROPRES	(119 164)	(199 879)	392 976
TOTAL DU PASSIF ET (DE L'INSUFFISANCE) DES CAPITAUX PROPRES	442 369 \$	601 527 \$	1 160 403 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Approuvé au nom de Pages Jaunes Limitée par

(signé)
Susan Kudzman, administratrice et présidente du conseil

(signé)
Rob Hall, administrateur et président du comité d'audit

États consolidés du résultat net

(en milliers de dollars canadiens, sauf l'information sur les actions et les montants par action)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2018	2017
		(données retraitées – note 2)
Produits (note 18)	577 195 \$	727 967 \$
Coûts d'exploitation (note 20)	384 630	544 858
Bénéfice d'exploitation avant amortissements, perte de valeur des immobilisations incorporelles et du goodwill et frais de restructuration et autres charges	192 565	183 109
Amortissement (notes 8, 9 et 10)	76 094	112 965
Perte de valeur des immobilisations incorporelles et du goodwill (notes 9 et 10)	–	507 032
Frais de restructuration et autres charges (note 12)	15 862	34 400
Bénéfice (perte) d'exploitation	100 609	(471 288)
Charges financières, montant net (note 21)	54 729	53 946
Profit à la vente d'entreprises (note 4)	(6 129)	–
Perte de valeur de placements disponibles à la vente (note 24)	–	3 720
Bénéfice (perte) avant impôt sur le résultat et perte liée à une participation dans une entité contrôlée conjointement	52 009	(528 954)
(Économie) charge d'impôt sur le résultat (note 16)	(30 800)	63 424
Perte liée à une participation dans une entité contrôlée conjointement	–	2 104
Bénéfice net (perte nette)	82 809 \$	(594 482) \$
Bénéfice (perte) de base par action	3,13 \$	(22,52) \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation – bénéfice (perte) de base par action (note 17)	26 423 158	26 399 242
Bénéfice (perte) dilué(e) par action	2,78 \$	(22,52) \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation – bénéfice (perte) dilué(e) par action (note 17)	32 636 146	26 399 242

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

États consolidés du résultat global

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2018	2017
		(données retraitées – note 2)
Bénéfice net (perte nette)	82 809 \$	(594 482) \$
Autres éléments de bénéfice global (perte globale) :		
Éléments qui seront reclassés ultérieurement en résultat net		
Perte latente sur les placements disponibles à la vente	–	(3 720)
Reclassement en résultat de la perte de valeur des placements disponibles à la vente	–	3 720
Variation nette de la juste valeur des dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	–	(1 020)
Reclassement en résultat des dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	–	24
Impôt sur le résultat lié aux éléments qui seront reclassés ultérieurement en résultat net	–	268
	–	(728)
Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net		
Gains actuariels (note 13)	11 461	5 461
Variation nette de la juste valeur des placements en titres de capitaux propres présentés dans les autres éléments du résultat global (« JVAERG ») (note 24)	(5 502)	–
Impôt sur le résultat lié aux éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net	(3 079)	(1 464)
	2 880	3 997
Autres éléments de bénéfice global	2 880	3 269
Total du bénéfice global (de la perte globale)	85 689 \$	(591 213) \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

États consolidés des variations des capitaux propres

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les exercices clos les 31 décembre

	2018								
	Capital social (note 17)	Actions restreintes	Bons de souscription	Instruments financiers composés ¹	Rémunération fondée sur des actions et autres réserves	Réserve au titre de la réduction de capital	Total du capital et réserves	Déficit	Total de l'insuffisance
Solde au 31 décembre 2017, présenté précédemment	4 031 685 \$	(27 572) \$	1 456 \$	3 619 \$	129 280 \$	2 457 053 \$	6 595 521 \$	(6 814 317) \$	(218 796) \$
Ajustement au titre d'IFRS 15 (note 2)	-	-	-	-	-	-	-	26 050	26 050
Ajustement au titre d'IFRS 16 (note 2)	-	-	-	-	-	-	-	(7 133)	(7 133)
Solde retraité au 31 décembre 2017	4 031 685	(27 572)	1 456	3 619	129 280	2 457 053	6 595 521	(6 795 400)	(199 879)
Ajustement au titre d'IFRS 9 (note 2)	-	-	-	-	-	-	-	(4 600)	(4 600)
Solde retraité au 1^{er} janvier 2018	4 031 685	(27 572)	1 456	3 619	129 280	2 457 053	6 595 521	(6 800 000)	(204 479)
Autres éléments de bénéfice global	-	-	-	-	-	-	-	2 880	2 880
Bénéfice net	-	-	-	-	-	-	-	82 809	82 809
Total du bénéfice global	-	-	-	-	-	-	-	85 689	85 689
Actions restreintes réglées	-	4 151	-	-	(4 151)	-	-	-	-
Actions restreintes (note 19)	-	-	-	-	(810)	-	(810)	-	(810)
Options sur actions (note 19)	-	-	-	-	436	-	436	-	436
Solde au 31 décembre 2018	4 031 685 \$	(23 421) \$	1 456 \$	3 619 \$	124 755 \$	2 457 053 \$	6 595 147 \$	(6 714 311) \$	(119 164) \$

	2017								
	Capital social	Actions restreintes	Bons de souscription	Instruments financiers composés ¹	Rémunération fondée sur des actions et autres réserves	Réserve au titre de la réduction de capital	Total du capital et réserves	Déficit	Total des capitaux propres (de l'insuffisance)
Solde au 31 décembre 2016, présenté précédemment	4 031 685 \$	(31 848) \$	1 456 \$	3 619 \$	135 926 \$	2 457 053 \$	6 597 891 \$	(6 228 987) \$	368 904 \$
Ajustement au titre d'IFRS 15 (note 2)	-	-	-	-	-	-	-	28 961	28 961
Ajustement au titre d'IFRS 16 (note 2)	-	-	-	-	-	-	-	(4 889)	(4 889)
Solde retraité au 31 décembre 2016 et au 1^{er} janvier 2017	4 031 685	(31 848)	1 456	3 619	135 926	2 457 053	6 597 891	(6 204 915)	392 976
Autres éléments de bénéfice global	-	-	-	-	(728)	-	(728)	3 997	3 269
Perte nette retraitée (note 2)	-	-	-	-	-	-	-	(594 482)	(594 482)
Total de la perte globale retraitée	-	-	-	-	(728)	-	(728)	(590 485)	(591 213)
Actions restreintes réglées	-	7 405	-	-	(7 405)	-	-	-	-
Actions restreintes (note 19)	-	(3 129)	-	-	2 087	-	(1 042)	-	(1 042)
Options sur actions (note 19)	-	-	-	-	(600)	-	(600)	-	(600)
Solde retraité au 31 décembre 2017	4 031 685 \$	(27 572) \$	1 456 \$	3 619 \$	129 280 \$	2 457 053 \$	6 595 521 \$	(6 795 400) \$	(199 879) \$

¹ La composante capitaux propres des débetures échangeables est présentée ci-dessus déduction faite de l'impôt sur le résultat de 1,3 M\$ (2017 – 1,3 M\$).

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Tableaux consolidés des flux de trésorerie

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2018	2017
		(données retraitées – note 2)
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Bénéfice net (perte nette)	82 809 \$	(594 482) \$
Éléments d'ajustement		
(Économie) charge au titre de la rémunération fondée sur des actions réglée en instruments de capitaux propres	(374)	1 487
Amortissement	76 094	112 965
Perte de valeur des immobilisations incorporelles et du goodwill	–	507 032
Frais de restructuration et autres charges	15 862	34 400
Charges financières, montant net	54 729	53 946
Profit à la vente d'entreprises	(6 129)	–
Perte de valeur de placements disponibles à la vente	–	3 720
(Économie) charge d'impôt sur le résultat	(30 800)	63 424
Perte liée à une participation dans une entité contrôlée conjointement	–	2 104
Variation des actifs et des passifs d'exploitation	31 428	6 361
Excédent de capitalisation des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi sur les coûts	(5 423)	(12 395)
Frais de restructuration et autres charges payés (note 12)	(36 358)	(20 022)
Intérêts versés	(47 229)	(41 907)
Impôt sur le résultat reçu (payé), montant net	50	(56)
	134 659	116 577
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(14 287)	(37 297)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(1 899)	(30 412)
Avantages incitatifs relatifs à un bail reçu	4 150	6 824
Paiements reçus au titre de l'investissement net dans des contrats de sous-location	211	–
Produit de la vente d'entreprises (notes 4 et 5)	63 665	–
Achat de placements disponibles à la vente	–	(5 452)
Participation dans une entité contrôlée conjointement	–	(680)
Acquisition d'entreprise	(400)	(400)
	51 440	(67 417)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Émission de billets garantis de premier rang garantis, déduction faite de l'escompte (note 14)	–	308 700
Remboursement des billets garantis de premier rang (note 14)	(144 769)	(309 669)
Frais d'émission de titres d'emprunt	–	(7 716)
Achat d'actions restreintes	–	(3 129)
Paiement au titre des obligations liées à un contrat de location	(6 283)	(8 201)
	(151 052)	(20 015)
AUGMENTATION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DE LA TRÉSORERIE SOUMISE À RESTRICTIONS	35 047	29 145
TRÉSORERIE, AU DÉBUT DE L'EXERCICE	46 405	17 260
TRÉSORERIE ET TRÉSORERIE SOUMISE À RESTRICTIONS, À LA FIN DE L'EXERCICE (note 5)	81 452 \$	46 405 \$
Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie (note 22)		

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

1. Description

Pages Jaunes Limitée, par l'intermédiaire de ses filiales, offre aux entreprises locales et nationales des solutions de marketing et de médias numériques et imprimés permettant de joindre les consommateurs dans toutes les provinces et territoires du Canada. Les références à Pages Jaunes Limitée (ou la « Société ») dans ce document ont trait à la situation financière, à la performance financière, aux flux de trésorerie et aux informations fournies sur Pages Jaunes Limitée et ses filiales sur une base consolidée.

Le siège social de Pages Jaunes Limitée est situé au 1751, rue Richardson (Le Nordelec), bureau 2300, Montréal (Québec) Canada H3K 1G6, et les actions ordinaires de Pages Jaunes Limitée sont inscrites à la Bourse de Toronto (« TSX ») sous le symbole « Y ».

Le conseil d'administration (le « conseil ») a approuvé les états financiers consolidés pour les exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017 et a autorisé leur publication le 13 février 2019.

2. Normes révisées

2.1 Normes, interprétations et modifications apportées aux normes publiées adoptées sans incidence sur les états financiers consolidés

Les normes révisées suivantes sont entrées en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018, et leur adoption n'a pas eu d'incidence sur les montants présentés dans ces états financiers consolidés, mais pourrait avoir une incidence sur la comptabilisation de transactions ou d'arrangements futurs.

Modifications à IFRS 2, Paiement fondé sur des actions

En juin 2016, l'International Accounting Standards Board (« IASB ») a publié des modifications à IFRS 2, *Paiement fondé sur des actions*. Les modifications précisent que la comptabilisation des effets des conditions d'acquisition des droits et des conditions accessoires à l'acquisition des droits sur les paiements fondés sur des actions réglés en trésorerie doit se faire selon la méthode utilisée pour les paiements fondés sur des actions réglés en instruments de capitaux propres. Elles apportent également des précisions sur le classement des transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui comportent des modalités de règlement net, en plus d'exiger la présentation d'informations supplémentaires sur ces transactions. Elles entreront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018 et seront appliquées de manière prospective. L'adoption anticipée est permise. Les modifications apportées à IFRS 2 n'ont pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés de Pages Jaunes Limitée.

IFRIC 22, Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée

En décembre 2016, l'IASB a publié une interprétation, IFRIC 22, *Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée*. Cette interprétation précise que le taux de change applicable aux transactions comportant une contrepartie anticipée payée ou reçue est le taux à la date à laquelle la contrepartie anticipée est payée ou reçue et un actif ou un passif non monétaire est comptabilisé, et non la date ultérieure à laquelle l'actif ou le passif connexe est comptabilisé dans les états financiers. Cette interprétation s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018 et elle peut être appliquée de manière prospective ou rétrospective, au gré de l'entité. IFRIC 22 n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés de Pages Jaunes Limitée.

2.2 Normes, interprétations et modifications apportées aux normes publiées adoptées avec incidence sur les états financiers consolidés

IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

Pages Jaunes Limitée a appliqué IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, avec prise d'effet pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. En vertu d'IFRS 15, les produits tirés des médias imprimés sont comptabilisés au moment de la livraison des annuaires imprimés plutôt que sur la durée de la période de publication de 12 mois (ajustement a). De la même manière, les frais de publication et les commissions seront différés et comptabilisés au moment de la livraison des annuaires imprimés (ajustement b). Auparavant, les frais de publication et les commissions différés étaient différés et amortis sur la durée de vie économique de l'annuaire et des produits et services numériques. L'adoption de cette norme n'a pas eu d'incidence significative sur la comptabilisation des produits pour nos produits numériques, qui continueront d'être comptabilisés en résultat sur une base mensuelle à partir du moment auquel le service est offert sur la durée du contrat. Certains produits, comme les honoraires pour la conception de sites Web et de vidéos, continuent d'être comptabilisés lorsque la conception des sites Web et des vidéos est terminée. Aux fins de l'application de la mesure de simplification en vertu d'IFRS 15, la Société comptabilise à titre de charges les commissions versées pour le renouvellement de contrats dont les produits sont comptabilisés sur une période maximale de un an. Toutefois, les coûts engagés pour obtenir des contrats liés aux commissions versées pour la conclusion de nouveaux contrats de ventes sont amortis de façon linéaire sur une période de deux ans, soit la période prévue de réalisation des avantages (ajustement c). Pages Jaunes Limitée a appliqué IFRS 15 selon l'approche rétrospective intégrale. La méthode de comptabilisation des produits est présentée à la note 3.

Les tableaux suivants présentent le montant de l'ajustement pour chacun des postes des états financiers des périodes précédentes sur lesquels l'application d'IFRS 15 a eu une incidence.

Incidence de l'application d'IFRS 15

Incidence sur (le passif) l'actif net :

Écarts augmentant (diminuant) l'actif (le passif) net	Ajustement	Au 31 décembre 2017	Au 1 ^{er} janvier 2017
Créances clients et autres débiteurs	(a)	60 625 \$	73 365 \$
Frais de publication différés	(b)	(49 602)	(56 620)
Commissions différées (auparavant présentées dans les frais de publication différés)	(c)	10 102	12 019
Produits différés	(a)	7 211	10 796
Impôt sur le résultat différé		(2 286)	(10 599)
Augmentation nette		26 050 \$	28 961 \$

Incidence sur le bénéfice net pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 :

Écarts augmentant (diminuant) le bénéfice net (la perte nette) présenté(e)	Ajustement	Exercice clos le 31 décembre 2017
Produits	(a)	(17 885) \$
Coûts d'exploitation	(b), (c)	6 661
Charge d'impôt sur le résultat		8 313
Augmentation (diminution) nette		(2 911) \$

L'application d'IFRS 15 a donné lieu à une réduction de 29,0 M\$ du déficit de la Société et à une augmentation de 29,0 M\$ du total des capitaux propres au 1^{er} janvier 2017.

L'application d'IFRS 15 n'a eu aucune incidence sur les autres éléments du résultat global pour l'exercice clos le 31 décembre 2017.

En raison de l'application d'IFRS 15, les chiffres comparatifs dans le tableau consolidé des flux de trésorerie ont été retraités sans que cela ait une incidence sur les flux de trésorerie nets.

IFRS 16, Contrats de location

Le 1^{er} janvier 2018, Pages Jaunes Limitée a adopté de façon anticipée IFRS 16, *Contrats de location*, qui entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. Auparavant, la Société classait les contrats de location en tant que contrats de location simple ou contrats de location-financement après avoir déterminé si le contrat de location se traduisait par le transfert de la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété de l'actif sous-jacent à la Société et classait les paiements au titre des contrats de location simple à titre de coûts d'exploitation. En vertu d'IFRS 16, le preneur est tenu de comptabiliser un actif au titre du droit d'utilisation en ce qui concerne son droit d'utilisation de l'actif loué sous-jacent (ajustement a) et une obligation liée à un contrat de location en ce qui concerne son obligation d'effectuer les paiements de loyers (ajustement b). L'actif au titre du droit d'utilisation est initialement évalué au coût, et évalué au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur par la suite. L'actif au titre du droit d'utilisation est initialement évalué au coût, lequel comprend le montant initial de l'obligation liée à un contrat de location, ajusté des paiements de loyers versés à la date de début ou avant cette date, plus tous les coûts directs initiaux engagés et une estimation des coûts relatifs au démantèlement et à l'enlèvement de l'actif sous-jacent ou à la remise en état de l'actif sous-jacent ou la restauration du lieu, déduction faite des avantages incitatifs à la location reçus. L'obligation liée à un contrat de location est initialement évaluée à la valeur actualisée des paiements de loyers qui ne sont pas payés à la date de début, calculée selon le taux d'intérêt implicite du contrat de location ou, s'il est impossible de déterminer facilement ce taux, selon le taux d'emprunt marginal de la Société. La Société utilise habituellement son taux d'emprunt marginal comme taux d'actualisation. L'obligation liée à un contrat de location est par la suite évaluée au coût amorti au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif et est par la suite ajustée pour tenir compte des intérêts et des paiements de loyers. Les contrats de location déficitaires en ce qui a trait aux loyers de base qui étaient auparavant comptabilisés dans les provisions sont maintenant soumis à des tests de dépréciation conformément à IAS 36, *Dépréciation d'actifs*. Les pertes de valeur des actifs au titre du droit d'utilisation continuent d'être comptabilisées dans les frais de restructuration et autres charges dans les états consolidés du résultat net (ajustement c). Pages Jaunes Limitée a appliqué IFRS 16 selon l'approche rétrospective intégrale.

Au moment de la transition à IFRS 16, la Société a identifié et examiné chaque contrat considéré comme un contrat de location. Les contrats de location identifiés visaient surtout des espaces de bureaux. Puisque la Société a décidé d'appliquer IFRS 16 de façon rétrospective, nous avons aussi obtenu toutes les modifications aux contrats de location afin d'en présenter l'information de façon rétrospective.

En vertu d'IFRS 16, la Société doit évaluer le classement des contrats de sous-location en tant que contrat de location-financement ou contrat de location simple, en fonction de l'actif au titre du droit d'utilisation et non en fonction de l'actif sous-jacent. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, la Société a évalué et classé ses contrats de sous-location en tant que contrats de location-financement en vertu d'IFRS 16 et a par conséquent décomptabilisé les actifs au titre du droit d'utilisation liés aux contrats de location principaux faisant l'objet d'une sous-location, puis a comptabilisé des créances locatives équivalentes à l'investissement net dans les contrats de sous-location, comptabilisé un profit au titre des frais de restructuration et autres charges équivalant à la différence entre les actifs au titre du droit d'utilisation et l'investissement net dans les contrats de sous-location, conservé les obligations liées à un contrat de location comptabilisées précédemment en sa qualité de preneur, comptabilisé les charges d'intérêts connexes par la suite et comptabilisé les produits d'intérêts sur les créances au titre des contrats de sous-location en sa qualité de bailleur du contrat de location-financement. La Société ne détenait pas d'investissement net dans des contrats de sous-location avant l'adoption d'IFRS 16.

Les tableaux suivants présentent le montant de l'ajustement pour chacun des postes des états financiers des périodes précédentes sur lesquels l'application d'IFRS 16 a eu une incidence.

Incidence de l'application d'IFRS 16

Incidence sur (le passif) l'actif net :

Écarts augmentant (diminuant) l'actif (le passif) net	Ajustement	Au 31 décembre 2017	Au 1 ^{er} janvier 2017
Immobilisations corporelles (reclassement des actifs au titre du droit d'utilisation avant la transition à IFRS 16)	(a)	(195) \$	(330) \$
Actifs au titre du droit d'utilisation	(a), (c)	50 644	40 937
Provisions	(c)	8 299	2 309
Dette à long terme (reclassement des obligations liées à des contrats de location avant la transition à IFRS 16)	(b)	215	359
Obligations liées à des contrats de location	(b)	(86 179)	(61 652)
Avantages incitatifs relatifs à un bail différés	(a), (b)	17 749	11 821
Impôt sur le résultat différé		2 334	1 667
Augmentation (diminution) nette		(7 133) \$	(4 889) \$

Incidence sur le bénéfice net pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 :

Écarts augmentant (diminuant) le bénéfice net (la perte nette) présenté(e)	Ajustement	Exercice clos le 31 décembre 2017
Coûts d'exploitation	(a), (b)	10 347 \$
Amortissements	(a)	(7 463)
Charges financières, montant net	(b)	(5 796)
Charge d'impôt sur le résultat		668
Augmentation (diminution) nette		(2 244) \$

L'application d'IFRS 16 a donné lieu à une augmentation de 4,9 M\$ du déficit de la Société et à une diminution de 4,9 M\$ du total des capitaux propres au 1^{er} janvier 2017.

L'adoption d'IFRS 16 n'a eu aucune incidence sur les autres éléments du résultat global pour l'exercice clos le 31 décembre 2017.

En raison de l'application d'IFRS 16, les chiffres comparatifs dans le tableau consolidé des flux de trésorerie ont été retraités. Les paiements de loyers sont maintenant divisés en sorties de trésorerie se rapportant à la charge d'intérêts sur l'obligation liée à un contrat de location et au remboursement du principal de l'obligation liée à un contrat de location. La Société présente le remboursement du principal dans les flux de trésorerie liés aux activités de financement, et les intérêts payés sont classés dans les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation. Les avantages incitatifs reçus sont classés dans les activités d'investissement, et non dans les activités d'exploitation. Auparavant, les paiements au titre de contrats de location simple étaient présentés dans les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation. Par conséquent, les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, aux activités d'investissement et aux activités de financement ont respectivement augmenté de 1,3 M\$, augmenté de 6,8 M\$ et diminué de 8,1 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Incidence cumulative d'IFRS 15 et d'IFRS 16

Les tableaux suivants présentent le montant de l'ajustement pour chacun des postes des états financiers des périodes précédentes sur lesquels l'application d'IFRS 15 et d'IFRS 16 a eu une incidence.

Incidence sur (le passif) l'actif net :

	Au 31 décembre 2017	Au 1 ^{er} janvier 2017
(Passif) actif net ¹ présenté précédemment	(218 796) \$	368 904 \$
IFRS 15	26 050	28 961
IFRS 16	(7 133)	(4 889)
(Passif) actif net	(199 879) \$	392 976 \$

¹ Représente le total de l'actif moins le total du passif tel qu'ils sont présentés dans les états consolidés de la situation financière.

Incidence sur le bénéfice net pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 :

Perte nette présentée précédemment	(589 327) \$
IFRS 15	(2 911)
IFRS 16	(2 244)
Perte nette	(594 482) \$

Incidence sur le bénéfice de base et dilué par action pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 :

Perte de base et diluée par action présentée précédemment	(22,32) \$
IFRS 15	(0,11)
IFRS 16	(0,09)
Perte de base et diluée par action	(22,52) \$

IFRS 9, Instruments financiers

En juillet 2014, l'IASB a publié la version finale d'IFRS 9, *Instruments financiers*. IFRS 9 remplace les exigences d'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. IFRS 9 présente de nouvelles exigences relatives au classement et à l'évaluation des actifs et passifs financiers, à la dépréciation des actifs financiers et à la comptabilité de couverture générale. L'adoption d'IFRS 9 n'a pas eu d'incidence importante sur les méthodes comptables de la Société liées aux passifs financiers. L'incidence d'IFRS 9 sur le classement et l'évaluation des actifs financiers est présentée ci-dessous. La Société a appliqué l'exemption permettant de ne pas retraiter l'information comparative pour les périodes précédentes en ce qui a trait aux exigences relatives au classement et à l'évaluation (y compris la dépréciation). Les écarts au titre des valeurs comptables des actifs financiers et des passifs financiers découlant de l'adoption d'IFRS 9 sont comptabilisés dans le déficit au 1^{er} janvier 2018. Par conséquent, l'information présentée pour 2017 ne tient pas compte des exigences d'IFRS 9, mais plutôt de celles d'IAS 39.

Le classement et l'évaluation des actifs financiers sont déterminés en fonction du modèle d'affaires de la Société pour la gestion des actifs financiers et des caractéristiques de leurs flux de trésorerie contractuels. Les actifs financiers sous forme de capitaux propres sont par la suite évalués à la juste valeur par le biais du résultat net à moins que la Société n'ait fait le choix irrévocable de les évaluer à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. La variation de la juste valeur des actifs financiers sous forme de capitaux propres désignés comme tels ne doit pas être virée ultérieurement au résultat net au moment de leur cession. Au moment de la transition à IFRS 9, la Société a fait le choix irrévocable de présenter les profits et les pertes liés à la juste valeur des placements en titres de capitaux propres dans les autres éléments du résultat global.

Le tableau suivant présente les catégories d'évaluation initiales en vertu d'IAS 39 et les nouvelles catégories d'évaluation en vertu d'IFRS 9 pour chaque catégorie d'actifs financiers de la Société au 1^{er} janvier 2018. Il n'y a eu aucun changement aux catégories d'évaluation en vertu d'IFRS 9 en ce qui a trait aux passifs financiers de la Société au 1^{er} janvier 2018. Par conséquent, les passifs financiers de la Société ne sont pas présentés dans le tableau ci-dessous.

Au 1 ^{er} janvier 2018	Classement initial en vertu d'IAS 39	Nouveau classement en vertu d'IFRS 9	Valeur comptable initiale en vertu d'IAS 39	Nouvelle valeur comptable en vertu d'IFRS 9
Actifs financiers				
Trésorerie et trésorerie soumise à restrictions	Prêts et créances	Coût amorti	46 405 \$	46 405 \$
Créances clients et autres débiteurs	Prêts et créances	Coût amorti	184 676	180 076
Placements en titres de capitaux propres (présentés dans les actifs financiers et autres)	Disponibles à la vente	JVAERG – instruments de capitaux propres	5 502	5 502
Total			236 583 \$	231 983 \$

Se reporter à la note 3 pour obtenir de l'information sur la dépréciation des actifs financiers.

Dans le cas des actifs entrant dans le champ d'application du modèle de dépréciation d'IFRS 9, il est normalement attendu que les pertes de crédit attendues augmenteront. La Société a déterminé que l'application des dispositions d'IFRS 9 sur la dépréciation au 1^{er} janvier 2018 donnera lieu à une correction de valeur pour pertes de crédit attendues additionnelles, comme suit :

Correction de valeur pour pertes au 31 décembre 2017 en vertu d'IAS 39	17 064 \$
Correction de valeur pour pertes de crédit attendues additionnelles comptabilisée au 1 ^{er} janvier 2018 sur :	
Créances clients et autres débiteurs au 1 ^{er} janvier 2018	2 800
Actifs sur contrat comptabilisés au moment de l'adoption d'IFRS 15	1 800
Correction de valeur pour pertes de crédit attendues au 1^{er} janvier 2018 en vertu d'IFRS 9	21 664 \$

2.3 Normes, interprétations et modifications apportées aux normes publiées qui ne sont pas encore entrées en vigueur avec incidence sur les états financiers consolidés

Certaines nouvelles normes, interprétations et nouvelles modifications à des normes existantes ont été publiées et sont obligatoires pour les périodes comptables de Pages Jaunes Limitée ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2019. Les nouvelles normes que Pages Jaunes Limitée juge pertinentes pour ses activités sont les suivantes :

IFRIC 23, *Incertitude relative aux traitements fiscaux*

En juin 2017, l'IASB a publié une interprétation, IFRIC 23, *Incertitude relative aux traitements fiscaux*. Cette interprétation précise que lorsqu'il y a un doute quant aux traitements fiscaux à utiliser dans la détermination du bénéfice imposable ou de la perte fiscale, une entité doit faire preuve de jugement et appliquer le traitement fiscal qui est le plus susceptible d'être accepté par les autorités fiscales. Pour évaluer le degré de probabilité que le traitement fiscal soit accepté, l'entité suppose que le traitement fiscal sera examiné par les autorités fiscales compétentes ayant pleine connaissance de toute l'information pertinente. Cette interprétation s'appliquera

aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019, et l'adoption anticipée est permise. IFRIC 23 ne devrait pas avoir d'incidence importante sur les états financiers consolidés de Pages Jaunes Limitée.

Modifications à IAS 19, Avantages du personnel

Les modifications à IAS 19 traitent de la comptabilisation lorsqu'une modification, une réduction ou une liquidation du régime se produit pendant la période considérée. Les modifications à IAS 19 indiquent ce qu'une entité doit faire lorsqu'une modification, une réduction ou une liquidation du régime se produit pendant l'exercice :

- Déterminer le coût des services rendus au cours de la portion restante de la période suivant la date de modification du régime (date d'évaluation), la réduction ou la liquidation du régime au moyen des hypothèses actuarielles utilisées pour la réévaluation du passif (de l'actif) net au titre des prestations définies reflétant les prestations accordées selon le régime et les actifs du régime après la survenue de l'événement plutôt qu'au moyen des hypothèses formulées au début de la période, comme c'est actuellement le cas.
- Déterminer les intérêts nets pour la portion restante de la période suivant la date de modification du régime, la réduction ou la liquidation du régime au moyen du passif (de l'actif) net au titre des prestations définies reflétant les prestations accordées selon le régime et les actifs du régime après la survenue de l'événement et du taux d'actualisation utilisé pour la réévaluation de ce passif (cet actif) net au titre des prestations définies plutôt qu'au moyen des hypothèses formulées au début de la période, comme c'est actuellement le cas.

Ces modifications s'appliquent aux modifications, aux réductions ou aux liquidations de régime qui ont lieu à l'ouverture ou après l'ouverture du premier exercice ouvert à compter du 1^{er} janvier 2019, l'adoption anticipée étant autorisée. Ces modifications s'appliqueront uniquement aux modifications, aux réductions ou aux liquidations de régime futures de la Société.

3. Mode de présentation et principales méthodes comptables

3.1 Déclaration de conformité

Les présents états financiers consolidés de Pages Jaunes Limitée et de ses filiales ont été préparés par la direction conformément aux normes IFRS. Les présents états financiers ont été préparés conformément aux principales méthodes comptables ci-dessous qui ont été appliquées avec cohérence à toutes les périodes présentées pour l'ensemble des entités consolidées. Il s'agit des premiers états financiers annuels auxquels IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, IFRS 9, *Instruments financiers*, et IFRS 16, *Contrats de location*, ont été appliquées. Les changements apportés aux principales méthodes comptables sont décrits à la note 2.

3.2 Base d'évaluation

Les états financiers consolidés ont été préparés selon la méthode du coût historique, sauf en ce qui concerne la réévaluation de certains actifs et passifs financiers (y compris les instruments financiers dérivés) à la juste valeur, comme il est expliqué dans les méthodes présentées ci-dessous.

3.3 Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Le dollar canadien est la monnaie fonctionnelle et la monnaie de présentation des états financiers consolidés de Pages Jaunes Limitée.

3.4 Méthode de consolidation

3.4.1 Filiales

Les filiales contrôlées directement par Pages Jaunes Limitée ou indirectement par l'entremise d'autres filiales consolidées sont entièrement consolidées. Les filiales sont toutes des entités sur lesquelles Pages Jaunes Limitée exerce son contrôle.

Les filiales sont entièrement consolidées à partir de la date d'entrée en vigueur de l'acquisition jusqu'à la date d'entrée en vigueur de la cession. Les actifs et les passifs intersociétés et les transactions entre les sociétés entièrement consolidées sont éliminés. Les profits et les pertes sur les opérations à l'interne avec des sociétés contrôlées sont entièrement éliminés. Les méthodes comptables sont modifiées au besoin pour assurer l'uniformité du traitement comptable au niveau de Pages Jaunes Limitée.

3.4.2 Entités contrôlées conjointement

Les entités contrôlées conjointement sont toutes des entités sur lesquelles Pages Jaunes Limitée exerce un contrôle conjoint sur le plan de la politique de gestion, d'exploitation et financière. Cette situation exige généralement de détenir 50 % des droits de vote.

Les participations dans des entités contrôlées conjointement sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence et initialement évaluées au coût. Par la suite, la quote-part dans le résultat net des entités contrôlées conjointement attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de Pages Jaunes Limitée est comptabilisée en résultat net. La quote-part du bénéfice net comptabilisé comprend l'amortissement des actifs amortissables en fonction de leur juste valeur à la date d'acquisition.

3.4.3 Regroupements d'entreprises

Les acquisitions de filiales et d'entreprises sont comptabilisées selon la méthode de l'acquisition. Le coût de l'acquisition représente le total de la juste valeur, à la date de l'échange, des actifs remis, des instruments de capitaux propres émis ou des passifs contractés ou repris par Pages Jaunes Limitée en échange du contrôle de l'entité acquise. Les coûts de transaction liés aux acquisitions d'entreprises sont comptabilisés dans l'état du résultat net à mesure qu'ils sont engagés.

Dans le cadre d'un regroupement d'entreprises réalisé par étapes, la participation précédemment détenue par Pages Jaunes Limitée dans l'entité acquise est réévaluée à la juste valeur à la date d'acquisition (la date à laquelle Pages Jaunes Limitée obtient le contrôle), et tout profit ou perte qui en découle, s'il en est, est comptabilisé dans l'état du résultat net.

3.5 Trésorerie et trésorerie soumise à restrictions

3.5.1 Trésorerie

La trésorerie comprend les dépôts de fonds et, de temps à autre, des placements très liquides dont l'échéance initiale est de trois mois ou moins.

3.5.2 Trésorerie soumise à restrictions

La trésorerie soumise à restrictions est de la trésorerie pour laquelle il existe des restrictions quant à la capacité de la Société à l'utiliser. La trésorerie soumise à restrictions se compose essentiellement de la trésorerie détenue en mains tierces, qui est assujettie aux conditions relatives aux billets garantis de premier rang.

3.6 Instruments financiers

Les actifs financiers et les passifs financiers sont comptabilisés dans l'état de la situation financière de la Société lorsque la Société devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

Les actifs financiers et les passifs financiers sont évalués initialement à la juste valeur. Les coûts de transaction qui sont directement attribuables à l'acquisition ou à l'émission d'actifs financiers et de passifs financiers (autres que des actifs financiers et des passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net) sont ajoutés à la juste valeur des actifs financiers ou des passifs financiers ou en sont déduits, selon le cas, au moment de la comptabilisation initiale. Les coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition d'actifs financiers ou de passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net sont immédiatement comptabilisés en résultat net.

3.6.1 Actifs financiers

Comptabilisation et évaluation initiales

Les actifs financiers sont classés dans les catégories précises suivantes : coût amorti, juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global pour les placements en titres de capitaux propres (« JVAERG – Placements en titres de capitaux propres ») et juste valeur par le biais du résultat net.

Ce classement des actifs financiers au moment de la comptabilisation initiale dépend des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif financier et du modèle économique de la Société pour la gestion de ces derniers.

Le modèle économique de la Société pour la gestion des actifs financiers représente la manière dont elle gère ses actifs financiers afin de produire des flux de trésorerie. Le modèle économique détermine si les flux de trésorerie découleront de la perception des flux de trésorerie contractuels, de la vente des actifs financiers ou des deux.

Évaluation ultérieure

Actifs financiers au coût amorti

La Société évalue les actifs financiers au coût amorti si les deux conditions suivantes sont réunies :

- la détention de l'actif financier s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est de détenir des actifs financiers afin d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels;
- les conditions contractuelles de l'actif financier donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû.

Les actifs financiers au coût amorti sont par la suite évalués au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif et sont assujettis à la dépréciation. Les profits et les pertes sont comptabilisés en résultat net lorsque l'actif est décomptabilisé, modifié ou déprécié.

Les actifs financiers de la Société au coût amorti comprennent les créances clients et autres débiteurs, la trésorerie et la trésorerie soumise à restrictions.

Actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global pour les placements en titres de capitaux propres (« JVAERG – Placements en titres de capitaux propres »)

Lors de la comptabilisation initiale, la Société peut choisir de classer de façon irrévocable ses placements en titres de capitaux propres comme des instruments de capitaux propres désignés à la JVAERG lorsqu'ils répondent à la définition de capitaux propres donnée dans IAS 32, *Instruments financiers: Présentation*, et qu'ils ne sont pas détenus à des fins de transaction. Le classement est déterminé instrument par instrument.

Les profits et les pertes sur ces actifs financiers ne sont jamais reclassés en résultat net. Les dividendes sont comptabilisés en tant qu'autres produits dans l'état du résultat net lorsque le droit de recevoir le paiement a été établi, sauf si la Société tire des avantages de ce produit en tant que recouvrement d'une partie du coût de l'actif financier. Dans ce cas, les profits sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global.

La Société a choisi de classer de façon irrévocable ses placements en titres de capitaux propres (présentés dans les actifs financiers et autres) dans cette catégorie.

Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net

Les actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net comprennent les actifs financiers détenus à des fins de transaction, les actifs financiers désignés au moment de la comptabilisation initiale à la juste valeur par le biais du résultat net et les actifs financiers devant obligatoirement être évalués à la juste valeur. Les actifs financiers sont classés comme détenus à des fins de transaction s'ils ont été acquis principalement en vue d'être vendu ou racheté dans un proche avenir. Les dérivés, y compris les dérivés incorporés distincts, sont aussi classés comme détenus à des fins de transaction, à moins qu'ils ne soient désignés comme des instruments de couverture efficaces. Les actifs financiers dont les flux de trésorerie ne correspondent pas uniquement à des remboursements de capital et à des versements d'intérêts sont classés et évalués à la juste valeur par le biais du résultat net, quel que soit le modèle économique. Les actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net sont présentés dans l'état de la situation financière à la juste valeur et les variations nettes de la juste valeur sont comptabilisées dans l'état du résultat net.

La Société ne détient à l'heure actuelle aucun actif financier dans cette catégorie.

Décomptabilisation

La Société décomptabilise un actif financier si les droits contractuels sur les flux de trésorerie liés à l'actif expirent ou si elle transfère à une autre partie l'actif financier et la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de cet actif.

Il n'y a aucun reclassement à la décomptabilisation de placements en titres de capitaux propres à la JVAERG.

Dépréciation d'actifs financiers

En ce qui concerne la dépréciation des actifs financiers, IFRS 9 exige de suivre le modèle des pertes de crédit attendues. Le modèle des pertes de crédit attendues exige que la Société comptabilise les pertes de crédit attendues et les variations de ces pertes de crédit attendues à chaque date de clôture pour refléter les changements du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale des actifs financiers. Dans le cas des créances clients, des actifs sur contrat et de l'investissement net dans des contrats de sous-location, la Société a appliqué la méthode simplifiée permise en vertu d'IFRS 9, qui exige que les pertes de crédit attendues pour la

durée de vie soient comptabilisées au moment de la comptabilisation initiale. Bien que la trésorerie et la trésorerie soumise à restrictions ainsi que les autres débiteurs soient aussi assujettis aux exigences relatives à la dépréciation en vertu d'IFRS 9, les pertes de crédit attendues identifiées n'étaient pas significatives.

La Société évalue si les actifs financiers sont dépréciés à chaque date de clôture. La Société considérera qu'un actif financier fait l'objet d'une défaillance lorsqu'il est improbable que la partie redevable s'acquitte de ses obligations envers la Société dans son ensemble et que la Société ne peut exercer aucun recours pour réaliser la garantie (le cas échéant). La Société a choisi de considérer qu'une défaillance ne survient pas lorsque l'actif financier est en souffrance plus de 90 jours, car la Société dispose d'informations raisonnables et justifiables pour démontrer qu'un critère de défaillance tardif convient davantage et que le risque de défaillance n'est pas nécessairement accru. Lorsqu'elle évalue si une partie redevable manque à ses obligations, la Société tiendra compte d'indicateurs qualitatifs (p. ex. non-respect des conditions) et quantitatifs (p. ex. état « en retard ») et de données obtenues à l'interne et de sources externes. Les données utilisées pour évaluer si un actif financier fait l'objet d'une défaillance, de même que leur importance, peuvent varier au fil du temps en fonction des circonstances.

3.6.2 Passifs financiers

Comptabilisation et évaluation initiales

Les passifs financiers sont classés, lors de la comptabilisation initiale, comme passifs financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net, emprunts, créditeurs ou comme dérivés désignés en tant qu'instruments de couverture dans une couverture efficace, selon le cas. Tous les passifs financiers sont initialement comptabilisés à la juste valeur et, dans le cas des emprunts et des créditeurs.

Les passifs financiers de la Société comprennent les fournisseurs et autres créditeurs, les emprunts, y compris les découverts bancaires, et les instruments financiers dérivés.

Pages Jaunes Limitée comptabilise initialement tous les passifs financiers, et en particulier les billets garantis de premier rang, les débentures échangeables et les fournisseurs et autres créditeurs à la juste valeur moins les coûts de transaction, et par la suite au coût amorti au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif.

Un dérivé incorporé est une composante d'un contrat hybride comprenant également un contrat hôte non dérivé, qui a pour effet de faire varier certains des flux de trésorerie de l'instrument composé d'une manière similaire à un dérivé autonome. Un dérivé incorporé dans un contrat hybride, avec un contrat hôte qui est un passif financier ou un contrat hôte non financier, est séparé du contrat hôte et comptabilisé en tant que dérivé distinct s'il est séparé du contrat hôte, lorsque certaines conditions sont remplies et qu'il est comptabilisé en tant que dérivé distinct. Les dérivés incorporés sont évalués à la juste valeur, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées en résultat net.

La Société possède à l'heure actuelle un dérivé incorporé sous la forme d'une option de rachat en trésorerie pour les débentures échangeables de la Société.

Évaluation ultérieure

L'évaluation des passifs financiers dépend de leur classement, tel qu'il est décrit ci-dessous :

Emprunts

Il s'agit de la catégorie la plus pertinente pour la Société. Après la comptabilisation initiale, les emprunts portant intérêt sont évalués au coût amorti au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif. Les profits et les pertes sont comptabilisés en résultat net lorsque les passifs sont décomptabilisés, ainsi que tout au long du processus d'amortissement au taux d'intérêt effectif. Le coût amorti est calculé en tenant compte de tout escompte ou prime découlant de l'acquisition et des frais ou coûts qui font partie intégrante du taux d'intérêt effectif. L'amortissement au taux d'intérêt effectif est inclus dans les charges financières dans l'état du résultat net. Cette catégorie s'applique aux billets garantis de premier rang et aux débentures échangeables.

Décomptabilisation

La Société décomptabilise les passifs financiers si et seulement si les obligations de la Société sont exécutées, sont annulées ou ont expiré. La différence entre la valeur comptable du passif financier décomptabilisé et la contrepartie payée et exigible est comptabilisée en résultat net.

3.7 Frais de publication différés

Les frais de publication différés sont comptabilisés au titre des frais de publication directs et marginaux engagés au cours de la vente, de la fabrication et de la distribution d'annuaires téléphoniques imprimés, de même qu'au cours de la vente, de la prestation et de l'exécution de nos produits et services numériques. L'immobilisation incorporelle correspond aux coûts qui seront recouverts au cours de périodes futures lorsque les produits liés aux annuaires et les produits tirés des produits et services numériques seront comptabilisés. Une immobilisation incorporelle est comptabilisée à l'actif lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- Pages Jaunes Limitée exerce le contrôle sur le contrat pour lequel les coûts ont été engagés;
- Le contrôle découle d'événements passés;
- On s'attend à ce que des avantages économiques futurs reviennent à Pages Jaunes Limitée;
- L'immobilisation est identifiable et constitue un élément non monétaire et sans substance physique.

Les frais de publication différés sont initialement évalués au coût et comptabilisés dans les coûts d'exploitation à la livraison de la publication ou à l'exécution des produits et services numériques.

3.8 Commissions différées

Les commissions différées versées représentent les coûts pour l'obtention de nouveaux contrats de vente. Ces coûts sont amortis de façon linéaire sur une période de deux ans, soit la période prévue de réalisation des avantages. La Société comptabilise à titre de charges les commissions versées pour le renouvellement de contrats dont les produits sont comptabilisés sur une période maximale de un an.

3.9 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût diminué de l'amortissement cumulé et du cumul des pertes de valeur. Les divers composants des immobilisations corporelles sont amortis séparément en fonction de leur durée d'utilité estimée et, par conséquent, leur durée d'amortissement est significativement différente. Le coût d'un actif comprend les dépenses directement attribuables à son acquisition. Tous les autres coûts d'emprunt sont comptabilisés dans l'état du résultat net de la période au cours de laquelle ils sont engagés. Pages Jaunes Limitée n'a inscrit aucun coût d'emprunt à l'actif au cours des périodes présentées.

Les coûts ultérieurs sont inclus dans la valeur comptable de l'actif ou comptabilisés à titre de composant distinct, au besoin, s'il est probable que des avantages économiques futurs reviendront à Pages Jaunes Limitée et que le coût de l'actif peut être évalué de façon fiable. Tous les autres coûts d'entretien et de réparation sont passés en charges durant l'exercice au cours duquel ils sont engagés. L'amortissement est calculé selon le mode linéaire en fonction des coûts inscrits à l'actif, déduction faite de toute valeur résiduelle sur une période correspondant à la durée d'utilité de chaque actif.

Au 31 décembre 2018, les durées d'utilité prévues sont les suivantes :

Matériel de bureau	10 ans
Matériel informatique	3 ans
Autre matériel	De 3 ans à 12 ans
Améliorations locatives	Durée la plus courte entre la durée du contrat de location ou la durée d'utilité

La valeur résiduelle, le mode d'amortissement et la durée d'utilité d'un actif sont révisés au moins une fois au cours de l'exercice. Les immobilisations corporelles sont soumises à des tests de dépréciation lorsqu'il y a indication de dépréciation. Lorsque la valeur recouvrable d'une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, une perte de valeur est comptabilisée. Lorsque l'actif pris individuellement ne génère pas d'entrées de fonds indépendantes, Pages Jaunes Limitée détermine la valeur recouvrable des unités génératrices de trésorerie (« UGT ») ou du groupe d'unités génératrices de trésorerie auquel l'actif appartient.

3.10 Contrats de location

À la date de passation d'un contrat, la Société apprécie si celui-ci est ou contient un contrat de location. Un contrat est ou contient un contrat de location s'il confère le droit de contrôler l'utilisation d'un actif déterminé pour un certain temps moyennant une contrepartie. Pour déterminer si un contrat de location confère le droit de contrôler l'utilisation d'un actif déterminé, la Société apprécie si :

- le contrat implique l'utilisation d'un actif déterminé;
- la Société a le droit d'obtenir la quasi-totalité des avantages économiques découlant de l'utilisation de l'actif tout au long de la durée d'utilisation;
- la Société a le droit de décider de l'utilisation de l'actif.

À la passation, la Société répartit la contrepartie prévue au contrat entre toutes les composantes locatives sur la base de leur prix distinct relatif.

3.10.1 En tant que preneur

La Société comptabilise un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation liée à un contrat de location à la date de début. L'actif au titre du droit d'utilisation est initialement évalué au coût, lequel comprend le montant initial de l'obligation liée à un contrat de location, ajusté des paiements de loyers versés à la date de début ou avant cette date, plus tous les coûts directs initiaux engagés et une estimation des coûts relatifs au démantèlement et à l'enlèvement de l'actif sous-jacent ou à la remise en état de l'actif sous-jacent ou la restauration du lieu, déduction faite des avantages incitatifs à la location reçus.

L'actif au titre du droit d'utilisation est par la suite amorti selon le mode linéaire sur la période allant de la date de début jusqu'au terme de la durée d'utilité de cet actif, ou jusqu'au terme de la durée du contrat de location s'il est antérieur. Les durées d'utilité estimées des actifs au titre du droit d'utilisation sont déterminées sur la même base que celles des immobilisations corporelles. De plus, l'actif au titre du droit d'utilisation est diminué périodiquement des pertes de valeur, le cas échéant, et ajusté pour tenir compte de certaines réévaluations de l'obligation liée à un contrat de location. Les actifs au titre du droit d'utilisation sont soumis à des tests de dépréciation conformément à IAS 36, *Dépréciation d'actifs*, et les pertes de valeur sont comptabilisées dans les frais de restructuration et autres charges dans les états consolidés du résultat net.

L'obligation liée à un contrat de location est initialement évaluée à la valeur actualisée des paiements de loyers qui n'ont pas été versés à la date de début, calculée selon le taux d'intérêt implicite du contrat de location ou, s'il est impossible de déterminer facilement ce taux, selon le taux d'emprunt marginal de la Société. De façon générale, la Société utilise son taux d'emprunt marginal comme taux d'actualisation.

L'obligation liée à un contrat de location est par la suite évaluée au coût amorti au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif et ajustée en fonction des intérêts courus et des paiements de loyers s'il y a un changement dans les paiements de loyers futurs en raison d'une variation de l'indice ou du taux. Elle est réévaluée s'il y a un changement dans la somme estimée que la Société s'attend à devoir payer au titre d'une garantie de valeur résiduelle, un changement aux conditions de location, comme des modifications à la superficie visée par le contrat de location, ou si la Société change son évaluation à savoir si elle exercera une option d'achat, de prolongation ou de résiliation.

Lorsque l'obligation liée à un contrat de location est réévaluée de cette manière, un ajustement correspondant est apporté à la valeur comptable de l'actif au titre du droit d'utilisation ou est comptabilisé en résultat net si la valeur comptable de l'actif au titre du droit d'utilisation a été réduite à zéro.

3.10.2 En tant que bailleur

Lorsque la Société agit à titre de bailleur, elle détermine à la date de début si chaque contrat de location est un contrat de location simple ou un contrat de location-financement.

Pour classer les contrats de location, la Société évalue si, globalement, le contrat de location transfère au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif sous-jacent. Si c'est le cas, le contrat de location est un contrat de location-financement; si ce n'est pas le cas, il s'agit d'un contrat de location simple. Dans le cadre de cette évaluation, la Société prend en considération certains indicateurs, comme celui de savoir si la durée du contrat de location couvre la majeure partie de la durée de vie économique de l'actif.

La Société a évalué et classé ses contrats de sous-location en tant que contrats de location-financement et a par conséquent décomptabilisé les actifs au titre du droit d'utilisation liés aux contrats de location principaux respectifs faisant l'objet d'une sous-location, comptabilisé des créances locatives équivalentes à l'investissement net dans les contrats de sous-location, conservé les obligations liées aux contrats de location comptabilisées précédemment en sa qualité de preneur, comptabilisé les

charges d'intérêts connexes par la suite et comptabilisé les produits d'intérêts sur la créance au titre de la sous-location en sa qualité de bailleur du contrat de location-financement.

À l'heure actuelle, la Société n'est partie à aucun contrat de location simple.

3.11 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont identifiées et constatées séparément du goodwill lorsqu'elles découlent de droits légaux ou contractuels ou qu'elles peuvent être séparées de l'entreprise acquise et vendues, transférées, assorties d'un contrat de licence ou échangées. Le coût de ces immobilisations incorporelles est réputé correspondre à leur juste valeur à la date d'acquisition. Les immobilisations incorporelles qui n'ont pas été acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont comptabilisées au coût diminué de l'amortissement cumulé et du cumul des pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles développées à l'interne, constituées de logiciels utilisés par la Société, sont constatées dans la mesure où les critères d'IAS 38, *Immobilisations incorporelles*, sont respectés. Les frais de développement des immobilisations incorporelles développées à l'interne sont comptabilisés au coût uniquement si Pages Jaunes Limitée peut démontrer :

- la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente;
- l'intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de la mettre en service ou de la vendre;
- la capacité d'utiliser ou de vendre l'immobilisation incorporelle;
- la façon dont l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables;
- la disponibilité des ressources techniques, financières et d'autre nature adéquates en vue de mener à bien le développement de l'immobilisation incorporelle et de la mettre en service ou de la vendre;
- la capacité de mesurer de façon fiable la dépense relative à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

Le montant initial comptabilisé au titre d'une immobilisation incorporelle développée à l'interne est égal à la somme des dépenses engagées à partir de la date à laquelle cette immobilisation incorporelle a satisfait pour la première fois aux critères de comptabilisation énumérés ci-dessus. Lorsqu'aucune immobilisation incorporelle développée à l'interne ne peut être comptabilisée, les dépenses de développement sont passées en charges dans l'état du résultat net au cours de la période où elles sont engagées.

Les immobilisations incorporelles développées à l'interne comprennent les coûts se rapportant aux logiciels et aux licences d'utilisation de logiciels employés dans le développement des systèmes de Pages Jaunes Limitée, ainsi que toutes les charges salariales et tous les frais de consultation directement attribuables. Ces éléments ne sont pas amortis tant que les immobilisations ne peuvent être utilisées.

Après leur comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles doivent être comptabilisées à leur coût diminué de l'amortissement cumulé et du cumul des pertes de valeur. Les immobilisations incorporelles sont amorties comme suit :

Ententes de non-concurrence	Mode linéaire sur la plus courte des deux périodes suivantes : 7 ans ou la durée de vie de l'entente
Immobilisations incorporelles liées à la clientèle	Mode linéaire sur une période de 3 ans ou moins
Marques de commerce	Mode linéaire sur 10 ans ¹
Noms de domaine	Mode linéaire sur 4 à 12 ans
Logiciels	Mode linéaire sur 3 ans

¹ À la suite des pertes de valeur subies consécutives au cours des exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016 dans l'UGT Pages Jaunes et en raison de l'incertitude à l'égard des tendances à long terme au titre des flux de trésorerie futurs, les marques de commerce à durée de vie indéterminée de l'UGT Pages Jaunes ont été classées à titre d'immobilisations incorporelles à durée déterminée au 31 décembre 2017, et leur durée d'utilité a été réduite à 10 ans.

La durée d'utilité estimée et le mode d'amortissement sont révisés à la fin de chaque période ou exercice et l'incidence de tout changement dans les estimations est comptabilisée de manière prospective.

Une immobilisation incorporelle est décomptabilisée à sa cession, ou lorsqu'aucun avantage économique futur n'est attendu de son utilisation ou de sa cession. Les profits ou les pertes découlant de la décomptabilisation d'une immobilisation incorporelle (calculés en tant qu'écart entre le produit net de la cession ou la juste valeur, le cas échéant, et la valeur comptable de l'actif) sont comptabilisés dans l'état du résultat net lorsque l'actif est décomptabilisé.

3.12 Goodwill

Le goodwill provenant de l'acquisition d'une filiale est comptabilisé en tant qu'actif à la date à laquelle le contrôle est acquis (la date d'acquisition). Le goodwill est évalué comme l'excédent de la somme de la contrepartie de l'acquisition sur la juste valeur de l'actif net identifiable acquis.

Le goodwill n'est pas amorti. Il est soumis à un test de dépréciation au moins une fois par année, ou plus souvent s'il y a des indices de dépréciation. Toute perte de valeur est comptabilisée immédiatement dans l'état du résultat net et ne fait pas l'objet d'une reprise par la suite.

En raison des pertes de valeur comptabilisées à l'égard du goodwill au cours des exercices précédents et de la cession du goodwill restant en 2018 parallèlement à la cession de DuProprio/ComFree (« DPCF »), la Société n'a plus de goodwill.

3.13 Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles, y compris le goodwill

À chaque date de clôture, Pages Jaunes Limitée détermine s'il existe une quelconque indication que les valeurs comptables de ses immobilisations corporelles et incorporelles à durée d'utilité déterminée se sont dépréciées. Si une telle indication existe, la valeur recouvrable de l'actif est estimée en vue de déterminer le montant de la perte de valeur, le cas échéant. S'il n'est pas possible d'estimer la valeur recouvrable de l'actif pris individuellement, Pages Jaunes Limitée évalue la valeur recouvrable de l'UGT ou du groupe d'UGT auquel l'actif appartient. Une UGT s'entend du plus petit groupe d'actifs identifiables générant des entrées de trésorerie indépendantes de celles générées par d'autres actifs.

Les immobilisations incorporelles qui ont une durée d'utilité indéterminée et celles qui ne sont pas encore prêtes à être mises en service, de même que le goodwill, le cas échéant, sont soumis à un test de dépréciation annuellement et chaque fois qu'il y a une indication que l'actif peut s'être déprécié. La plupart des immobilisations incorporelles de la Société ne génèrent pas d'entrées de fonds indépendantes de celles des autres actifs; elles font donc l'objet de tests au sein de leurs UGT respectives.

La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de sortie et la valeur d'utilité. Dans le cadre de l'évaluation de la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés par application d'un taux d'actualisation avant impôt qui reflète l'appréciation actuelle du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif (ou à l'UGT) pour lesquels les estimations des flux de trésorerie futurs n'ont pas été ajustées.

Si la valeur recouvrable estimée d'un actif (ou d'une UGT) est inférieure à sa valeur comptable, la valeur comptable de l'actif (ou de l'UGT) est ramenée à sa valeur recouvrable. Une perte de valeur est comptabilisée immédiatement dans l'état du résultat net.

Dans le cadre des tests de dépréciation du goodwill, ce dernier fait l'objet d'un test au niveau de l'UGT représentant le niveau le plus bas auquel le goodwill fait l'objet d'un suivi pour des besoins de gestion interne. Le goodwill est soumis à un test de dépréciation annuellement, ou plus fréquemment s'il y a une indication que l'unité pourrait s'être dépréciée.

Si la valeur recouvrable d'une UGT ou d'un groupe d'UGT est inférieure à sa valeur comptable, la perte de valeur est d'abord portée en réduction de la valeur comptable de tout goodwill affecté à l'unité et est par la suite imputée aux autres actifs de l'unité au prorata de la valeur comptable de chacun des actifs compris dans l'unité. La Société ne réduit pas la valeur comptable d'un actif en deçà de sa juste valeur diminuée des coûts de sortie ou de sa valeur d'utilité, selon le plus élevé des deux montants.

3.14 Fournisseurs et autres créditeurs

Les fournisseurs et autres créditeurs, y compris les charges à payer, sont comptabilisés au moment où Pages Jaunes Limitée est tenue d'effectuer des paiements futurs en raison de l'achat d'actifs ou de services. Les fournisseurs et autres créditeurs sont comptabilisés au coût amorti.

3.15 Provisions

Les provisions sont comptabilisées si Pages Jaunes Limitée a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, s'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour régler l'obligation et si le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Le montant comptabilisé en provision est la meilleure estimation de la contrepartie nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle à la date de clôture, compte tenu des risques et des incertitudes liés à l'obligation. Les provisions sont évaluées à la valeur actualisée des dépenses qui devraient être nécessaires pour régler l'obligation au moyen d'un taux avant impôts reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques propres à l'obligation. L'augmentation de la provision due à l'écoulement du temps est comptabilisée en charges financières. Les provisions font l'objet d'une reprise lorsque de nouveaux facteurs externes surgissent, comme des conditions de marché, ou lorsque des facteurs internes indiquent que la valeur recouvrable est supérieure ou inférieure à ce qui était initialement prévu.

3.15.1 Contrats déficitaires

Les obligations actuelles résultant de contrats déficitaires sont comptabilisées et évaluées comme des provisions. Un contrat est considéré comme déficitaire lorsque Pages Jaunes Limitée a un contrat en vertu duquel les coûts inévitables engagés pour satisfaire aux obligations contractuelles sont supérieurs aux avantages économiques qu'elle s'attend à recevoir du contrat.

3.15.2 Restructuration

Une provision pour restructuration est comptabilisée lorsque Pages Jaunes Limitée a un plan formalisé et détaillé de restructuration et qu'elle a créé, chez les personnes concernées, une attente fondée qu'elle mettra en œuvre la restructuration, soit en commençant à exécuter le plan, soit en leur annonçant ses principales caractéristiques. L'évaluation d'une provision pour restructuration tient seulement compte des dépenses directement liées à la restructuration, c'est-à-dire les dépenses qui sont à la fois nécessairement entraînées par la restructuration et non liées aux activités poursuivies par l'entité.

3.16 Avantages du personnel

3.16.1 Régimes à cotisations définies

Un régime à cotisations définies désigne un régime d'avantages postérieurs à l'emploi en vertu duquel une entité verse des cotisations définies à une entité distincte et n'aura aucune obligation juridique ou implicite de payer des montants supplémentaires. Les obligations au titre des cotisations à des régimes à cotisations définies sont comptabilisées à titre de charges au titre des avantages du personnel dans l'état du résultat net lorsqu'elles sont exigibles. Les cotisations payées d'avance sont comptabilisées à titre d'actifs dans la mesure où un remboursement en trésorerie ou une diminution des paiements futurs sont possibles.

3.16.2 Régimes à prestations définies

Un régime à prestations définies désigne un régime d'avantages postérieurs à l'emploi autre qu'un régime à cotisations définies. L'obligation nette de Pages Jaunes Limitée relativement aux régimes à prestations définies est calculée séparément pour chaque régime en estimant le montant des prestations futures accumulées par les employés en contrepartie des services rendus au cours des périodes considérées et des périodes antérieures. Ces prestations sont actualisées afin de déterminer leur valeur actuelle. La juste valeur des actifs du régime est déduite de l'obligation. Le taux d'actualisation correspond au rendement, à la date de clôture, des obligations de sociétés de première qualité dont l'échéance correspond approximativement à la durée du passif connexe au titre du régime, ajusté en fonction d'un écart afin de tenir compte de tout risque de crédit additionnel, et qui sont libellées dans la monnaie dans laquelle les prestations doivent être versées. Ce calcul est effectué à chaque exercice par un actuaire qualifié au moyen de la méthode de répartition des prestations au prorata des services.

Pages Jaunes Limitée comptabilise tous les écarts actuariels découlant de ses régimes à prestations définies dans les autres éléments du résultat global. La réévaluation, qui comprend les écarts actuariels, l'incidence des variations du plafond de l'actif, le cas échéant, et le rendement des actifs du régime, compte non tenu des intérêts nets sur l'obligation au titre des prestations définies, est reflétée immédiatement dans l'état de la situation financière, et une imputation ou un crédit est comptabilisé dans les autres éléments du résultat global. La réévaluation comptabilisée dans les autres éléments du résultat global est reflétée immédiatement dans les bénéfices non distribués et ne sera pas classée dans l'état du résultat net. Les coûts des services passés sont comptabilisés dans l'état du résultat net de la période au cours de laquelle une modification au régime est annoncée aux employés. Les intérêts nets, qui sont calculés en appliquant le taux d'actualisation à l'actif net ou au passif net au titre des prestations définies, sont inclus dans le montant net des charges financières, tandis que les coûts des services sont comptabilisés dans les charges d'exploitation.

3.16.3 Autres avantages à long terme

L'obligation nette de Pages Jaunes Limitée relativement aux avantages à long terme autres qu'au titre de régimes de retraite correspond au montant des avantages futurs accumulés par les employés en contrepartie des services rendus au cours des périodes considérées et des périodes antérieures. Ces avantages sont actualisés afin de déterminer leur valeur actuelle, et la juste valeur des actifs connexes est déduite de ce montant. Le taux d'actualisation correspond au rendement, à la date de clôture, des obligations de sociétés de première qualité dont l'échéance correspond approximativement à la durée du passif connexe. Ce calcul est effectué au moyen de la méthode des unités de crédit projetées. Les écarts actuariels sont comptabilisés à la période au cours de laquelle ils surviennent.

3.16.4 Indemnités de cessation d'emploi

Les indemnités de cessation d'emploi sont comptabilisées en charges lorsque Pages Jaunes Limitée ne peut plus se rétracter de l'offre de ces indemnités, ou, si cela se produit à une date antérieure, lorsqu'il n'y a aucune possibilité réelle de se rétracter d'un plan formalisé et détaillé visant à mettre fin à l'emploi d'un ou de plusieurs membres du personnel avant la date normale de mise à la retraite ou de l'octroi des indemnités de cessation d'emploi suite à une offre faite pour encourager les départs volontaires. Les indemnités de cessation d'emploi destinées à encourager les départs volontaires sont passées en charges si Pages Jaunes Limitée a fait une offre afin d'encourager ces départs, qu'il est probable que cette offre sera acceptée et que le nombre d'employés qui accepteront l'offre peut être estimé de manière fiable.

3.16.5 Avantages à court terme

Les obligations au titre des avantages à court terme sont évaluées sur une base non actualisée et passées en charges lorsque les services connexes sont fournis.

Un passif est comptabilisé au titre du montant que l'on prévoit verser si Pages Jaunes Limitée a l'obligation juridique ou implicite de verser ce montant en contrepartie de services passés et que l'obligation peut être estimée de manière fiable.

3.16.6 Transactions dont le paiement est fondé sur des actions

Les unités d'actions restreintes, les unités d'actions liées à la performance, les unités d'actions différées, les options sur actions et les droits à l'appréciation d'actions de Pages Jaunes Limitée attribuées à des employés et à des administrateurs sont évaluées à la juste valeur de ces instruments de capitaux propres à la date d'attribution.

Les unités d'actions restreintes, les unités d'actions liées à la performance et les unités d'actions différées attribuées peuvent être réglées en trésorerie ou en capitaux propres au gré de la Société. Si le régime d'unités d'actions restreintes et d'unités d'actions liées à la performance est capitalisé, les employés admissibles recevront des actions ordinaires au moment de l'acquisition des droits des instruments. La partie capitalisée de ces régimes est traitée comme un instrument réglé en capitaux propres et comptabilisée en conséquence dans les capitaux propres. Dans le cas où ces régimes ne seraient pas capitalisés, Pages Jaunes Limitée versera un montant en trésorerie aux employés et aux administrateurs admissibles au moment de l'acquisition des droits. La partie non capitalisée de ces régimes est traitée comme un instrument réglé en trésorerie et comptabilisée en tant que passif. Les droits à l'appréciation d'actions sont réglés en trésorerie et comptabilisés en conséquence en tant que passif. Les passifs de ces régimes sont réévalués à la juste valeur à chaque période de présentation de l'information financière, et toute variation est comptabilisée dans les coûts d'exploitation. Certaines des options sur actions de la Société peuvent être réglées en trésorerie si certaines conditions sont respectées. Ces options sur actions sont comptabilisées en tant que passif, lequel est réévalué à la juste valeur à chaque période de présentation de l'information financière, et toute variation est comptabilisée dans les coûts d'exploitation.

La juste valeur déterminée à la date d'attribution des instruments fondés sur des actions est passée en charges de façon linéaire, sur la période d'acquisition des droits et selon l'estimation de Pages Jaunes Limitée quant au nombre d'instruments fondés sur des actions dont les droits seront éventuellement acquis. À chaque période de présentation de l'information financière, Pages Jaunes Limitée révisé son estimation du nombre d'instruments fondés sur des actions dont l'acquisition des droits est prévue. L'incidence de la révision de cette estimation initiale, le cas échéant, est comptabilisée dans l'état du résultat net, et un ajustement correspondant est apporté à la réserve.

3.17 Instruments de capitaux propres émis par Pages Jaunes Limitée

Par instrument de capitaux propres, on entend tout contrat mettant en évidence un intérêt résiduel dans les actifs d'une entité après déduction de tous ses passifs. Les instruments de capitaux propres émis par Pages Jaunes Limitée sont comptabilisés au produit reçu, déduction faite des frais d'émission directs.

Les coûts de transaction engagés par Pages Jaunes Limitée dans le cadre de l'émission, de l'acquisition ou de la vente de ses propres instruments de capitaux propres sont portés en déduction des capitaux propres dans la mesure où il s'agit de coûts marginaux directement attribuables à la transaction portant sur les capitaux propres et qui n'auraient pas été générés autrement.

3.18 Secteurs opérationnels

Les informations sur les secteurs opérationnels sont présentées conformément aux rapports internes régulièrement examinés par le principal décideur opérationnel de Pages Jaunes Limitée en vue d'évaluer le rendement de chaque secteur et de leur affecter des ressources. Le président et chef de la direction a été désigné comme le principal décideur opérationnel responsable de l'affectation des ressources et de l'évaluation du rendement des secteurs opérationnels. Les activités de la Société sont scindées en quatre secteurs à présenter, soit : PJ, Agence, Immobilier et Autre. Les méthodes comptables que la Société utilise à l'égard de ses secteurs à présenter correspondent à celles qu'elle utilise dans ses états financiers consolidés.

3.19 Produits

Les produits de Pages Jaunes Limitée sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, déduction faite des rabais sur ventes et des taxes de vente. Les montants de la contrepartie sont généralement déterminés.

Les produits tirés des médias imprimés sont comptabilisés à un moment précis après la livraison des annuaires imprimés. Les produits tirés des médias imprimés sont généralement facturés sur une base mensuelle tout au long de l'année de publication.

Les produits tirés des médias et solutions numériques provenant des petites annonces et des grandes annonces sont comptabilisés en résultat sur une base mensuelle à partir du moment auquel le service est offert sur la durée du contrat, puisque le client retire les avantages de l'annonce et en bénéficie simultanément pendant la période d'affichage de l'annonce. Certains produits, comme les honoraires pour la conception de sites Web et de vidéos, sont comptabilisés à un moment précis lorsque la conception des sites Web et des vidéos est terminée, puisque l'obligation de prestation est remplie.

Le paiement est généralement exigible dès la réception de la facture pour tous les clients. La ventilation des produits par groupe de produits et secteur est présentée à la note intitulée « Information sectorielle ».

3.20 Coûts d'emprunt

Les coûts d'emprunt qui sont directement attribuables à l'acquisition ou à la construction d'actifs qualifiés, lesquels exigent une longue période de préparation avant de pouvoir être utilisés, sont inscrits à ces actifs, jusqu'à ce que l'actif soit pratiquement prêt pour son utilisation prévue. Tous les autres coûts d'emprunt sont comptabilisés en résultat net dans la période au cours de laquelle ils sont engagés. Actuellement, la Société n'a inscrit aucun coût d'emprunt à l'actif.

3.21 Imposition

La charge d'impôt sur le résultat représente la somme de l'impôt exigible et différé.

3.21.1 Impôt exigible

Le bénéfice imposable diffère du bénéfice comptabilisé dans l'état consolidé du résultat net, car il exclut des éléments de produits et de charges qui sont imposables ou déductibles au cours des autres exercices de même que des éléments qui ne sont jamais imposables ni déductibles. Le passif d'impôt exigible de Pages Jaunes Limitée est calculé au moyen des taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

3.21.2 Impôt différé

L'impôt différé est déterminé en fonction des différences entre les valeurs comptables des actifs et des passifs dans les états financiers consolidés et la valeur fiscale correspondante utilisée dans le calcul du bénéfice imposable, et il est comptabilisé au moyen de la méthode du report variable. Des passifs d'impôt différé sont généralement comptabilisés pour toutes les différences temporaires imposables, et les actifs d'impôt différé sont généralement comptabilisés pour toutes les différences temporaires déductibles dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable, sur lequel ces différences temporaires déductibles pourront être imputées, sera disponible. De tels actifs et passifs ne sont pas comptabilisés si la différence temporaire découle d'un goodwill ou de la comptabilisation initiale des autres actifs et passifs liés à une transaction (autre qu'un regroupement d'entreprises) qui n'a d'incidence ni sur le bénéfice imposable, ni sur le bénéfice comptable.

Les passifs d'impôt différé sont comptabilisés pour les différences temporaires imposables liées à des participations dans des filiales et des entreprises associées, sauf si Pages Jaunes Limitée est capable de contrôler la date à laquelle la différence temporaire se résorbera et s'il est probable que la différence temporaire ne se résorbera pas dans un avenir prévisible. Les actifs d'impôt différé découlant des différences temporaires déductibles générées par de telles participations sont comptabilisés seulement s'il est probable que le bénéfice imposable sera suffisant pour permettre d'utiliser les avantages de la différence temporaire et que la différence temporaire se résorbera dans un avenir prévisible.

La valeur comptable des actifs d'impôt différé est revue à chaque date de clôture et elle est réduite s'il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre le recouvrement de la totalité ou d'une partie de l'actif dans un avenir prévisible.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue dans la période au cours de laquelle le passif sera réglé ou l'actif sera réalisé, en fonction des taux d'impôt (et lois fiscales) qui sont adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. L'évaluation des passifs et actifs d'impôt différé reflète les conséquences fiscales qui résulteraient de la façon dont Pages Jaunes Limitée s'attend, à la date de clôture, à recouvrer ou régler la valeur comptable de ses actifs et passifs.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont compensés si Pages Jaunes Limitée a un droit juridiquement exécutoire de compenser des actifs et des passifs d'impôt et lorsqu'ils concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même autorité fiscale et si Pages Jaunes Limitée a l'intention de régler simultanément le montant net de ses actifs et passifs d'impôt.

3.21.3 Impôt exigible et différé pour la période

L'impôt exigible et différé est comptabilisé dans l'état du résultat net à titre de charge ou de produit, sauf s'il concerne des éléments qui sont comptabilisés hors du bénéfice net dans les autres éléments du résultat global ou directement dans les capitaux propres, auquel cas l'impôt est aussi comptabilisé hors du bénéfice net, ou s'il découle de la comptabilisation initiale d'un regroupement d'entreprises. Dans le cas d'un regroupement d'entreprises, l'incidence fiscale applicable est prise en compte dans la comptabilisation de ce regroupement.

3.22 Estimations et jugements importants

L'établissement d'états financiers consolidés requiert de la direction qu'elle procède à des estimations et formule des hypothèses qui peuvent avoir une incidence sur la valeur comptable de certains actifs et passifs, produits et charges, ainsi que sur l'information présentée dans les notes complémentaires. La direction révisé périodiquement ces estimations et hypothèses afin de veiller à leur pertinence à l'égard de l'expérience passée et de la situation économique. Les éléments contenus dans les états financiers à venir pourraient être différents des estimations actuelles en raison de modifications de ces hypothèses. L'incidence des modifications des estimations comptables est comptabilisée dans la période au cours de laquelle la modification se produit et dans toutes les périodes ultérieures touchées.

Les estimations et les jugements effectués par la direction qui sont essentiels à la détermination de la valeur comptable des actifs et des passifs sont abordés ci-après.

Estimations importantes

Estimation de la durée du contrat de location

Lorsque la Société comptabilise un contrat de location, elle évalue la durée du contrat de location en fonction des conditions du contrat et détermine si le contrat fera l'objet d'une prolongation ou si une option de résiliation anticipée sera exercée. La Société a établi que la durée de ses contrats de location correspond à la période de location initiale, puisqu'elle n'a pas la certitude raisonnable qu'une option de prolongation ou de résiliation anticipée sera exercée. Ces estimations importantes pourraient avoir une incidence sur les résultats futurs de Pages Jaunes Limitée si la Société prolonge les contrats de location ou exerce une option de résiliation anticipée.

Déterminer si un actif au titre du droit d'utilisation s'est déprécié

La Société détermine si un actif au titre du droit d'utilisation s'est déprécié conformément à IAS 36, *Dépréciation d'actifs*, en particulier lorsqu'elle libère des espaces de bureaux et qu'elle doit déterminer la recouvrabilité de l'actif, dans la mesure où la Société peut procéder à la sous-location de l'actif ou résilier le contrat de location et recouvrer ses coûts. La Société examinera les modalités de ses contrats de location ainsi que les conditions du marché local pour estimer le potentiel de recouvrabilité de chacun des locaux libérés. La détermination du taux de recouvrement du coût du contrat de location exige de la direction qu'elle formule d'importantes estimations fondées sur la disponibilité d'espaces de bureaux semblables sur le marché et des conditions du marché local. Ces estimations importantes pourraient avoir une incidence sur les résultats futurs de Pages Jaunes Limitée si la Société réussit à sous-louer ses locaux libérés à un loyer supérieur ou inférieur à celui prévu initialement ou à des dates différentes.

Évaluation de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues pour les créances clients, les actifs sur contrat et l'investissement net dans les contrats de sous-location

Relativement à la dépréciation des actifs financiers, la Société utilise le modèle des pertes de crédit attendues, qui exige que la Société comptabilise les pertes de crédit attendues et les variations de ces pertes de crédit attendues à chaque date de clôture pour refléter les changements du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale des actifs financiers.

La Société évalue si les actifs financiers sont dépréciés à chaque date de clôture. La Société considérera qu'un actif financier fait l'objet d'une défaillance lorsqu'il est improbable que la partie redevable s'acquitte de ses obligations envers la Société dans son ensemble et que la Société ne peut exercer aucun recours pour réaliser la garantie (le cas échéant). La Société a choisi de considérer qu'une défaillance ne survient pas lorsque l'actif financier est en souffrance plus de 90 jours, car la Société dispose d'informations raisonnables et justifiables pour démontrer qu'un critère de défaillance tardif convient davantage et que le risque de défaillance n'est pas nécessairement accru. Lorsqu'elle évalue si une partie redevable manque à ses obligations, la Société tiendra compte d'indicateurs qualitatifs (p. ex. non-respect des conditions) et quantitatifs (p. ex. état « en retard ») et de données obtenues à l'interne et de sources externes. Les données utilisées pour évaluer si un actif financier fait l'objet d'une défaillance, de même que leur importance, peuvent varier au fil du temps en fonction des circonstances.

Déterminer le taux d'actualisation pour les contrats de location

IFRS 16 exige que la Société actualise les paiements de loyers selon le taux d'intérêt implicite dans le contrat de location si ce taux est facilement disponible. Si ce taux ne peut être déterminé facilement, le preneur doit utiliser son taux d'emprunt marginal. En règle générale, la Société a utilisé son taux d'emprunt marginal lors de la comptabilisation initiale des contrats de location, étant donné que les taux d'intérêt implicites n'étaient pas facilement accessibles puisque l'information sur la juste valeur des actifs sous-jacents et les coûts directs engagés par le bailleur à l'égard des actifs loués n'était pas disponible auprès du bailleur. Le taux d'emprunt marginal de chaque contrat de location a été déterminé à la date de début et recalculé à la date d'évaluation, le cas échéant.

Immobilisations incorporelles et goodwill

Les évaluations liées à la mesure de la recouvrabilité des immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée et du goodwill aux fins des tests de dépréciation sont fondées sur des estimations et des hypothèses importantes qui portent notamment sur les entrées et les sorties de trésorerie futures, les taux d'actualisation, les taux de croissance à l'infini et la durée d'utilité des immobilisations incorporelles. Ces estimations importantes pourraient avoir une incidence sur les résultats futurs de Pages Jaunes Limitée si les estimations actuelles du rendement futur et des justes valeurs changent.

Pages Jaunes Limitée évalue la dépréciation en comparant la valeur recouvrable d'une UGT ou d'un groupe d'UGT auquel une immobilisation incorporelle à durée de vie indéterminée ou un goodwill appartient à sa valeur comptable. L'établissement de la valeur recouvrable exige de la direction qu'elle effectue des estimations importantes. En raison des pertes de valeur comptabilisées à l'égard du goodwill au cours des exercices précédents et de la cession du goodwill restant en 2018 parallèlement à la vente de DPCF, la Société n'a plus de goodwill assujéti à la dépréciation et ne détient plus d'immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée. Ainsi, en 2018, seules les immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée ont été soumises à une évaluation des indices de dépréciation, et aucun autre test de dépréciation n'a été requis.

Durées d'utilité des immobilisations incorporelles et corporelles

À chaque clôture, Pages Jaunes Limitée passe en revue les durées d'utilité estimées de ses immobilisations incorporelles et de ses immobilisations corporelles. À la clôture de l'exercice considéré, la direction a déterminé que les durées d'utilité de ses immobilisations incorporelles et corporelles étaient adéquates.

Avantages futurs du personnel

La valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies est établie au moyen de la méthode de répartition des prestations au prorata des services selon les taux d'intérêt sur des obligations de sociétés de grande qualité libellées dans la monnaie dans laquelle les prestations seront versées et dont les dates d'échéance se rapprochent de celles du passif au titre des prestations définies qui s'y rattache. L'établissement des coûts (économies) nets des régimes d'avantages nécessite l'utilisation d'hypothèses portant notamment sur le taux d'actualisation servant à évaluer les obligations au titre des prestations définies et le rendement attendu des actifs du régime, l'âge prévu du départ à la retraite des salariés, le taux prévu de la rémunération future et le taux d'évolution attendu des frais médicaux. Les résultats réels peuvent différer de ceux qui sont estimés en fonction de ces hypothèses.

Impôts sur le résultat

L'estimation de l'impôt sur le résultat suppose une évaluation de la recouvrabilité de l'actif d'impôt différé basée sur une appréciation de la capacité de Pages Jaunes Limitée à appliquer les déductions fiscales futures sous-jacentes pour réduire le bénéfice imposable futur avant qu'elles n'expirent. L'appréciation de Pages Jaunes Limitée est fondée sur la législation fiscale existante et des estimations du bénéfice imposable futur. Si l'appréciation de la capacité de Pages Jaunes Limitée à utiliser les déductions fiscales futures sous-jacentes change, Pages Jaunes Limitée devra comptabiliser un montant plus ou moins élevé de déductions fiscales à l'actif, ce qui diminuerait ou augmenterait la charge d'impôt de la période au cours de laquelle l'appréciation a lieu. La valeur comptable des actifs d'impôt différé est revue à chaque date de clôture et elle est réduite s'il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre le recouvrement de la totalité ou d'une partie de l'actif dans un avenir prévisible.

Jugements importants

Provisions au titre des positions fiscales incertaines

Pages Jaunes Limitée est assujettie à l'impôt dans de nombreux territoires. Il faut faire appel à un jugement important dans l'établissement de la charge d'impôt consolidée. Dans le cours normal des activités, il survient des transactions et des calculs nombreux pour lesquels l'impôt définitif est incertain. Pages Jaunes Limitée constitue des provisions au titre des positions fiscales incertaines qui, selon la Société, reflètent de manière adéquate son risque lié à des questions fiscales visées

par des discussions, un audit, un litige ou un appel auprès des autorités fiscales, ou qui sont autrement considérées comme comportant une incertitude. Ces provisions au titre des positions fiscales incertaines sont établies à l'aide de la meilleure estimation du montant que la Société s'attend à payer en fonction d'une appréciation qualitative de tous les facteurs pertinents.

Pages Jaunes Limitée examine le caractère adéquat de ces provisions à chaque date de clôture et réévalue ses provisions si elle reçoit des informations indiquant que celles-ci pourraient augmenter ou diminuer. Il est toutefois possible que, à une date future donnée, un passif additionnel découle des audits menés par les autorités fiscales. Lorsque le montant définitif de la charge d'impôt liée à ces questions est différent du montant initialement comptabilisé, l'écart se répercute sur la charge au cours de la période pendant laquelle l'écart est établi.

4. Profit à la vente d'entreprises

Le 31 mai 2018, Page Jaunes a cédé Totem et Western Media Group, deux sociétés liées de la Société. Un profit de 0,7 M\$ a été comptabilisé dans les états consolidés du résultat net.

Le 6 juillet 2018, une société liée de la Société, Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, a vendu DPCF à Purplebricks Group PLC pour une contrepartie en trésorerie de 51,0 M\$ sur une base sans endettement, sous réserve d'un ajustement du fonds de roulement. Un montant de 1,8 M\$ a été placé en mains tierces et devrait être reçu 18 mois après la vente. Une perte de 0,8 M\$ a été comptabilisée dans les états consolidés du résultat net.

Le 23 juillet 2018, Pages Jaunes Limitée a cédé l'entreprise Pages Jaunes Immobilier pour un montant nominal. Une perte de 0,7 M\$ a été comptabilisée dans les états consolidés du résultat net.

Le 22 août 2018, Pages Jaunes Limitée a vendu les actifs liés aux activités de sa division RedFlagDeals à Vertical Scope Inc. pour un montant de 12,0 M\$. Un profit de 7,5 M\$ a été comptabilisé dans les états consolidés du résultat net.

Le 31 décembre 2018, Pages Jaunes Limitée a vendu ses actifs de JUICE Mobile pour un montant de 1,0 M\$, exception faite du fonds de roulement. Une perte de 0,6 M\$ a été comptabilisée dans les états consolidés du résultat net.

La Société a comptabilisé des coûts de transaction et d'autres coûts connexes d'un montant total de 1,3 M\$ à la vente des entreprises décrites ci-dessus, qui ont été portés en déduction du profit à la vente d'entreprises.

La valeur comptable des actifs et des passifs au moment de la cession de DPCF, des actifs liés aux activités de la division RedFlagDeals, de l'entreprise Pages Jaunes Immobilier, de Totem, de Western Media Group et de JUICE Mobile est la suivante :

Actifs	DPCF	Autres	Total
Charges payées d'avance	– \$	198 \$	198 \$
Immobilisations corporelles	1 009	300	1 309
Actifs au titre du droit d'utilisation	989	51	1 040
Immobilisations incorporelles	30 728	6 679	37 407
Goodwill	26 829	–	26 829
	59 555 \$	7 228 \$	66 783 \$
Passifs			
Impôt sur le résultat différé	7 267 \$	– \$	7 267 \$
Obligations liées à des contrats de location	1 004	56	1 060
Autres	8	421	429
	8 279 \$	477 \$	8 756 \$
Actifs et passifs, montant net	51 276 \$	6 751 \$	58 027 \$
Entrées de trésorerie nettes			
Contrepartie en trésorerie	49 215 \$	14 450 \$	63 665 \$

5. Trésorerie soumise à restrictions

Au 31 décembre 2018, un montant en trésorerie de 1,4 M\$ était soumis à restrictions par la Société et ses filiales, principalement à l'égard de la trésorerie détenue en mains tierces, qui est assujettie aux conditions de l'entente relative aux billets garantis de premier rang. Ce montant sera inclus dans le prochain paiement de rachat de billets garantis de premier rang, qui est prévu pour le 31 mai 2019.

6. Actifs et passifs sur contrat

Le tableau suivant présente de l'information sur les actifs sur contrat qui sont inclus dans les créances clients et autres débiteurs.

	Au 31 décembre 2018	Au 31 décembre 2017 (données retraitées – note 2)	Au 1 ^{er} janvier 2017 (données retraitées – note 2)
Actifs sur contrat inclus dans les créances clients et autres débiteurs	51 601 \$	65 761 \$	80 023 \$
Correction de valeur pour pertes liées aux ajustements des produits et aux pertes de crédit	(3 656)	(1 920)	(2 282)
Actifs sur contrat, déduction faite de la correction de valeur pour pertes liées aux ajustements des produits et aux pertes de crédit	47 945 \$	63 841 \$	77 741 \$

Les actifs sur contrat qui sont inclus dans les créances clients et autres débiteurs comprennent les paiements au titre des produits imprimés liés aux annuaires livrés qui ne sont pas encore exigibles par les clients et qui représentent le droit de la Société à une contrepartie pour les services fournis. Tout montant comptabilisé précédemment à titre d'actif sur contrat est reclassé dans les créances clients et autres débiteurs au moment où il est facturé au client.

Les variations des actifs sur contrat d'un exercice à l'autre se rapportent essentiellement aux variations des produits tirés des médias imprimés. Les produits liés aux obligations de prestation non remplies (ou à celles qui sont partiellement remplies à la date de clôture) devraient être comptabilisés en 2019.

Les passifs sur contrat sont des produits différés qui se rapportent essentiellement à la contrepartie anticipée reçue des clients pour lesquels les produits sont comptabilisés au fil du temps.

7. Commissions différées

	2018	2017 (données retraitées – note 2)
Aux 1 ^{er} janvier	16 879 \$	19 955 \$
Ajouts – coûts engagés pour obtenir des contrats	7 255	17 042
Amortissement comptabilisé dans les coûts d'exploitation	(15 616)	(20 118)
Aux 31 décembre	8 518 \$	16 879 \$

La Société comptabilise une charge pour les commissions versées liées au renouvellement de contrats dont les produits sont comptabilisés sur une période maximale de un an. Les coûts engagés pour obtenir des contrats liés aux commissions versées pour l'obtention de nouveaux contrats de ventes sont amortis de façon linéaire sur une période de deux ans, soit la période prévue de réalisation des avantages.

8. Contrats de location

8.1 En tant que preneur

La Société loue des bureaux, et les contrats ont habituellement une durée de 15 à 18 ans. Certains contrats de location comprennent une option de renouvellement du contrat pour une période additionnelle de cinq ans après la fin de la durée du contrat.

8.1.1 Actifs au titre du droit d'utilisation

	2018	2017
Aux 1 ^{er} janvier	50 644 \$	40 937 \$
Dotation à l'amortissement	(2 793)	(7 606)
Perte de valeur (reprise)	1 627	(8 066)
Acquisitions	1 180	25 901
Cession/transfert de l'investissement net dans des contrats de sous-location	(18 075)	(522)
Aux 31 décembre	32 583 \$	50 644 \$

Les actifs au titre du droit d'utilisation se composent presque entièrement d'espaces de bureaux.

8.1.2 Analyse des échéances – Flux de trésorerie non actualisés contractuels

	Au 31 décembre 2018	Au 31 décembre 2017 (données retraitées – note 2)
Moins de un an	10 097 \$	8 783 \$
De un an à cinq ans	34 084	39 631
Plus de cinq ans	82 566	100 860
Total de l'obligation liée à un contrat de location non actualisée	126 747 \$	149 274 \$

8.1.3 Obligations liées à des contrats de location

	Au 31 décembre 2018	Au 31 décembre 2017 (données retraitées – note 2)	Au 1 ^{er} janvier 2017 (données retraitées – note 2)
Obligations liées à des contrats de location	75 320 \$	86 179 \$	61 652 \$
Moins la tranche courante	4 352	1 888	9 045
Tranche non courante	70 968 \$	84 291 \$	52 607 \$

8.1.4 Montants comptabilisés dans les états du résultat net

Pour les exercices clos les	31 décembre 2018	31 décembre 2017 (données retraitées – note 2)
Dotation à l'amortissement pour les actifs au titre du droit d'utilisation	(2 793) \$	(7 606) \$
Charges d'intérêts sur les obligations liées à un contrat de location	(6 409) \$	(5 796) \$
Produits d'intérêts sur investissement dans des contrats de sous-location	216 \$	– \$

8.2 Investissement net dans des contrats de sous-location

La Société sous-loue des bureaux qu'elle louait depuis 2014, 2015 et 2017. La Société a classé ces contrats de sous-location à titre de contrats de location-financement, puisqu'ils couvrent la durée restante des contrats de location principaux respectifs.

8.2.1 Analyse des échéances – Flux de trésorerie non actualisés contractuels

	Au 31 décembre 2018	Au 31 décembre 2017 (données retraitées – note 2)
Moins de un an	919 \$	– \$
De un an à deux ans	870	–
De deux à trois ans	796	–
De trois à quatre ans	810	–
De quatre à cinq ans	817	–
Plus de cinq ans	9 468	–
Total des paiements de loyers à recevoir non actualisés	13 680 \$	– \$
Produits financiers non acquis	6 288	–
Investissement net dans des contrats de sous-location	7 392 \$	– \$

9. Immobilisations corporelles

					2018
	Matériel de bureau	Matériel informatique	Autre matériel	Améliorations locatives	Total
Coût					
Au 31 décembre 2017 (données retraitées)	26 213 \$	46 140 \$	683 \$	56 887 \$	129 923 \$
Acquisitions	85	1 161	–	–	1 246
Cessions, radiations et transferts	(6 186)	(4 249)	(191)	(5 551)	(16 177)
Au 31 décembre 2018	20 112 \$	43 052 \$	492 \$	51 336 \$	114 992 \$
Amortissement cumulé					
Au 31 décembre 2017 (données retraitées)	10 207 \$	35 697 \$	399 \$	32 654 \$	78 957 \$
Dotations à l'amortissement	2 067	4 288	115	2 883	9 353
Cessions, radiations et transferts	(178)	(1 424)	(181)	(1 053)	(2 836)
Au 31 décembre 2018	12 096 \$	38 561 \$	333 \$	34 484 \$	85 474 \$
Valeur comptable nette au 31 décembre 2018	8 016 \$	4 491 \$	159 \$	16 852 \$	29 518 \$
2017 (données retraitées – note 2)					
	Matériel de bureau	Matériel informatique	Autre matériel	Améliorations locatives	Total
Coût					
Au 31 décembre 2016	27 773 \$	41 689 \$	2 215 \$	43 183 \$	114 860 \$
Acquisitions	5 877	6 567	87	14 174	26 705
Perte de valeur	–	(348)	–	–	(348)
Cessions, radiations et transferts	(7 437)	(1 768)	(1 619)	(470)	(11 294)
Au 31 décembre 2017	26 213 \$	46 140 \$	683 \$	56 887 \$	129 923 \$
Amortissement cumulé					
Au 31 décembre 2016	16 021 \$	31 772 \$	1 684 \$	29 519 \$	78 996 \$
Dotations à l'amortissement	1 491	5 893	111	3 604	11 099
Perte de valeur	–	(222)	–	–	(222)
Cessions, radiations et transferts	(7 305)	(1 746)	(1 396)	(469)	(10 916)
Au 31 décembre 2017	10 207 \$	35 697 \$	399 \$	32 654 \$	78 957 \$
Valeur comptable nette au 31 décembre 2017	16 006 \$	10 443 \$	284 \$	24 233 \$	50 966 \$

10. Immobilisations incorporelles et goodwill

	2018						
	Marques de commerce et noms de domaine	Ententes de non-concurrence	Immobilisations incorporelles liées à la clientèle	Logiciels ¹	Total des immobilisations incorporelles	Goodwill	Total des immobilisations incorporelles et du goodwill
Coût							
Au 31 décembre 2017	110 518 \$	261 943 \$	10 698 \$	403 128 \$	786 287 \$	26 829 \$	813 116 \$
Acquisitions	-	-	-	13 605	13 605	-	13 605
Cessions, radiations et transferts	(19 829)	(2 274)	(10 698)	(34 766)	(67 567)	(26 829)	(94 396)
Au 31 décembre 2018	90 689 \$	259 669 \$	- \$	381 967 \$	732 325 \$	- \$	732 325 \$
Amortissement cumulé							
Au 31 décembre 2017	12 308 \$	261 218 \$	9 399 \$	310 010 \$	592 935 \$	- \$	592 935 \$
Dotation à l'amortissement	7 817	250	767	55 114	63 948	-	63 948
Cessions, radiations et transferts	(63)	(1 799)	(10 166)	(29 626)	(41 654)	-	(41 654)
Au 31 décembre 2018	20 062 \$	259 669 \$	- \$	335 498 \$	615 229 \$	- \$	615 229 \$
Valeur comptable nette au 31 décembre 2018	70 627 \$	- \$	- \$	46 469 \$	117 096 \$	- \$	117 096 \$
<hr/>							
	2017						
	Marques de commerce et noms de domaine	Ententes de non-concurrence	Immobilisations incorporelles liées à la clientèle	Logiciels ¹	Total des immobilisations incorporelles	Goodwill	Total des immobilisations incorporelles et du goodwill
Coût							
Au 31 décembre 2016	483 596 \$	381 494 \$	12 022 \$	384 874 \$	1 261 986 \$	45 342 \$	1 307 328 \$
Acquisitions	-	-	-	35 263	35 263	-	35 263
Perte de valeur	(360 578)	(119 551)	(1 358)	(8 400)	(489 887)	(18 513)	(508 400)
Cessions, radiations et transferts	(12 500)	-	34	(8 609)	(21 075)	-	(21 075)
Au 31 décembre 2017	110 518 \$	261 943 \$	10 698 \$	403 128 \$	786 287 \$	26 829 \$	813 116 \$
Amortissement cumulé							
Au 31 décembre 2016	22 104 \$	240 774 \$	7 078 \$	251 098 \$	521 054 \$	- \$	521 054 \$
Dotation à l'amortissement	2 704	20 444	2 321	68 791	94 260	-	94 260
Perte de valeur	-	-	-	(1 494)	(1 494)	-	(1 494)
Cessions, radiations et transferts	(12 500)	-	-	(8 385)	(20 885)	-	(20 885)
Au 31 décembre 2017	12 308 \$	261 218 \$	9 399 \$	310 010 \$	592 935 \$	- \$	592 935 \$
Valeur comptable nette au 31 décembre 2017	98 210 \$	725 \$	1 299 \$	93 118 \$	193 352 \$	26 829 \$	220 181 \$

¹ La valeur des logiciels en développement s'établissait à 7,7 M\$ (2017 – 15,6 M\$).

Dépréciation des immobilisations incorporelles et du goodwill

Comme la plupart des immobilisations incorporelles ne génèrent pas de rentrées de fonds qui sont dans une large mesure indépendantes de celles d'autres actifs ou d'un groupe d'actifs, la Société effectue le test de dépréciation de ses immobilisations incorporelles au niveau de l'UGT. Les UGT de la Société sont les suivantes : Pages Jaunes et Autre (comprend diverses UGT dont la valeur comptable des immobilisations incorporelles qui ont une durée d'utilité indéfinie n'est pas significative par rapport à la valeur comptable totale des immobilisations incorporelles qui ont une durée d'utilité indéfinie de la Société). Le goodwill a subi un test de dépréciation au niveau le plus bas au sein de la Société auquel le goodwill fait l'objet d'un suivi pour des besoins de gestion interne, soit l'UGT Autre.

2018

En raison des pertes de valeur comptabilisées à l'égard du goodwill au cours des exercices précédents et de la cession du goodwill restant en 2018 parallèlement à la vente de DPCF, la Société n'a plus de goodwill et d'immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée assujettis à un test de dépréciation annuel. Ainsi, en 2018, les immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée ont été soumises à une évaluation des indices de dépréciation, et aucun autre test de dépréciation n'a été requis.

Pages Jaunes Limitée a cumulé des pertes de valeur sur les immobilisations incorporelles, le goodwill et les immobilisations corporelles de 1 379,6 M\$, 5 866,3 M\$ et 21,9 M\$, respectivement.

2017

Au cours du quatrième trimestre de 2017, la Société a mené à terme son analyse de dépréciation annuelle et évalué la recouvrabilité de ses actifs attribués à ses UGT. La Société a calculé la valeur recouvrable de ses UGT au moyen de méthodes d'évaluation cohérentes par rapport à celles utilisées pour les périodes précédentes. La valeur recouvrable a été établie comme étant la valeur la plus élevée obtenue au moyen des méthodes d'évaluation de la juste valeur diminuée des coûts de sortie et de la valeur d'utilité, toutes deux fondées sur des estimations au titre des flux de trésorerie futurs actualisés.

En raison d'une insuffisance des produits dans les UGT Pages Jaunes et Autre par rapport aux estimations précédentes et de l'incertitude à l'égard des tendances futures à long terme, la Société a révisé ses estimations relatives aux flux de trésorerie futurs sur la base des récentes tendances historiques. Parallèlement, la Société a comptabilisé une perte de valeur de 480,0 M\$ au sein de l'UGT Pages Jaunes et une perte de valeur de 20,0 M\$ d'une entreprise au sein de l'UGT Autre, puisque la valeur comptable de ces UGT excédait leur valeur recouvrable. La perte de valeur a principalement été portée en diminution des marques de commerce et des ententes de non-concurrence de l'UGT Pages Jaunes, et principalement du goodwill de l'UGT Autre. La valeur recouvrable de l'UGT Pages Jaunes et de l'UGT Autre, compte tenu de la perte de valeur, s'élevait à 242,0 M\$ et à 145,0 M\$, respectivement.

Valeurs comptables et autres hypothèses

Les flux de trésorerie au-delà des projections sur cinq ans représentaient le résultat d'extrapolations selon les taux de croissance à l'infini indiqués dans le tableau ci-dessous. Le tableau suivant présente la répartition de la valeur comptable des immobilisations incorporelles par UGT ou groupe d'UGT au 31 décembre 2017, avant les charges pour perte de valeur, et les autres hypothèses clés utilisées pour les calculs de la valeur recouvrable dans le cadre des tests de dépréciation effectués le 31 décembre 2017 :

	Au 31 décembre 2017 ¹		
	Pages Jaunes	Autres	Total
Valeur comptable des immobilisations incorporelles et du goodwill par UGT			
Marques de commerce et noms de domaine	426 462 \$	30 362 \$	456 824 \$
Marques de commerce et noms de domaine d'une durée de vie déterminée	890	1 074	1 964
Ententes de non-concurrence	119 423	853	120 276
Immobilisations incorporelles liées à la clientèle	–	2 657	2 657
Logiciels	84 886	8 232	93 118
Goodwill	–	45 342	45 342
Valeur comptable totale des immobilisations incorporelles et du goodwill par UGT	631 661 \$	88 520 \$	720 181 \$

¹ Avant la charge pour perte de valeur de 500,0 M\$, comme expliqué ci-dessus.

	Pages Jaunes	Autre	Total
Hypothèses clés			
Taux de croissance à l'infini			
31 décembre 2017	-15 % à -5 %	3 % à 4,5 %	-15 % à 4,5 %
Taux d'actualisation – après impôt ¹			
31 décembre 2017	9,1 % à 14 %	14 % à 20 %	9,1 % à 20 %

¹ La méthode de la juste valeur diminuée des coûts de sortie utilisée en 2017 exige l'utilisation d'un taux après impôt.

11. Fournisseurs et autres créditeurs

	Au 31 décembre 2018	Au 31 décembre 2017	Au 1 ^{er} janvier 2017
Fournisseurs	30 040 \$	59 584 \$	60 301 \$
Intérêts courus sur la dette à long terme et les débetures échangeables	3 567	6 915	3 169
Charges liées aux salaires	5 086	7 993	7 075
Régimes incitatifs à long terme	2 287	3 181	4 667
Autres charges à payer	6 540	5 954	4 282
	47 520 \$	83 627 \$	79 494 \$

12. Provisions

Pages Jaunes Limitée a comptabilisé des frais de restructuration et autres charges de 15,9 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 (2017 – 34,4 M\$), qui comprennent des frais de restructuration de 32,0 M\$ attribuables essentiellement aux réductions de la main-d'œuvre, contrebalancés par l'incidence de 14,1 M\$ du règlement favorable d'un litige relatif à une obligation contractuelle avec un fournisseur. En outre, les frais de restructuration ont été contrebalancés par un recouvrement net de 2,0 M\$ découlant de recouvrements plus favorables que prévu sur les contrats de location, lui-même contrebalancé en partie par la perte de valeur des actifs au titre du droit d'utilisation et des coûts d'exploitation futurs pour les contrats de location liés à des fermetures de bureaux.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017, Pages Jaunes Limitée a comptabilisé des frais de restructuration et autres charges de 34,4 M\$ liés principalement aux réorganisations internes, aux réductions de la main-d'œuvre ainsi qu'aux contrats de location liés à des fermetures de bureaux.

Les provisions pour frais de restructuration et autres charges représentent la valeur actualisée de la meilleure estimation quant à la sortie future d'avantages économiques qui seront nécessaires pour régler les provisions. Ces dernières pourraient varier en raison de nouveaux événements susceptibles d'influer sur les indemnités et les charges qui devront être versées.

Les autres provisions se rapportent surtout aux congés rémunérés et aux régimes incitatifs à court terme.

	Provisions pour restructuration	Provisions pour autres charges	Autres provisions	Total des provisions
Au 31 décembre 2017 (données retraitées – note 2)	10 081 \$	20 474 \$	23 076 \$	53 631 \$
Charges (recouvrement) ¹	30 838	(11 318)	25 467	44 987
Paiements	(31 788)	(4 570)	(19 286)	(55 644)
Cessions	–	–	(3 491)	(3 491)
Au 31 décembre 2018	9 131 \$	4 586 \$	25 766 \$	39 483 \$
Moins la tranche courante	8 384	3 710	25 579	37 673
Tranche non courante	747 \$	876 \$	187 \$	1 810 \$

¹ Les frais de restructuration et autres charges de 15,9 M\$ dans l'état du résultat net comprennent un recouvrement net de 3,6 M\$ sans effet sur la provision.

13. Avantages postérieurs à l'emploi

Pages Jaunes Limitée dispose de régimes de retraite composés d'un volet à prestations définies et d'un volet à cotisations définies qui couvrent la quasi-totalité de ses employés. Pages Jaunes Limitée maintient des régimes de retraite à prestations définies supplémentaires sans capitalisation à l'intention de certains dirigeants, en plus de régimes d'avantages complémentaires de retraite et postérieurs à l'emploi (les « avantages complémentaires ») offerts à la quasi-totalité de ses employés.

Les régimes de retraite à prestations définies exposent habituellement la Société à des risques actuariels, comme le risque d'investissement, le risque de taux d'intérêt, le risque de longévité et le risque lié au salaire.

Risque d'investissement	La valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies est calculée en utilisant un taux d'actualisation déterminé par référence au rendement des obligations de sociétés de première qualité; si le rendement réel des actifs des régimes est inférieur à ce taux, un déficit sera généré. Actuellement, les régimes suivent une stratégie de placement relativement équilibrée entre des titres de capitaux propres et des instruments d'emprunt. Étant donné que l'obligation au titre des prestations définies est à long terme par nature, le comité de retraite juge approprié d'investir une part raisonnable des actifs dans des instruments de capitaux propres afin de maximiser le rendement.
Risque de taux d'intérêt	Une diminution du taux d'intérêt sur les obligations accroîtra l'obligation au titre des prestations définies, particulièrement sur une base de solvabilité. Par contre, même si une augmentation du rendement des placements des régimes de retraite à prestations définies atténuera partiellement cette augmentation; l'incidence pourrait être notable, étant donné que le passif des régimes est sensible aux variations des taux d'intérêt.
Risque de longévité	La valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies est calculée en fonction des estimations des taux de mortalité chez les participants aux régimes, pendant et après l'emploi. Toute augmentation de l'espérance de vie des participants aux régimes aura pour effet de faire augmenter l'obligation au titre des prestations définies.
Risque d'inflation	La valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies est calculée en fonction du taux d'inflation. Ainsi, toute augmentation du taux d'inflation plus marquée que prévu aura pour effet de faire augmenter le passif des régimes à prestations définies.

La valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies et le coût connexe des services rendus au cours de l'exercice et des services passés ont été évalués selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Ils sont fondés sur l'évaluation actuarielle et le calcul de la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies qui ont été effectués par Morneau Shepell, Fellows de l'Institut canadien des actuaires et de la Société des actuaires au 31 décembre 2017 et qui ont fait l'objet d'extrapolations au 31 décembre 2018. Aux fins de capitalisation, une évaluation actuarielle du volet à prestations définies des régimes de retraite de Pages Jaunes a également été effectuée au 31 décembre 2017. L'évaluation actuarielle des avantages complémentaires a été effectuée au 31 décembre 2018.

La variation des obligations au titre des prestations définies et de la juste valeur des actifs ainsi que le rapprochement de la situation de capitalisation des régimes de retraite à prestations définies et du montant comptabilisé dans les états consolidés de la situation financière aux 31 décembre 2018 et 2017 se présentent comme suit :

	Au 31 décembre 2018		Au 31 décembre 2017	
	Prestations de retraite ¹	Avantages complémentaires	Prestations de retraite ¹	Avantages complémentaires
Juste valeur des actifs des régimes au début de l'exercice	507 022 \$	– \$	506 913 \$	– \$
Cotisations de l'employeur	8 119	2 152	16 654	2 056
Cotisations des employés	868	–	1 244	–
Produits d'intérêts	16 594	–	18 512	–
Rendement des actifs des régimes, excluant les produits d'intérêts (gains actuariels)	(24 169)	–	25 349	–
Prestations versées	(43 614)	(2 152)	(45 289)	(2 056)
Actifs distribués à la liquidation	(20 318)	–	(15 511)	–
Frais d'administration	(641)	–	(850)	–
Juste valeur des actifs des régimes à la fin de l'exercice	443 861 \$	– \$	507 022 \$	– \$
Obligations au titre des prestations constituées au début de l'exercice	611 163 \$	39 231 \$	622 450 \$	38 635 \$
Coût des services rendus au cours de l'exercice	4 313	18	5 496	23
Cotisations des employés	868	–	1 244	–
Prestations versées	(43 614)	(2 152)	(45 289)	(2 056)
Obligations au titre des prestations définies éteintes à la liquidation	(18 679)	–	(13 956)	–
Coût financier	20 249	1 330	22 772	1 409
Économie sur coûts des services passés	(634)	(250)	(188)	(34)
(Gains actuariels) pertes actuarielles découlant de ce qui suit :				
Ajustements liés à l'expérience	2 058	928	(3 243)	–
Changements dans les hypothèses financières	(32 618)	(5 998)	21 877	1 254
Obligations au titre des prestations définies à la fin de l'exercice	543 106 \$	33 107 \$	611 163 \$	39 231 \$
Obligation nette au titre des prestations définies	(99 245) \$	(33 107) \$	(104 141) \$	(39 231) \$

¹ Comprennent les régimes de retraite à prestations définies supplémentaires sans capitalisation.

Bien que l'ensemble des régimes de retraite ne soit pas considéré comme entièrement capitalisé à des fins de présentation de l'information financière, les régimes de retraite agréés sont capitalisés conformément aux règlements prescrits applicables en matière de financement régissant les régimes de retraite individuels.

Le tableau qui suit présente les principales hypothèses adoptées pour mesurer les obligations de Pages Jaunes Limitée en ce qui a trait aux prestations de retraite et aux avantages complémentaires aux 31 décembre 2018 et 2017.

	Au 31 décembre 2018		Au 31 décembre 2017	
	Prestations de retraite	Avantages complémentaires	Prestations de retraite	Avantages complémentaires
Obligation au titre des avantages postérieurs à l'emploi				
Taux d'actualisation à la fin de l'exercice	3,80 %	3,80 %	3,50 %	3,50 %
Taux d'augmentation de la rémunération ¹	1,90 %	s.o.	2,25 %	s.o.
Taux d'inflation	1,40 %	2,00 %	1,75 %	1,75 %
Coûts nets des régimes d'avantages				
Taux d'actualisation (coût des services rendus au cours de l'exercice) à la fin de l'exercice précédent	3,50 %	3,50 %	4,00 %	3,75 %
Taux d'actualisation (charges d'intérêts) à la fin de l'exercice précédent	3,50 %	3,50 %	3,75 %	3,75 %
Taux d'augmentation de la rémunération ¹	2,25 %	s.o.	2,25 %	s.o.
Taux d'inflation	1,75 %	1,75 %	1,75 %	2,00 %
Durée moyenne pondérée (en années)	14	12	15	13

¹ Au 31 décembre 2018 : taux de 1,40 % majoré d'une échelle liée à la productivité, au mérite et à l'avancement; au 31 décembre 2017 : taux de 1,75 % majoré d'une échelle liée à la productivité, au mérite et à l'avancement.

Aux fins de l'évaluation, le coût réel par personne des soins médicaux couverts a été utilisé pour 2018. Le taux de croissance du coût des soins médicaux est présumé s'établir à 5,28 % pour les cinq prochaines années, puis diminuer de façon linéaire pour se situer à 3,42 % d'ici 2040 et demeurer à ce niveau par la suite. Pour les soins dentaires, le coût réel par personne a été utilisé pour 2018. Le taux de croissance du coût des soins dentaires est présumé s'établir à 4,00 % pour les cinq prochaines années, puis diminuer de façon linéaire pour se situer à 3,57 % d'ici 2040 et demeurer à ce niveau par la suite.

Le tableau suivant indique dans quelle mesure des changements raisonnablement susceptibles de se produire dans chacune des principales hypothèses actuarielles auraient eu une incidence sur l'obligation au titre des prestations définies au 31 décembre 2018 :

	Prestations de retraite	Avantages complémentaires
Baisse de 0,25 % du taux d'actualisation à la fin de l'exercice	20 055 \$	1 002 \$
Hausse de 0,25 % du taux d'inflation	6 719 \$	– \$
Hausse de 1 % des taux tendanciels du coût des soins de santé	s.o. \$	2 321 \$

Les coûts nets des régimes d'avantages présentés dans l'état du résultat net incluent les composantes suivantes :

Pour les exercices clos les 31 décembre	2018		2017	
	Prestations de retraite	Avantages complémentaires	Prestations de retraite	Avantages complémentaires
Coût des services rendus au cours de l'exercice ¹	4 313 \$	18 \$	5 496 \$	23 \$
Frais d'administration ¹	641	–	850	–
Économie sur coûts des services passés ²	(634)	(250)	(188)	(34)
Perte à la liquidation ²	1 639	–	1 555	–
Coût des services ¹	5 959 \$	(232) \$	7 713 \$	(11) \$
Coût financier	20 249 \$	1 330 \$	22 772 \$	1 409 \$
Produits d'intérêts	(16 594)	–	(18 512)	–
Intérêts nets sur l'obligation nette au titre des prestations définies (note 21)	3 655 \$	1 330 \$	4 260 \$	1 409 \$
Coûts nets des régimes d'avantages comptabilisés dans l'état du résultat net	9 614 \$	1 098 \$	11 973 \$	1 398 \$
(Gains actuariels) pertes actuarielles comptabilisé(e)s dans les autres éléments du résultat global	(6 391) \$	(5 070) \$	(6 715) \$	1 254 \$
Total des coûts nets (économies nettes) des régimes d'avantages pour les régimes à prestations définies de Pages Jaunes (« PJ »)	3 223 \$	(3 972) \$	5 258 \$	2 652 \$
Coûts nets des régimes d'avantages pour les régimes à cotisations définies de PJ ¹	3 887	–	5 939	–
Total des coûts nets (économies nettes) des régimes d'avantages	7 110 \$	(3 972) \$	11 197 \$	2 652 \$

¹ Compris dans les coûts d'exploitation.

² Comprise dans les frais de restructuration et autres charges.

En raison des réductions de la main-d'œuvre au cours des exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017, le nombre d'employés couverts par les régimes de retraite a diminué, et ces restructurations ont donné lieu à une économie sur coûts des services passés au 30 novembre 2018, au 31 mai 2018, au 16 janvier 2018, au 29 novembre 2017 et au 31 mars 2017. Les actifs distribués à la liquidation et l'obligation au titre des prestations définies éteinte à la liquidation, qui s'élèvent à 20,3 M\$ et à 18,7 M\$, respectivement, pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 correspondent à la valeur des rentes versée à même les actifs du régime et à l'obligation comptabilisée pour les participants licenciés dans le cadre des restructurations précédentes. La différence entre ces deux montants représente la perte à la liquidation de 1,6 M\$ comptabilisée en 2018.

Les actifs des régimes se composent principalement de titres canadiens et étrangers, d'obligations de gouvernements et de sociétés, de débentures et de prêts hypothécaires garantis. Les actifs des régimes sont détenus en fiducie et leur répartition se présentait comme suit aux 31 décembre 2018 et 2017 :

(en pourcentage – %)	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Juste valeur des actifs des régimes :		
Obligations et débentures canadiennes	0,0	12,5
Actions ordinaires canadiennes	0,0	8,0
Parts de fonds de placement		
Fonds d'actions canadiennes	8,0	22,0
Fonds d'actions mondiales	33,0	30,5
Fonds d'actions de marchés émergents	14,5	0,0
Fonds à revenu fixe canadiens	44,5	27,0

Aux 31 décembre 2018 et 2017, les titres de participation cotés en Bourse n'incluaient pas directement d'actions de Pages Jaunes Limitée.

Les paiements en trésorerie versés par Pages Jaunes Limitée au titre des régimes de retraite et des avantages complémentaires ont totalisé 14,5 M\$ en 2018 (2017 – 25,0 M\$). Les paiements en trésorerie au titre des régimes de retraite et des avantages complémentaires devraient s'élever à environ 10,4 M\$ en 2019.

La politique de financement de Pages Jaunes Limitée consiste à verser des cotisations à ses régimes de retraite en se fondant sur diverses méthodes d'évaluation actuarielle, comme le permettent les organismes de réglementation en matière de régimes de retraite. Pages Jaunes Limitée a la responsabilité de financer adéquatement ses régimes. Les cotisations reflètent les hypothèses actuarielles concernant le rendement futur des placements, les projections salariales et les avantages liés aux services futurs.

Pages Jaunes Limitée a également comptabilisé une charge au titre des régimes de retraite provinciaux et fédéral et des régimes d'États de 5,7 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 (2017 – 8,6 M\$).

Au 31 décembre 2018, Pages Jaunes Limitée a comptabilisé un solde cumulé de 57,7 M\$, déduction faite de l'impôt sur le résultat de 18,8 M\$ au titre des pertes actuarielles dans les autres éléments du résultat global.

14. Billets garantis de premier rang

Les billets garantis de premier rang comprennent les éléments suivants :

	Au 31 décembre 2018	Au 31 décembre 2017 (données retraitées – note 2)	Au 1 ^{er} janvier 2017 (données retraitées – note 2)
Montant en capital des billets garantis de premier rang à 10,00 %	170 231 \$	315 000 \$	– \$
Montant en capital des billets garantis de premier rang à 9,25 %	–	–	309 669
Moins la désactualisation non comptabilisée	2 742	6 102	–
	167 489 \$	308 898 \$	309 669 \$
Moins la tranche courante ¹	90 000	54 939	75 161
Tranche non courante	77 489 \$	253 959 \$	234 508 \$

¹ La tranche courante des billets garantis de premier rang à 10,00 % pourrait varier en vertu de la clause des flux de trésorerie excédentaires et de l'exigence du maintien d'un solde de trésorerie minimal le dernier jour de la période de rachat obligatoire, en vertu de l'acte de fiducie régissant les billets garantis de premier rang à 10,00 %.

Emprunt garanti par des actifs

En août 2013, la Société a conclu, par l'entremise de sa filiale Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, un emprunt garanti par des actifs de 50 M\$, d'une durée de cinq ans, arrivant à échéance en août 2018. Le 19 octobre 2017, Pages Jaunes Limitée a conclu une convention de garantie et d'emprunt modifiée et mise à jour prorogeant la durée de l'emprunt garanti par des actifs jusqu'en août 2022. Cet emprunt est affecté aux besoins généraux de l'entreprise. L'emprunt garanti par des actifs permet à la Société d'avoir accès à des fonds sous la forme de prêts au taux préférentiel, de prêts au taux des acceptations bancaires ou de lettres de crédit. L'emprunt est soumis à une réserve disponible de 5,0 M\$ si le ratio de couverture des charges fixes de la Société est inférieur à 1,1 fois pour les douze derniers mois. Au 31 décembre 2018, le ratio de couverture des charges fixes de la Société était inférieur à 1,1 fois et la Société avait des lettres de crédit de 4,4 M\$ émises et en circulation en vertu de l'emprunt garanti par des actifs et une insuffisance de 9,9 M\$ au titre des biens affectés en garantie admissibles. Par conséquent, une tranche de 30,7 M\$ de l'emprunt garanti par des actifs était disponible au 31 décembre 2018. L'intérêt est calculé soit en fonction du taux des acceptations bancaires, soit en fonction du taux préférentiel majoré d'une marge applicable.

La convention d'emprunt régissant l'emprunt garanti par des actifs contient des clauses restrictives, notamment des restrictions quant à la création de dette additionnelle, au paiement de dividendes et autres paiements, à la création de privilèges, aux transactions de cession-bail, aux fusions, aux regroupements et aux ventes d'actif ainsi qu'à certaines transactions avec des entreprises liées et à leurs activités d'exploitation.

Au 31 décembre 2018, la Société respectait toutes les clauses restrictives de la convention d'emprunt régissant l'emprunt garanti par des actifs.

Billets garantis de premier rang à 10,00 %

Le 19 octobre 2017, Pages Jaunes Limitée, par l'entremise de sa filiale entièrement détenue Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, a émis des billets garantis de premier rang à 10,00 % d'un montant total en capital de 315 M\$ (les « billets ») échéant le 1^{er} novembre 2022, à un prix d'émission de 980 \$ par tranche de 1 000 \$ de capital des billets, soit un escompte de 6,3 M\$. Les billets porteront intérêt à compter du 19 octobre 2017 au taux de 10,00 % par année, payable à terme échu en versements semestriels le 1^{er} mai et le 1^{er} novembre de chaque année à compter du 1^{er} mai 2018.

Rachat obligatoire

Aux termes de l'acte de fiducie régissant les billets, la Société doit utiliser un montant équivalant à 100 % de ses flux de trésorerie excédentaires consolidés et de tout produit net de la vente d'actifs désigné pour la dernière période de rachat obligatoire pour racheter semestriellement, le dernier jour de mai et de novembre de chaque année à compter du 31 mai 2018, les billets à un prix de rachat équivalant à 100 % du capital, à la condition que la Société maintienne un solde de trésorerie minimal de 20 M\$ le dernier jour de la période de rachat obligatoire. La Société doit utiliser 75 % de ses flux de trésorerie excédentaires consolidés pour racheter les billets si le ratio de levier financier consolidé le dernier jour de la période de rachat obligatoire n'est pas plus élevé que 1,5:1. Les flux de trésorerie excédentaires, selon la définition qui en est donnée dans l'acte de fiducie régissant les billets, désignent les flux de trésorerie ajustés provenant des activités d'exploitation, ajustés pour tenir compte des éléments suivants, tels qu'ils sont présentés dans le tableau consolidé des flux de trésorerie de la Société : les dépenses d'investissement, sous réserve de certains montants maximaux, tel qu'il est prescrit dans l'acte de fiducie régissant les billets, le remboursement des billets autrement que dans le cadre d'un rachat obligatoire et tous les paiements en capital effectués au titre des obligations liées à un contrat de location de la Société. En 2018, la Société a effectué des paiements totaux de 144,8 M\$ pour le rachat obligatoire du capital des billets.

Rachat optionnel

Du 1^{er} novembre 2018 au 31 octobre 2019, la Société pourra, à son gré, racheter une partie ou la totalité des billets, à un prix équivalant à 102 % du montant en capital total plus les intérêts courus et impayés. Du 1^{er} novembre 2019 au 31 octobre 2020, la Société pourra, à son gré, racheter une partie ou la totalité des billets, à un prix équivalant à 101 % du montant en capital total plus les intérêts courus et impayés. À compter du 1^{er} novembre 2020, la Société pourra, à son gré, racheter une partie ou la totalité des billets, à un prix équivalant à 100 % du montant en capital total plus les intérêts courus et impayés.

Les billets sont garantis par Pages Jaunes Limitée et par ses filiales, à l'exception de Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, qui est l'émetteur des billets (collectivement, les « cautions »), ainsi que par des charges et des sûretés réelles de premier rang, sous réserve de certaines charges autorisées, grevant la quasi-totalité des actifs (autres que les actifs qui servent à garantir l'emprunt garanti par des actifs de la Société) détenus actuellement ou acquis ultérieurement par Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée et les cautions ainsi que par des charges et des sûretés réelles de deuxième rang, sous réserve de certaines charges autorisées, grevant les actifs qui servent à garantir l'emprunt garanti par des actifs. Les billets constituent des obligations garanties de premier rang de Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée. Les billets ont égalité de rang de paiement avec toute dette de Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée qui n'est pas expressément subordonnée au rang de paiement des billets et ils sont de rang supérieur au rang de paiement de toute dette subordonnée existante et future de Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée.

Certaines clauses restrictives

L'acte de fiducie régissant les billets limite la capacité de la Société ou a une incidence sur la capacité de celle-ci à, entre autres, contracter une dette additionnelle, verser des dividendes ou autres distributions ou racheter ou rembourser certains titres d'emprunt ou capital social, contracter des emprunts ou faire des investissements, vendre des actifs, créer certains privilèges, effectuer des transactions avec des sociétés liées et consolidées, fusionner ou vendre la totalité ou la quasi-totalité de ses actifs. De telles clauses restrictives sont assujetties à certaines restrictions et exceptions, tel qu'il est prescrit par l'acte de fiducie régissant les billets.

Au 31 décembre 2018, la Société respectait toutes les clauses restrictives en vertu de l'acte de fiducie régissant les billets.

15. Débentures échangeables

	Au 31 décembre 2018	Au 31 décembre 2017 (données retraitées – note 2)	Au 1 ^{er} janvier 2017 (données retraitées – note 2)
Montant en capital des débentures échangeables	107 089 \$	107 089 \$	107 089 \$
Moins les intérêts non comptabilisés	10 910	13 022	14 915
	96 179 \$	94 067 \$	92 174 \$

Le 20 décembre 2012, la Société a émis, par l'entremise de sa filiale Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, 107,5 M\$ de débentures échangeables subordonnées de premier rang (« débentures échangeables ») échéant le 30 novembre 2022. Les débentures échangeables portent intérêt au taux de 8 % par année si, pour la période d'intérêt applicable, le paiement est en trésorerie, ou au taux de 12 % par année si la Société choisit d'effectuer un paiement en nature des intérêts sur la totalité ou une partie des débentures échangeables en circulation, c'est-à-dire de payer les intérêts en débentures échangeables additionnelles. Les intérêts sur les débentures échangeables sont payables semestriellement, à terme échu, en versements égaux le dernier jour de mai et de novembre de chaque année. La juste valeur initiale des débentures échangeables au 20 décembre 2012 s'établissait à 91,6 M\$.

Les débentures échangeables sont des obligations subordonnées de premier rang non garanties de Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée. Les débentures échangeables sont inconditionnellement garanties par des cautionnements subordonnés non garantis fournis par Pages Jaunes Limitée et par toutes ses filiales assujetties à des restrictions (selon la définition qui en est donnée dans l'acte de fiducie régissant les débentures échangeables).

L'acte de fiducie régissant les débentures échangeables contient des clauses restrictives, notamment des restrictions quant à la création d'une dette additionnelle, au paiement de dividendes et autres restrictions de paiement, à la création de privilèges, aux transactions de cession-bail, aux fusions, aux regroupements et aux ventes d'actifs, ainsi qu'à certaines transactions avec des entreprises liées. L'acte de fiducie ne contient pas l'obligation de maintenir des ratios financiers. Les restrictions quant aux ratios financiers s'appliquent seulement lors de la création d'une dette ou d'autres transactions.

Au 31 décembre 2018, la Société respectait toutes les clauses restrictives en vertu de l'acte de fiducie régissant les débentures échangeables.

Option d'échange

Les débentures échangeables sont échangeables au gré du détenteur contre de nouvelles actions ordinaires, en tout temps, à un prix d'échange par action ordinaire de 19,04 \$, sous réserve d'un ajustement pour transactions précisées. L'option de conversion était évaluée à 3,6 M\$, déduction faite de l'impôt sur le résultat de 1,3 M\$, à la date de l'émission et est comprise dans les capitaux propres. La composante passif est désactualisée, de sorte que le passif à l'échéance sera égal au capital, moins les échanges.

Rachat optionnel

La Société peut, en tout temps à partir de la date à laquelle la totalité des billets garantis de premier rang ont été intégralement payés, racheter la totalité ou une partie des débentures échangeables à son gré, sur préavis de 30 à 60 jours, à un prix de rachat égal à :

- 110 % du capital, plus les intérêts courus et impayés à la date de rachat, le cas échéant, si le rachat est effectué avant le 31 mai 2021;
- 100 % du capital, plus les intérêts courus et impayés à la date de rachat, le cas échéant, si le rachat est effectué le 31 mai 2021 ou après cette date.

L'option de rachat en trésorerie correspond à la définition d'un dérivé incorporé et est comptabilisée à la juste valeur dans les états consolidés de la situation financière, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les charges financières. La juste valeur au 31 décembre 2018 était de néant (2017 – néant).

16. Impôt sur le résultat

Le tableau qui suit présente un rapprochement de l'impôt sur le résultat aux taux prévus par la loi au Canada et de l'impôt sur le résultat inscrit.

	Pour les exercices clos les 31 décembre	
	2018	2017 (données retraitées – note 2)
Bénéfice (perte) avant impôt sur le résultat et perte liée à une participation dans une entité contrôlée conjointement	52 009 \$	(528 954) \$
Taux d'imposition combiné fédéral et provincial au Canada ¹	26,94 %	26,80 %
Charge (économie) d'impôt sur le résultat aux taux prévus par la loi	14 011 \$	(141 755) \$
Augmentation (diminution) résultant des éléments suivants :		
Règlement de positions fiscales incertaines	(37 074)	–
Comptabilisation d'attributs fiscaux non comptabilisés auparavant	(8 512)	–
Charges non déductibles aux fins de l'impôt	492	913
Modification des estimations liées aux périodes antérieures	283	–
Attributs fiscaux et différences temporaires déductibles non comptabilisés de l'exercice considéré ²	–	134 509
Reprise des attributs fiscaux et des différences temporaires déductibles des exercices précédents ²	–	69 757
(Économie) charge d'impôt sur le résultat	(30 800) \$	63 424 \$

¹ Le taux d'imposition combiné applicable prévu par la loi a augmenté de 0,14 %, principalement en raison de la répartition provinciale des revenus gagnés, de la diminution des taux d'imposition prévus par la loi du Québec et de l'augmentation du taux d'imposition prévu par la loi en Colombie-Britannique et en Saskatchewan.

² Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017, la Société a comptabilisé une charge d'impôt sur le résultat de 63,4 M\$, qui comprend une économie d'impôt sur le résultat de 134,5 M\$ et une provision pour moins-value du même montant liée à une perte de valeur de 500 M\$ de certaines immobilisations incorporelles et du goodwill comptabilisée au quatrième trimestre de 2017. De plus, au quatrième trimestre de 2017, la Société a comptabilisé une reprise d'attributs fiscaux et de différences temporaires déductibles, qui représentent une charge d'impôt sur le résultat d'environ 70,0 M\$.

(L'économie) la charge d'impôt sur le résultat se présente comme suit :

	Pour les exercices clos les 31 décembre	
	2018	2017 (données retraitées – note 2)
Exigible	2 348 \$	(101) \$
Différée	(33 148)	63 525
	(30 800) \$	63 424 \$

Les (actifs) passifs d'impôt différé relatifs aux éléments suivants s'établissent comme suit :

	Coûts de financement différés	Report en avant de pertes autres qu'en capital	Produits différés	Avantages postérieurs à l'emploi	Charges à payer	Immobilisations corporelles et avantages incitatifs relatifs à un bail	Débitures échangeables	Immobilisations incorporelles	(Actifs) passifs d'impôt différé, montant net
Solde au 31 décembre 2017 (données retraitées – note 2)	3 732 \$	(5 504) \$	(3 164) \$	(41 490) \$	(10 850) \$	11 507 \$	3 610 \$	63 774 \$	21 615 \$
Acquisitions (cessions)	–	–	–	417	–	9	–	(7 692)	(7 266)
Charge (économie) inscrite dans l'état du résultat net	(1 334)	(10 765)	3 164	31 411	10 850	(11 516)	(567)	(54 391)	(33 148)
Charge incluse dans les autres éléments du résultat global	–	–	–	3 088	–	–	–	(21)	3 067
Autres	–	–	–	–	–	–	–	(1 670)	(1 670)
Solde au 31 décembre 2018	2 398 \$	(16 269) \$	– \$	(6 574) \$	– \$	– \$	3 043 \$	– \$	(17 402) \$

	Coûts de financement différés	Report en avant de pertes autres qu'en capital	Produits différés	Avantages postérieurs à l'emploi	Charges à payer	Immobilisations corporelles et avantages incitatifs relatifs à un bail	Débitures échangeables	Immobilisations incorporelles	(Actifs) passifs d'impôt différé, montant net
Solde au 31 décembre 2016, présenté précédemment	(574) \$	(26 674) \$	(4 039) \$	(45 734) \$	(8 244) \$	17 655 \$	4 104 \$	11 468 \$	(52 038) \$
Ajustement au titre d'IFRS 15 et d'IFRS 16 (note 2)			10 599					(1 667)	8 932
Solde retraité au 31 décembre 2016	(574)	(26 674)	6 560	(45 734)	(8 244)	17 655	4 104	9 801	(43 106)
Charge (économie) inscrite dans l'état du résultat net	4 306	21 170	(9 724)	3 048	(2 606)	(6 148)	(494)	53 973	63 525
Charge incluse dans les autres éléments du résultat global	–	–	–	1 196	–	–	–	–	1 196
Solde au 31 décembre 2017 (données retraitées)	3 732 \$	(5 504) \$	(3 164) \$	(41 490) \$	(10 850) \$	11 507 \$	3 610 \$	63 774 \$	21 615 \$

Au 31 décembre 2018, la Société et ses filiales n'avaient comptabilisé aucun actif d'impôt différé relativement à des pertes d'exploitation à l'étranger de 200,9 M\$, à des pertes autres qu'en capital au Canada de 24,6 M\$, venant toutes deux à expiration progressivement entre 2028 et 2038 et à des pertes en capital au Canada de 18,5 M\$ pouvant être utilisées pour une durée indéfinie.

Au 31 décembre 2018, la Société et ses filiales n'avaient pas comptabilisé les différences temporaires déductibles de 897,8 M\$.

17. Capital social

Actions ordinaires émises

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018	Nombre d'actions	Montant
Solde au 31 décembre 2017	28 075 306	4 031 685 \$
Échange de bons de souscription d'actions ordinaires	2	–
Solde au 31 décembre 2018	28 075 308	4 031 685 \$

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017	Nombre d'actions	Montant
Solde au 31 décembre 2016	28 075 304	4 031 685 \$
Échange de bons de souscription d'actions ordinaires	2	–
Solde au 31 décembre 2017	28 075 306	4 031 685 \$

Bons de souscription

Le 20 décembre 2012, la Société a émis 2 995 506 bons de souscription d'actions ordinaires (les « bons de souscription »).

Au cours de chacun des exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017, deux bons de souscription ont été exercés contre deux actions ordinaires de Pages Jaunes Limitée. La Société avait un total de 2 995 484 et de 2 995 486 bons de souscription en circulation aux 31 décembre 2018 et 2017, respectivement.

Chaque bon de souscription est transférable et confère à son détenteur le droit d'acheter une nouvelle action ordinaire de Pages Jaunes Limitée, à un prix d'exercice de 28,16 \$ par bon de souscription payable en trésorerie, en tout temps d'ici le 20 décembre 2022 inclusivement. La juste valeur des bons de souscription au 20 décembre 2012 s'établissait à 1,5 M\$.

La juste valeur des bons de souscription a été calculée au moyen d'un modèle binomial d'évaluation des options, en se fondant sur les hypothèses suivantes :

Taux d'intérêt sans risque	2,27 %
Durée de vie prévue	10 ans
Date d'expiration	20 décembre 2022
Volatilité attendue	33,5 %

Bénéfice (perte) par action

Le tableau suivant présente le nombre moyen pondéré d'actions utilisé dans le calcul du bénéfice de base par action par rapport au nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé dans le calcul du bénéfice dilué par action de même que le bénéfice net (la perte nette) utilisé(e) dans le calcul du bénéfice de base par action par rapport au bénéfice net (à la perte nette) ajusté(e) au titre de l'effet dilutif.

Pour les exercices clos les 31 décembre	2018	2017
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé dans le calcul du bénéfice de base par action	26 423 158	26 399 242
Effet dilutif des unités d'actions restreintes et des unités d'actions liées à la performance	588 566	–
Effet dilutif des débetures échangeables	5 624 422	–
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé dans le calcul du bénéfice dilué par action¹	32 636 146	26 399 242

Pour les exercices clos les 31 décembre	2018	2017
		(données retraitées – note 2)
Bénéfice net (perte nette) utilisé(e) dans le calcul du bénéfice de base par action	82 809 \$	(594 482) \$
Incidence de la conversion présumée des débetures échangeables, déduction faite de l'impôt applicable	7 802	–
Bénéfice net (perte nette) utilisé(e) dans le calcul du bénéfice dilué par action	90 611 \$	(594 482) \$

¹ Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé pour calculer le bénéfice (la perte) par action est diminué du nombre d'actions détenues par le fiduciaire en vue de la capitalisation du régime d'unités d'actions restreintes et d'unités d'actions liées à la performance (le « régime d'UAR et d'UAP »).

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, le calcul du bénéfice dilué par action ne tient pas compte d'un effet potentiellement dilutif des bons de souscription, ainsi que des options sur actions qui ne sont pas dans le cours, puisqu'ils n'ont pas d'effet dilutif. Pages Jaunes Limitée n'a pas calculé la perte diluée par action pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, car la conversion des unités d'actions restreintes, des unités d'actions liées à la performance, des options sur actions, des débetures échangeables et des bons de souscription n'aurait pas un effet dilutif sur la perte.

18. Information sectorielle

Les activités sont scindées en quatre secteurs à présenter, soit : PJ, Agence, Immobilier et Autre, qui exercent leurs activités principalement au Canada, et la quasi-totalité de leurs actifs sont également situés au Canada. L'information financière a été préparée de la même manière que celle des états financiers audités au 31 décembre 2017 sauf en ce qui concerne les changements relatifs aux nouvelles normes adoptées le 1^{er} janvier 2018, qui sont présentées à la note 2.

Le secteur PJ offre aux petites et moyennes entreprises du Canada des solutions de marketing et de médias numériques et traditionnels, y compris le positionnement prioritaire en ligne et mobile sur les médias détenus et exploités par Pages Jaunes, la syndication de contenu, des solutions de moteurs de recherche, la réalisation de sites Web, la gestion de campagnes sur les médias sociaux, un service d'affichage numérique ainsi que la production vidéo et la publicité imprimée. Ce secteur comprenait les activités de RedFlagDeals.com^{MC}, le principal fournisseur canadien de forums sur le magasinage, les promotions, les bons de réduction et les rabais mobiles et en ligne, jusqu'à sa vente le 22 août 2018.

Le secteur Agence de la Société offrait des solutions de marketing dont la portée s'étendait au-delà des PME pour répondre aux besoins en matière de publicité nationale des marques et des éditeurs. Il n'y aura plus d'activités au sein du secteur Agence en raison de la vente de Totem au 31 mai 2018, de la vente des actifs de JUICE pour un montant de 1,0 M\$, exception faite du fonds de roulement, au 31 décembre 2018 et de la liquidation de la division Mediative d'ici le 31 janvier 2019. Mediative exploitait un vaste réseau d'éditeurs et l'une des plus importantes bases de données sur les consommateurs au pays et fournissait à des entreprises et à des marques nationales des solutions de marketing qui leur permettaient de rejoindre des clients éventuels. JUICE, une entreprise de technologies publicitaires mobiles, facilitait l'achat et la vente automatique de publicité mobile entre les marques et les éditeurs par l'entremise d'une plateforme programmatique directe et d'une plateforme d'enchères en temps réel. Totem offrait la conception et la livraison de contenu personnalisé pour les marques mondiales.

Le secteur Immobilier offrait aux propriétaires de maison canadiens des médias pour vendre leur maison d'une façon peu coûteuse et qui a fait ses preuves ainsi que la publication d'inscriptions immobilières à l'échelle locale. Avec la vente de DuProprio/ComFree (« DPCF ») le 6 juillet 2018 et de Pages Jaunes Immobilier le 23 juillet 2018, la Société a cédé toutes les activités de son secteur Immobilier. Ce secteur comprenait les activités de ces entreprises jusqu'à ce qu'elles soient vendues.

Le secteur Autre comprend le service d'annuaire numérique 411.ca et, jusqu'à la vente de Western Media Group le 31 mai 2018, des revues sur le style de vie spécifique à la région de l'Ouest canadien, particulièrement dans les domaines de la restauration, de l'immobilier et de l'art de vivre.

Les résultats sectoriels comprennent les éléments directement attribuables à un secteur ainsi que ceux qui peuvent être attribués sur une base raisonnable. La Société tient compte des transactions entre les secteurs à présenter de la même façon qu'elle tient compte des transactions avec les clients externes et les élimine à la consolidation.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, les produits tirés des médias imprimés sont comptabilisés à un moment précis, alors que dans le cas des produits tirés des médias et solutions numériques, une tranche de 93 % a été comptabilisée sur la durée du contrat, et une tranche de 7 % à un moment précis.

Les tableaux qui suivent présentent l'information financière pour les exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018	PJ	Agence	Immobilier	Autre	Éliminations intersectorielles	Pages Jaunes Limitée
Produits						
Médias imprimés	127 897 \$	2 017 \$	4 863 \$	1 163 \$	(26) \$	135 914 \$
Médias numériques	348 895	50 810	30 816	13 205	(2 445)	441 281
Total des produits	476 792	52 827	35 679	14 368	(2 471)	577 195
Coûts d'exploitation	292 063	49 703	32 756	12 579	(2 471)	384 630
Bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et autres charges	184 729 \$	3 124 \$	2 923 \$	1 789 \$	– \$	192 565 \$
Amortissements						76 094
Frais de restructuration et autres charges						15 862
Charges financières, montant net						54 729
Profit à la vente d'entreprises						(6 129)
Économie d'impôt sur le résultat						(30 800)
Bénéfice net						82 809 \$
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et d'immobilisations corporelles, déduction faite des avantages incitatifs relatifs à un bail reçus	10 764 \$	260 \$	463 \$	549 \$	– \$	12 036 \$

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 (données retraitées – note 2)	PJ	Agence	Immobilier	Autre	Éliminations intersectorielles	Pages Jaunes Limitée
Produits						
Médias imprimés	165 674 \$	5 416 \$	11 913 \$	3 924 \$	(67) \$	186 860 \$
Médias numériques	405 196	72 688	49 249	18 631	(4 657)	541 107
Total des produits	570 870	78 104	61 162	22 555	(4 724)	727 967
Coûts d'exploitation	391 100	81 659	56 413	20 410	(4 724)	544 858
Bénéfice (perte) d'exploitation avant amortissements, perte de valeur des immobilisations incorporelles et du goodwill et frais de restructuration et autres charges	179 770 \$	(3 555) \$	4 749 \$	2 145 \$	– \$	183 109 \$
Amortissements						112 965
Perte de valeur des immobilisations incorporelles et du goodwill						507 032
Frais de restructuration et autres charges						34 400
Charges financières, montant net						53 946
Perte de valeur de placements disponibles à la vente						3 720
Charges d'impôt sur le résultat						63 424
Perte liée à une participation dans une entité contrôlée conjointement						2 104
Perte nette						(594 482) \$
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et d'immobilisations corporelles, déduction faite des avantages incitatifs relatifs à un bail reçu	55 076 \$	1 960 \$	1 308 \$	2 541 \$	– \$	60 885 \$

19. Régimes de rémunération fondée sur des actions

Les régimes de rémunération fondée sur des actions de Pages Jaunes Limitée se composent d'unités d'actions restreintes, d'unités d'actions liées à la performance, d'unités d'actions différées, d'options sur actions et de droits à l'appréciation d'actions.

Régime d'unités d'actions restreintes et d'unités d'actions liées à la performance

Le 6 mai 2013, Pages Jaunes Limitée a adopté un régime d'unités d'actions restreintes et d'unités d'actions liées à la performance (le « régime d'UAR et d'UAP ») afin de récompenser des employés et cadres supérieurs clés de Pages Jaunes Limitée (les « participants »). À la suite de la mise en œuvre du régime d'UAR et d'UAP, Pages Jaunes Limitée a attribué aux participants un certain nombre d'unités d'actions restreintes (les « UAR ») et/ou d'unités d'actions liées à la performance (les « UAP »), le cas échéant, en fonction du cours moyen pondéré en fonction du volume des actions ordinaires pour les cinq jours précédant immédiatement la date d'attribution. Les UAR sont des attributions fondées sur l'écoulement du temps et leurs droits seront acquis lorsque les participants auront été à l'emploi de la Société pour une période de 36 mois consécutifs à compter de la date d'attribution, ou pour une période de 36 mois ou moins déterminée par le conseil d'administration. Les UAP sont des attributions fondées sur la performance et leurs droits seront acquis lorsque le conseil d'administration confirmera que les cibles de performance précisées ont été atteintes, le cas échéant, et lorsque les participants auront été à l'emploi de la Société pour une période de 36 mois consécutifs à compter de la date d'attribution, ou pour une période de 36 mois ou moins déterminée par le conseil d'administration. Les UAP pour lesquelles les cibles de performance n'auront pas été atteintes seront frappées de déchéance et seront annulées automatiquement. Le nombre d'UAP dont les droits sont acquis pourrait atteindre jusqu'à une fois et demie le nombre réel d'UAP attribuées si la performance réelle atteint le niveau maximal des cibles de performance.

Aux termes du régime d'UAR et d'UAP, si le régime d'UAR et d'UAP est capitalisé, les participants recevront, à l'acquisition des droits des UAR et des UAP, des actions ordinaires de la Société acquises sur le marché libre. Dans l'éventualité où le régime d'UAR et d'UAP ne serait pas capitalisé, Pages Jaunes Limitée paiera au participant un montant en trésorerie équivalant au nombre d'UAR ou d'UAP dont les droits ont été acquis.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, aucune action ordinaire de Pages Jaunes Limitée (2017 – 501 309) n'a été achetée sur le marché libre de la TSX par le fiduciaire nommé en vertu du régime d'UAR et d'UAP à un coût de néant (2017 – 3,1 M\$), lesquelles actions sont soumises à des restrictions en vue de la capitalisation du régime d'UAR et d'UAP. Le nombre total d'actions ordinaires de Pages Jaunes Limitée détenues par le fiduciaire en vue de la capitalisation du régime d'UAR et d'UAP était de 1 605 802 au 31 décembre 2018.

Le tableau qui suit présente un sommaire de l'évolution des UAR et des UAP au cours des exercices clos les 31 décembre.

	2018		2017	
	UAR	UAP ¹	UAR	UAP ¹
Nombre d'				
En circulation au début de l'exercice	763 624	795 811	444 355	596 114
Attribuées	90 344	–	846 007	1 042 796
Païement supplémentaire lié à l'atteinte de cibles de performance ²	–	(59 339)	–	21 451
Réglées	(162 574)	(36 340)	(182 305)	(200 793)
Frappées de déchéance	(291 891)	(511 069)	(344 433)	(663 757)
En circulation à la fin de l'exercice	399 503	189 063	763 624	795 811
Moyenne pondérée de la durée de vie résiduelle (années)	1,4	0,8	1,7	1,4

¹ Le nombre d'UAP en circulation représente un paiement de 100 %. De plus, le paiement éventuel supérieur à 100 % et pouvant atteindre au maximum 150 %, au titre de l'atteinte de certaines cibles de performance, se chiffrait à 94 514 actions ordinaires au 31 décembre 2018 (2017 – 397 868 actions ordinaires).

² Le paiement supplémentaire (la réduction) est lié(e) à l'atteinte de certaines cibles de performance supérieures (inférieures) à 100 % et correspondait à une réduction de 62 % pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 (2017 – paiement supplémentaire de 12 %).

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, une charge de 1,4 M\$ (2017 – 2,1 M\$) a été comptabilisée dans l'état consolidé du résultat net au poste Coûts d'exploitation relativement au régime d'UAR et d'UAP.

Régime d'unités d'actions différées

Le 12 juin 2013, Pages Jaunes Limitée a adopté un régime d'unités d'actions différées (le « régime d'UAD »). Le régime d'UAD a été modifié en octobre 2013 afin d'inclure la participation des employés admissibles désignés par le conseil d'administration. La Société doit, à sa discrétion, régler les unités d'actions différées (« UAD ») dont les droits sont acquis en trésorerie ou en actions ordinaires de Pages Jaunes Limitée acquises sur le marché libre lorsqu'un administrateur quitte le conseil d'administration ou qu'un employé admissible cesse d'occuper un emploi auprès de la Société.

Le tableau qui suit présente un sommaire de l'évolution des UAD au cours des exercices clos les 31 décembre.

	2018		2017	
	Nombre d'UAD	Passif ¹	Nombre d'UAD	Passif ¹
En circulation au début de l'exercice	332 245	2 793 \$	246 892	4 368 \$
Attribuées ²	126 338	1 021	120 660	1 230
Frappées de déchéance	(34 451)	(303)	–	–
Réglées	(168 377)	(1 372)	(35 307)	(264)
Variation en raison de la fluctuation du cours de l'action	–	(582)	–	(2 541)
En circulation et avec droits acquis à la fin de l'exercice	255 755	1 557 \$	332 245	2 793 \$

¹ Le passif lié au régime d'UAD a été comptabilisé dans les fournisseurs et autres créditeurs, et les charges liées aux unités dont les droits sont acquis ainsi que la variation en raison de la fluctuation du cours de l'action sont incluses dans les coûts d'exploitation.

² Le passif lié aux UAD attribuées représente la tranche dont les droits étaient acquis aux 31 décembre.

Options sur actions

Le 20 décembre 2012, dans le cadre de la mise en œuvre de l'opération de restructuration du capital de Pages Jaunes Limitée, un nouveau régime d'options sur actions (le « régime d'options sur actions ») a été adopté. Le régime d'options sur actions vise à attirer et à conserver certains employés de Pages Jaunes Limitée qui ont la capacité de contribuer de façon importante au succès de l'exploitation de l'entreprise, à offrir un incitatif significatif à la direction pour guider Pages Jaunes Limitée pendant la transformation de ses activités, ainsi qu'à mieux harmoniser les intérêts de la direction avec ceux des actionnaires de Pages Jaunes Limitée. Un nombre maximal de 1 290 612 options sur actions peut être attribué en vertu du régime d'options sur actions. Le 7 novembre 2017, une modification au régime d'options sur actions a été mise en application afin d'accroître le nombre maximal d'actions ordinaires pouvant être émises à l'exercice des options, qui est passé de 1 290 612 à 2 806 932.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, aucune option sur actions (2017 – 701 875), payables en trésorerie si certaines conditions sont remplies, n'avait été attribuée. Ces options sur actions sont présentées à titre de passif.

Le tableau qui suit présente un sommaire de l'évolution des options sur actions présentées à titre de passif au cours des exercices clos les 31 décembre.

	2018		2017	
	Nombre d'options	Passif ¹	Nombre d'options	Passif
En circulation au début de l'exercice	701 875	194 \$	–	– \$
Attribuées ²	–	–	701 875	241
Variation en raison de la fluctuation de la juste valeur	–	171	–	(47)
En circulation à la fin de l'exercice	701 875	365 \$	701 875	194 \$
Droits acquis à la fin de l'exercice	311 944	365 \$	77 986	194 \$

¹ Le passif lié aux options sur actions a été comptabilisé dans les fournisseurs et autres créditeurs, et les charges liées aux options dont les droits sont acquis ainsi que la variation en raison de la fluctuation de la juste valeur sont incluses dans les coûts d'exploitation.

² Le passif lié aux options sur actions attribuées représente la tranche dont les droits étaient acquis au 31 décembre.

Le tableau qui suit présente un sommaire de l'évolution de l'ensemble des options sur actions dans le cadre du régime d'options sur actions au cours des exercices clos les 31 décembre.

	2018		2017	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré par option	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré par option
En circulation au début de l'exercice	1 024 550	10,11 \$	630 950	16,73 \$
Attribuées	801 202	7,70	701 875	7,97
Frappées de déchéance	(478 700)	10,91	(308 275)	18,78
En circulation à la fin de l'exercice	1 347 052	8,39 \$	1 024 550	10,11 \$
Pouvant être exercées à la fin de l'exercice	60 425	18,22 \$	281 325	14,28 \$

Le tableau qui suit présente des renseignements supplémentaires à l'égard du régime d'options sur actions de Pages Jaunes Limitée aux 31 décembre.

Prix d'exercice	2018		2017	
	Nombre d'options en circulation	Moyenne pondérée de la durée de vie résiduelle	Nombre d'options en circulation	Moyenne pondérée de la durée de vie résiduelle
7,61 \$	550 588	3,1	–	–
7,97 \$	701 875	1,7	701 875	2,7
10,12 \$	11 375	1,3	167 375	2,4
10,47 \$	25 239	3,6	–	–
16,44 \$	13 525	3,2	67 500	4,2
17,83 \$	17 050	4,2	20 800	5,2
19,61 \$	7 700	2,5	7 700	3,5
20,33 \$	4 900	2,4	4 900	3,4
24,65 \$	14 800	2,2	54 400	3,2
En circulation à la fin de l'exercice	1 347 052	2,4	1 024 550	2,8
Pouvant être exercées à la fin de l'exercice	60 425	2,6	281 325	2,9

La valeur des options sur actions a été établie au moyen d'un modèle binomial d'évaluation des options. La volatilité attendue est déterminée en fonction de la volatilité implicite du cours actuel du marché des bons de souscription en circulation de la Société. Le tableau qui suit présente les principales données dont le modèle tient compte pour les exercices clos les 31 décembre.

	2018	2017
Moyenne pondérée du cours de l'action à la date d'attribution	7,68 \$	9,12 \$
Prix d'exercice	7,70 \$	7,97 \$
Volatilité attendue	43,2 %	41,0 %
Durée de vie des options	4 ans	3 ans
Taux d'intérêt sans risque	2,41 %	2,04 %
Moyenne pondérée de la durée de vie résiduelle	3,2 ans	2,7 ans

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, une charge de 0,6 M\$ (2017 – économie de 0,4 M\$) a été comptabilisée dans l'état consolidé du résultat net au poste Coûts d'exploitation relativement au régime d'options sur actions.

Régime de droits à l'appréciation d'actions

Le 15 septembre 2017, Pages Jaunes Limitée a adopté un régime de droits à l'appréciation d'actions dans le but d'offrir une rémunération incitative aux employés et aux cadres supérieurs clés de Pages Jaunes Limitée (les « participants ») qui ont la capacité de contribuer de façon importante au succès de l'exploitation de l'entreprise et de mieux harmoniser les intérêts de la direction avec ceux des actionnaires de Pages Jaunes Limitée. Les droits à l'appréciation d'actions sont des attributions fondées sur l'écoulement du temps, et leurs droits seront acquis à une date déterminée par le conseil d'administration si les participants sont toujours à l'emploi de la Société. En vertu des modalités du régime de droits à l'appréciation d'actions, les participants recevront, au moment de l'acquisition des droits à l'appréciation d'actions, un paiement en trésorerie correspondant à l'excédent de la juste valeur des actions de Pages Jaunes Limitée à la date d'acquisition des droits sur la juste valeur des actions de Pages Jaunes Limitée à la date d'attribution.

Le tableau qui suit présente un sommaire de l'évolution des droits à l'appréciation d'actions au cours des exercices clos les 31 décembre.

	2018		2017	
	Nombre de droits à l'appréciation d'actions	Passif ¹	Nombre de droits à l'appréciation d'actions	Passif
En circulation au début de l'exercice	701 875	194 \$	–	– \$
Attribués ²	–	–	701 875	241
Variation en raison de la fluctuation de la juste valeur	–	171	–	(47)
En circulation à la fin de l'exercice	701 875	365 \$	701 875	194 \$
Droits acquis à la fin de l'exercice	311 944	365 \$	77 986	194 \$

¹ Le passif lié au régime de droits à l'appréciation d'actions a été comptabilisé dans les fournisseurs et autres créditeurs, et les charges liées aux unités dont les droits sont acquis ainsi que la variation en raison de la fluctuation de la juste valeur sont incluses dans les coûts d'exploitation.

² Le passif lié aux droits à l'appréciation d'actions attribués représente la tranche dont les droits étaient acquis au 31 décembre.

La valeur des droits à l'appréciation d'actions a été établie au moyen d'un modèle binomial d'évaluation des options. La volatilité attendue est déterminée en fonction de la volatilité implicite qui se fonde sur le cours actuel du marché des bons de souscription en circulation de la Société. Le tableau qui suit présente les principales données dont le modèle tient compte aux 31 décembre.

	2018	2017
Moyenne pondérée du cours de l'action à la date d'attribution	9,12 \$	9,12 \$
Prix d'exercice	7,97 \$	7,97 \$
Volatilité attendue	41,0 %	41,0 %
Durée de vie des droits à l'appréciation d'actions	3 ans	3 ans
Taux d'intérêt sans risque	2,04 %	2,04 %
Moyenne pondérée de la durée de vie résiduelle	1,7 ans	2,7 ans

20. Coûts d'exploitation

	2018	2017 ³
Pour les exercices clos les 31 décembre	2018	(données retraitées – note 2)
Salaires, commissions et avantages	181 808 \$	268 475 \$
Chaîne d'approvisionnement et logistique ¹	112 365	144 783
Autres biens et services ²	37 592	71 642
Systèmes d'information	37 494	46 055
Réévaluation de la correction de valeur pour pertes, déduction faite du recouvrement (note 24)	15 371	13 903
	384 630 \$	544 858 \$

¹ Les coûts liés à la chaîne d'approvisionnement et logistique ont trait aux coûts liés aux fournisseurs externes pour la production et la distribution de nos produits imprimés et en ligne.

² Le poste Autres biens et services comprend les coûts de promotion et de publicité, l'immobilier, les services de bureau, les services de consultation incluant les frais liés aux contractants et les honoraires.

³ Certaines charges de la période précédente ont été reclassées afin de se conformer à la présentation de l'exercice en cours.

21. Charges financières, montant net

Les principales composantes des charges financières s'établissent comme suit :

	2018	2017
Pour les exercices clos les 31 décembre		(données retraitées – note 2)
Intérêts sur les billets garantis de premier rang et les débetures échangeables	42 963 \$	41 465 \$
Intérêts sur les obligations liées à un contrat de location	6 193	5 796
Intérêts nets sur les obligations au titre des prestations définies	4 985	5 669
Autres, montant net	588	1 016
	54 729 \$	53 946 \$

22. Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie

Le tableau qui suit présente les transactions sans effet sur la trésorerie :

	2018	2017
Pour les exercices clos les 31 décembre		
Acquisitions d'immobilisations corporelles incluses dans les fournisseurs et autres créditeurs	253 \$	1 274 \$
Acquisitions d'immobilisations incorporelles incluses dans les fournisseurs et autres créditeurs	690 \$	937 \$

23. Engagements et éventualités

a) Au 31 décembre 2018, Pages Jaunes Limitée avait des engagements en vertu d'obligations contractuelles visant des achats et services pour des dépenses d'exploitation et d'investissement aux termes desquels le total des paiements ainsi que ceux à verser au cours des cinq prochaines années et par la suite s'établissent comme suit :

	Total des engagements
2019	17 236 \$
2020	9 310
2021	7 524
2022	5 323
2023	5 425
Par la suite	53 541
	98 359 \$

b) Pages Jaunes Limitée a conclu quatre contrats de services de facturation et de recouvrement, dont trois ont été conclus avec Bell Canada (en son nom et à titre de successeur de Bell Aliant Communications régionales, société en commandite et de MTS Inc.) (« Bell ») et viennent à expiration le 31 décembre 2020. La convention avec TELUS Communications Inc. (« TELUS ») vient à expiration en 2031.

En vertu de conventions de publication conclues avec Bell et TELUS, Pages Jaunes Limitée produit des annuaires téléphoniques d'inscriptions alphabétiques pour chacune de ces sociétés afin de leur permettre de respecter leurs obligations en matière de réglementation.

La Société a également conclu plusieurs autres conventions avec Bell et TELUS concernant l'utilisation de renseignements tirés des inscriptions et l'utilisation de marques de commerce pour la publication d'annuaires. Si la Société manque de façon importante à ses obligations en vertu des conventions de publication susmentionnées et que, par conséquent, ces conventions de publication sont résiliées conformément à leurs modalités, ces autres licences d'utilisation de renseignements tirés des inscriptions et d'utilisation de marques de commerce de Bell et de TELUS, selon le cas, pourront également être résiliées. Ces autres conventions conclues avec Bell et TELUS prendront fin entre 2031 et 2037.

c) Pages Jaunes Limitée a conclu des ententes d'impression d'annuaires avec ses imprimeurs visant l'impression, la reliure et la livraison d'annuaires alphabétiques, classés et combinés ainsi que d'autres publications. Elle a aussi conclu des ententes de distribution.

d) Pages Jaunes Limitée fait l'objet de diverses réclamations et poursuites qui ont été engagées contre elle dans le cours normal des activités. Des provisions au titre de certaines de ces réclamations sont comptabilisées et incluses dans les fournisseurs et autres créditeurs et dans les provisions selon la meilleure estimation de la direction quant à leur issue éventuelle. La direction ne s'attend pas à ce que le règlement de ces questions en attente ou en cours ait une incidence négative importante sur la situation financière, sur la performance financière ni sur les flux de trésorerie de Pages Jaunes Limitée.

24. Gestion des risques financiers

Risque de crédit

Le risque de crédit découle principalement de l'incapacité éventuelle d'un client ou d'une contrepartie à un instrument financier de satisfaire à ses obligations contractuelles. Pages Jaunes Limitée est exposée au risque de crédit relativement à la trésorerie, et aux créances clients. La valeur comptable des actifs financiers constitue l'exposition maximale de Pages Jaunes Limitée.

Le risque de crédit associé à la trésorerie est réduit de façon importante en confiant ces actifs financiers à des contreparties solvables. La situation des contreparties est examinée de façon continue pour évaluer tout changement.

L'octroi de crédit à des clients par Pages Jaunes Limitée nécessite du jugement. Pages Jaunes Limitée a mis en place des contrôles internes visant à atténuer le risque de crédit, y compris une politique de crédit officielle gérée par son service du crédit. Les nouveaux clients, les clients qui augmentent leurs dépenses liées à la publicité selon un certain niveau et les clients qui ne respectent pas les conditions de paiement sont soumis à un processus particulier d'examen et d'approbation.

Pages Jaunes Limitée est d'avis que son exposition à une concentration du crédit relatif aux créances clients est limitée en raison de sa clientèle diversifiée et nombreuse, dont les activités sont réparties dans plusieurs secteurs et régions. Aucun client ne représente à lui seul 10 % ou plus des produits, et aucune créance client associée à un client donné n'excède 10 % du solde total des créances clients à aucun moment au cours de l'exercice.

Bell et TELUS fournissent à Pages Jaunes Limitée des services de recouvrement auprès des clients relativement aux annonceurs qui sont aussi leurs clients. Ainsi, ils reçoivent des sommes de clients pour le compte de Pages Jaunes Limitée. Pages Jaunes Limitée assume le risque lié au recouvrement final de ces créances.

Les composantes des créances clients et autres débiteurs s'établissent comme suit :

	Au 31 décembre 2018	Au 31 décembre 2017 (données retraitées – note 2)	Au 1 ^{er} janvier 2017 (données retraitées – note 2)
Courant	85 331 \$	122 197 \$	139 882 \$
En souffrance depuis moins de 180 jours	21 975	37 494	30 620
En souffrance depuis plus de 180 jours	11 238	12 016	5 243
Créances clients	118 544 \$	171 707 \$	175 745 \$
Autres débiteurs¹	13 990 \$	12 969 \$	12 474 \$
Créances clients et autres débiteurs	132 534 \$	184 676 \$	188 219 \$

¹ Les autres débiteurs au 1^{er} janvier 2017 et aux 31 décembre 2017 et 2018 comprennent un prêt à recevoir lié à un contrat à terme de gré à gré et des montants courus à recevoir relatifs à JUICE et à Mediative.

Le tableau suivant présente de l'information sur l'exposition au risque de crédit et aux pertes de crédit attendues pour les créances clients et les actifs sur contrat liés à des clients au 31 décembre 2018 en vertu d'IFRS 9.

	Taux de pertes de crédit attendues	Valeur comptable brute ¹	Pertes de crédit attendues pour la durée de vie
Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018			
Courant	3,1 %	88 100 \$	2 769 \$
En souffrance depuis moins de 180 jours	16,2 %	26 211	4 236
En souffrance depuis plus de 180 jours	54,6 %	24 771	13 533
Total		139 082 \$	20 538 \$

¹ La valeur comptable brute est présentée déduction faite des rabais sur ventes.

Le tableau suivant présente de l'information sur la correction de valeur pour créances douteuses relative aux créances clients au 31 décembre 2017 en vertu d'IAS 39.

	Valeur comptable brute ¹	Correction de valeur pour créances douteuses
Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017		
Courant	122 996 \$	798 \$
En souffrance depuis moins de 180 jours	42 285	4 791
En souffrance depuis plus de 180 jours	23 491	11 475
Total	188 772 \$	17 064 \$

¹ La valeur comptable brute est présentée déduction faite des rabais sur ventes.

Le tableau suivant présente les variations des pertes de crédit attendues pour la durée de vie qui ont été comptabilisées à l'égard des créances clients, de l'investissement net dans des contrats de sous-location et des actifs sur contrat conformément à la méthode simplifiée présentée dans IFRS 9. Les montants comparatifs pour 2017 se rapportent au compte de correction de valeur pour pertes de valeur en vertu d'IAS 39.

	Au 31 décembre 2018	Au 31 décembre 2017
Solde au début de l'exercice en vertu d'IAS 39	17 064 \$	13 881 \$
Ajustement à la première application d'IFRS 9 (note 2)	4 600	–
Solde au début de l'exercice en vertu d'IFRS 9	21 664 \$	13 881 \$
Réévaluation de la correction de valeur pour pertes, déduction faite du recouvrement	15 371	13 903
Montants radiés	(16 497)	(10 720)
Solde à la fin de l'exercice	20 538 \$	17 064 \$

i) Risque de taux d'intérêt

Pages Jaunes Limitée est exposée au risque de taux d'intérêt découlant des fluctuations des taux sur son emprunt garanti par des actifs, dont les taux se fondent généralement sur le taux préférentiel ou le taux des acceptations bancaires canadiennes. Pages Jaunes Limitée n'a pas recours à des instruments dérivés pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt. La Société gère son risque de taux d'intérêt en maximisant les produits d'intérêts gagnés sur les flux de trésorerie excédentaires tout en maintenant le niveau de liquidités nécessaire pour exercer ses activités quotidiennes.

Pages Jaunes Limitée peut également être exposée aux fluctuations des taux d'intérêt à long terme liés au refinancement des dettes à leur échéance. Le taux d'intérêt sur les nouvelles émissions de titres d'emprunt à long terme sera établi selon le taux en vigueur au moment du refinancement et dépendra également de la teneur des nouveaux titres d'emprunt émis. Aucune échéance à venir ne nécessitera un refinancement. Les variations des taux d'intérêt auront également une incidence sur la juste valeur des flux de trésorerie futurs liés à l'emprunt à taux fixe de Pages Jaunes Limitée. Comme les taux d'intérêt sur les billets et les débentures échangeables sont fixes, la Société n'est exposée à aucun risque de fluctuation des taux d'intérêt.

ii) Risque de change

Pages Jaunes Limitée est exposée au risque de change lié à diverses transactions libellées en diverses devises, lesquelles ne sont pas significatives. Le risque de change sur les opérations découle principalement de transactions commerciales libellées dans une monnaie qui n'est pas la monnaie fonctionnelle de l'unité opérationnelle de Pages Jaunes Limitée prenant part à la transaction. Pages Jaunes Limitée est exposée aux fluctuations du dollar américain. L'incidence d'une augmentation ou d'une diminution de un point du taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain sur le résultat net exposé aux fluctuations du dollar américain est négligeable. Les dépenses de la Société, déduction faite des produits, libellées en dollars américains ont été d'approximativement 14,7 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 (2017 – 28,1 M\$). Au 31 décembre 2018, il n'y avait aucun contrat de change en cours.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que Pages Jaunes Limitée ne soit pas en mesure de respecter ses obligations financières lorsqu'elles arrivent à échéance.

Pages Jaunes Limitée gère ce risque en maintenant des projections de trésorerie détaillées et des plans stratégiques et opérationnels à long terme. La gestion des liquidités exige un suivi constant des entrées et sorties de fonds prévues, et la Société assure ce suivi en établissant des projections détaillées de sa situation de trésorerie afin de s'assurer que sa trésorerie est utilisée de façon adéquate et efficiente.

En vertu de l'acte de fiducie régissant les billets garantis de premier rang, la Société doit utiliser un montant équivalant à 100 % de ses flux de trésorerie excédentaires consolidés et de tout produit net de la vente d'actifs désigné pour racheter semestriellement les billets garantis de premier rang le dernier jour de mai et de novembre de chaque année à un prix de rachat équivalant à 100 % du capital, à la condition que la Société maintienne un solde de trésorerie minimal de 20,0 M\$ le dernier jour de la période de rachat obligatoire. La Société doit utiliser 75,0 % de ses flux de trésorerie excédentaires consolidés pour racheter les billets garantis de premier rang si le ratio de levier financier consolidé le dernier jour de la période de rachat obligatoire n'est pas plus élevé que 1,5:1. Les flux de trésorerie excédentaires, selon la définition qui en est donnée dans l'acte de fiducie régissant les billets garantis de premier rang, désignent les flux de trésorerie ajustés provenant des activités d'exploitation, ajustés pour tenir compte des éléments suivants, tels qu'ils sont présentés dans le tableau consolidé des flux de trésorerie de la Société : les dépenses d'investissement, sous réserve

de certains montants maximaux, tel qu'il est prescrit dans l'acte de fiducie régissant les billets garantis de premier rang, le remboursement des billets garantis de premier rang autrement que dans le cadre d'un rachat obligatoire et tous les paiements en capital effectués au titre de l'obligation liée à un contrat de location de la Société.

En excluant les obligations à l'égard du rachat obligatoire des billets garantis de premier rang, la Société prévoit respecter ses autres obligations financières grâce à la trésorerie générée à l'interne et aux fonds en caisse.

Le tableau suivant présente les échéances contractuelles des actifs et des passifs financiers et des montants en capital connexes.

	Paiements exigibles pour les exercices postérieurs au 31 décembre 2018			
	Total	1 an	De 2 à 3 ans	De 4 à 5 ans
Passifs financiers non dérivés				
Billets garantis de premier rang ^{1, 2}	167 489 \$	90 000 \$	– \$	77 489 \$
Débiteures échangeables ¹	96 179	–	–	96 179
Fournisseurs et autres créditeurs	47 520	47 520	–	–
Provisions	39 483	37 673	1 642	168
Total, montant net	350 671 \$	175 193 \$	1 642 \$	173 836 \$

¹ Montant actualisé.

² Le remboursement des billets pourrait varier en vertu de la clause des flux de trésorerie excédentaires et de l'exigence du maintien d'un solde de trésorerie minimal le dernier jour de la période de rachat obligatoire, en vertu de l'acte de fiducie régissant les billets.

Hiérarchie des justes valeurs

Les trois niveaux de la hiérarchie des justes valeurs sont les suivants :

- Niveau 1 – données d'entrée correspondant à des prix non ajustés cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques.
- Niveau 2 – données d'entrée autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement ou indirectement.
- Niveau 3 – données d'entrée utilisées dans la technique d'évaluation qui ne sont pas basées sur des données observables de marché au moment de la détermination de la juste valeur des instruments.

La hiérarchie qui s'applique dans le cadre de la détermination de la juste valeur exige l'utilisation de données observables de marché chaque fois que de telles données existent. Un instrument financier est classé en fonction de la donnée du niveau le plus bas qui a une importance dans l'évaluation de la juste valeur.

Le tableau qui suit présente un sommaire des instruments financiers évalués à la juste valeur dans les états consolidés de la situation financière, classés selon la hiérarchie des justes valeurs.

	Niveau	Au 31 décembre 2018	Au 31 décembre 2017	Au 1 ^{er} janvier 2017
Actif ou passif financier				
Placements en titres de capitaux propres classés à la JVAERG	3	– \$	5 502 \$	5 502 \$

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017, la Société a investi 5,4 M\$ dans Melian Labs, Inc., qui exploite une plateforme de commerce tout-en-un appelée MyTime qui inclut la prise de rendez-vous en ligne, le marketing automatisé, les points de vente, ainsi que les analyses de valeur et de rentabilité pour les entreprises locales. Au cours du premier trimestre de 2018, ce placement a été réduit à sa valeur de réalisation attendue au titre de la variation nette de la JVAERG, à la suite de la décision de la direction de ne plus investir dans cette entreprise et d'abandonner toutes ses participations.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017, la Société a déterminé que la juste valeur de certains de ses placements disponibles à la vente s'était dépréciée, et la juste valeur de ces placements a par la suite été réduite à néant. La perte de valeur de 3,7 M\$ est comptabilisée à titre de perte de valeur de placements disponibles à la vente dans les états consolidés du résultat net.

La juste valeur représente le montant qui aurait été reçu pour la vente d'un actif ou versé pour le transfert d'un passif dans une transaction ordonnée entre des intervenants du marché.

La juste valeur des billets garantis de premier rang et des débentures échangeables est évaluée en fonction des cours du marché à la date de l'état de la situation financière. La Société n'a pas adopté la comptabilité de couverture au cours de la période.

Le tableau suivant présente les valeurs comptables ainsi que les justes valeurs des instruments financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur dans l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2018. La juste valeur de la trésorerie et de la trésorerie soumise à restrictions, des créances clients et autres débiteurs et des fournisseurs et autres créditeurs n'est pas incluse, puisque leur valeur comptable correspond à une approximation raisonnable de la juste valeur en raison de leur échéance à court terme.

	Niveau	Valeur comptable	Juste valeur
Billets garantis de premier rang	1	167 489 \$	173 372 \$
Débentures échangeables	1	96 179 \$	107 089 \$

25. Informations à fournir concernant le capital

L'objectif de Pages Jaunes Limitée en matière de gestion du capital est de garantir des liquidités suffisantes pour s'acquitter des obligations financières et satisfaire aux exigences en matière d'investissements. L'un des principaux objectifs financiers de la Société est de réduire la dette et les charges d'intérêts connexes, ce qui améliorera sa flexibilité financière et soutiendra la mise en œuvre de ses objectifs stratégiques.

Pages Jaunes Limitée assure un suivi de sa structure du capital et y apporte des ajustements en fonction des objectifs susmentionnés par suite de changements qui touchent la conjoncture économique et en fonction des caractéristiques de risque des actifs sous-jacents et des besoins en fonds de roulement de la Société.

Afin de mesurer son effet de levier financier, Pages Jaunes Limitée a principalement recours au ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté des douze derniers mois³. Pages Jaunes Limitée a aussi recours à d'autres mesures financières pour surveiller son effet de levier financier, notamment le ratio de couverture des charges fixes et le ratio de la dette nette sur la capitalisation totale.

Le capital de Pages Jaunes Limitée comprend la dette nette, les débetures échangeables ainsi que les capitaux propres attribuables aux actionnaires de Pages Jaunes Limitée, répartis de la façon suivante :

	Au 31 décembre 2018	Au 31 décembre 2017
Trésorerie et trésorerie soumise à restrictions	81 452 \$	46 405 \$
Billets garantis de premier rang à 10,00 % ¹ (note 14)	167 489 \$	308 898 \$
Débetures échangeables ² (note 15)	96 179	94 067
Obligations liées à des contrats de location (note 8)	75 320	86 179
Total de la dette	338 988 \$	489 144 \$
Insuffisance	(119 164)	(199 879)
Capitalisation totale	219 824 \$	289 265 \$
Ratio du total de la dette déduction faite de la trésorerie et de la trésorerie soumise à restrictions sur la capitalisation totale	117,2 %	153,1 %

	2018	2017
Pour les exercices clos les 31 décembre	2018	(données retraitées – note 2)
BAIIA ajusté des douze derniers mois ³	192 565 \$	183 109 \$
Ratio du total de la dette déduction faite de la trésorerie et de la trésorerie soumise à restrictions sur le BAIIA ajusté des douze derniers mois ¹	1,3	2,4

¹ Représente le montant en capital moins la désactualisation non comptabilisée des billets garantis de premier rang à 10,00 %.

² Représente le montant en capital moins les intérêts non comptabilisés sur les débetures échangeables.

³ Bénéfice d'exploitation des douze derniers mois avant amortissements, perte de valeur des immobilisations incorporelles et du goodwill et frais de restructuration et autres charges (« BAIIA ajusté des douze derniers mois ») Le BAIIA ajusté des douze derniers mois est une mesure non conforme aux normes IFRS et, par conséquent, il pourrait ne pas être comparable à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés cotées en Bourse.

26. Garanties

Dans le cours normal de ses activités, Pages Jaunes Limitée a conclu des conventions qui sont monnaie courante dans l'industrie et qui prévoient une indemnisation et des garanties à des contreparties dans le cadre de transactions liées à l'acquisition d'entreprises, à la cession d'entreprises et à la vente d'actifs. Pages Jaunes Limitée a conclu des conventions qui comprennent des engagements d'indemnisation à l'intention de certains de ses administrateurs et cadres supérieurs qui visent à les indemniser des frais (y compris des frais juridiques), des jugements, des amendes et de tout montant réellement et raisonnablement engagé par eux relativement à toute poursuite en justice, à tout procès ou à toute instance judiciaire dont les administrateurs et/ou cadres supérieurs pourraient faire l'objet en raison de l'exécution de leur mandat, s'ils ont agi de façon honnête, de bonne foi et dans l'intérêt de Pages Jaunes Limitée. Pages Jaunes Limitée a souscrit une assurance responsabilité, dont elle est le bénéficiaire, à l'intention des administrateurs et des cadres supérieurs. Aux 31 décembre 2018 et 2017, aucun montant n'a été comptabilisé dans les états consolidés de la situation financière relativement à ces engagements d'indemnisation.

La nature de ces garanties empêche Pages Jaunes Limitée d'effectuer une estimation raisonnable du montant maximal éventuel qu'elle pourrait devoir verser aux contreparties.

27. Liste des filiales

	Activité principale	Pourcentage de participation	
		Aux 31 décembre	
		2018	2017
Canada			
Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée	Fournisseur de solutions de marketing et de médias numériques et imprimés	100 %	100 %
Pages Jaunes Habitations Limitée ¹	Éditeur d'inscriptions immobilières à l'échelle locale	– %	100 %
411 Local Search Corp. 9059-2114 Québec Inc. ¹	Fournisseur de solutions de marketing et de médias numériques	100 %	100 %
DuProprio Inc. ¹	Société de portefeuille	– %	100 %
Publicité Juice DMS Limitée ¹	Fournisseur de services immobiliers et de services connexes	– %	100 %
Solutions YP Dine Limitée	Fournisseur de solutions de marketing et de médias numériques	– %	100 %
Bookenda Limitée	Fournisseur de guides numériques de restaurants locaux	100 %	100 %
9778748 Canada Inc. (« Totem ») ¹	Fournisseur d'un système de gestion de réservations	100 %	100 %
	Éditeur	– %	100 %
États-Unis			
YPG (USA) Holdings, Inc.	Société de portefeuille	100 %	100 %
Pages Jaunes Solutions numériques et médias LLC ²	Fournisseur de services de soutien opérationnel	– %	100 %
Juice Mobile USA LLC ²	Fournisseur de solutions de marketing et de médias numériques	– %	100 %

¹ Cédées en 2018.

² Dissoutes en 2018.

28. Informations à fournir concernant les parties liées

Rémunération des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants de Pages Jaunes Limitée sont les personnes ayant l'autorité et la responsabilité liées à la planification, à la direction et au contrôle des activités de la Société. Les personnes considérées comme les principaux dirigeants sont les membres de l'équipe de la haute direction et les membres du conseil d'administration de Pages Jaunes Limitée.

La charge de la rémunération totale pour les principaux dirigeants et la composition de celle-ci s'établissent comme suit :

Pour les exercices clos les 31 décembre	2018	2017
Salaires, honoraires et autres avantages du personnel à court terme	6 621 \$	4 276 \$
Avantages postérieurs à l'emploi	63	506
Rémunération fondée sur des actions	2 177	2 034
Indemnités de cessation d'emploi ¹	–	6 184
	8 861 \$	13 000 \$

¹ En 2017, la direction a réévalué ses principaux dirigeants.

Équipe de direction

David A. Eckert
Président et chef de
la direction

John R. Ireland
Premier vice-président, Efficacité
organisationnelle

Dany Paradis
Premier vice-président,
Ventes et expérience client

Stephen K. Smith
Premier vice-président, Croissance rentable

Franco Sciannamblo
Premier vice-président et
chef de la direction financière

Treena Cooper
Vice-présidente, Secrétaire et conseillère
juridique principale

Conseil d'administration

Susan Kudzman
Administrateur et président du conseil

David A. Eckert
Administrateur
Président et chef de la direction

Craig Forman
Administrateur
Président du comité de gouvernance
d'entreprise et de nomination

Robert Hall
Administrateur
Président du comité d'audit

Donald H. Morrison
Administrateur

Kalpana Raina
Administrateur

Paul W. Russo
Administrateur
Président du comité des ressources humaines
et de rémunération

Siège social

1751, rue Richardson
Montréal (Québec) H3K 1G6

Relations avec les investisseurs

Téléphone : 1 877 956-2003
Courriel : ir.info@pj.ca

Auditeur

Deloitte s.e.n.c.r.l./s.r.l.

Symboles TSX

Y Actions ordinaires
YPG.DB Débentures échangeables
 non garanties subordonnées
 de premier rang
Y.WT Bons de souscription

Agent des transferts

Société de fiducie AST
2001, boul. Robert-Bourassa,
bureau 1600
Montréal (Québec) H3A 2A6
Téléphone : 1 800 387-0825
Courriel : inquiries@canstockta.com



entreprise.pj.ca

